

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

Un essai d'organisation professionnelle
par voie législative

LE
STATUT DES JOURNALISTES

Étude critique de la loi du 29 mars 1935

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le vendredi 3 avril 1936, à 14 heures 30

PAR
FRANÇOIS VALENTIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

MEMBRES DU JURY

<i>Président</i> . . .	MM. DE MENTHON, professeur.
<i>Assesseurs</i> . . .	SIMONNET, professeur.
	VINCENT, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

18, Rue des Glacis

1936

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

Un essai d'organisation professionnelle
par voie législative

LE
STATUT DES JOURNALISTES

Étude critique de la loi du 29 mars 1935

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le vendredi 3 avril 1936, à 14 heures 30

PAR

FRANÇOIS VALENTIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

MEMBRES DU JURY

<i>Président</i> . . .	MM. DE MENTHON, professeur.
<i>Assesseurs</i> . . .	SIMONNET, professeur.
	VINCENT, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

18, Rue des Glacis

1936

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (✻, ✻, ☉ I).

Assesseur du Doyen : M. BROCARD (✻, ☉ I).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (C ✻, ☉ I), MICHON (✻, ☉ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (✻, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (✻, ☉ I).

GÉNY (C ✻, ☉ I).

RENARD (☉ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C ✻, ☉ I), professeur de Droit privé.

MICHON (✻, ☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (✻, ☉ I), professeur d'Économie politique.

SENN (✻, ✻, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (✻, ☉ I), professeur de Droit criminel.

KRÉLL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✻, ☉ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (✻, ☉ A), professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

F. DE MENTHON (☉ A), professeur d'Économie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Économie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit
civil de capacité.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



LE STATUT DES JOURNALISTES

AVANT-PROPOS

Votée sans bruit, le 14 mars 1935 par la Chambre des Députés et le 19 par le Sénat (1), la loi relative au statut professionnel des journalistes mérite d'être examinée dans ses principes et dans ses règles.

Son intérêt tient en premier lieu à l'importance de la matière traitée. Il y aurait en effet quelque ridicule à sembler découvrir le rôle joué dans la vie sociale par la Presse et donc par les journalistes qui en sont, sinon les maîtres toujours, du moins les artisans.

Un statut qui tend à stabiliser et à moraliser la profession de journaliste est donc appelé à avoir des répercussions dépassant largement le cadre de ceux qui sont par lui directement intéressés. En fait, les journalistes remplissent un office — un officium. Non seulement ceux qui l'exercent, mais tous ceux qui ont conscience d'en être, en quelque mesure, tributaires ont dès lors profit à connaître, au moins dans ses grandes lignes, l'organisation de ce corps le plus souvent environné d'une sorte de mystère et

(1) Après, il est vrai, de longs débats à la Commission du Travail.

considéré avec un assez singulier mélange de respect et de hauteur.

Mais la loi du 29 mars 1935 présente un intérêt plus général encore. Si le législateur a pris l'habitude d'intervenir fréquemment pour régler des rapports sociaux, poser des obligations ou édicter des interdictions professionnelles, jamais, croyons-nous, il n'avait pris sur lui de déterminer avec autant de minutie toutes les conditions de vie d'une telle catégorie de salariés privés. Cela fait songer aux « Codes » du Président Roosevelt. Peut-être certains voudront-ils y voir une manifestation d'une tendance étatiste qui a su profiter de circonstances favorables que nous exposerons. Peut-être la chose s'explique-t-elle davantage par l'idée, déjà reçue dans certains pays, selon laquelle, en vertu de son influence, le journaliste est marqué d'un caractère semi-officiel — bien que dans ce cas on penserait plutôt à préciser ses devoirs qu'à lui assurer des droits. De toute manière il y a là un précédent — une expérience d'organisation professionnelle par voie législative qu'il sera fort instructif de suivre et dont il faut, pour le moins, connaître les caractéristiques juridiques et pratiques.

Journaliste nous-même, nous avouons avoir envisagé cette étude sous l'angle de l'intérêt du journalisme plutôt que du journaliste. Non pas que les deux s'opposent si l'on va au fond des choses. Ils sont au contraire solidaires intimement, mais hiérarchisés. L'officium dont nous parlions dépasse les hommes qui l'exercent. S'il faut que ceux-ci vivent dignement, il faut surtout que celui-là s'épanouisse librement et utilement. C'est avec cette conviction que nous analyserons un statut auquel on peut sans doute reprocher de n'avoir pas assez songé à ce but supérieur.

INTRODUCTION

L'évolution de la presse.

L'époque n'est pas si lointaine où les journalistes, vraiment désintéressés ou un peu bohèmes, en tout cas écrivains plus que marchands de copie, ne s'étonnaient point d'être fort peu payés et surtout de l'être irrégulièrement. Il est des pages légères et souriantes de souvenirs laissés par tel ou tel, où paraissent la joie et la surprise des rédacteurs recevant soudain un billet inespéré autant que modeste d'un directeur, dont ils étaient l'ami, par hasard argenté...

Les temps sont devenus plus durs et les hommes moins fantaisistes. Du passé, il ne restait, ces années dernières, qu'un souvenir assez mal supporté par la plupart : l'absence de toutes règles précises, légales ou même coutumières, fixant et défendant les droits des journalistes.

Chacun était lié à sa maison par un contrat de louage de services, le plus souvent purement verbal. Le traitement était précisé ainsi que la rubrique pour laquelle le rédacteur était engagé. C'était tout, à l'ordinaire, du moins au regard du Droit.

Mais, pour dire vrai, la pratique apportait à cette

situation des aménagements que le Droit ne leur donnera jamais. Dans sa majorité, la Presse française, et surtout celle de province, reste une presse de moyenne importance. Les journaux sont des « maisons » et non des « boîtes ». Le nombre des rédacteurs y est réduit et le directeur n'y apparaît point comme un demi-dieu inquiétant et distant. Il vit près de ceux qui méritent vraiment d'être appelés ses « collaborateurs ». Il partage l'essentiel de leurs activités, de leurs peines. Si la hiérarchie ne s'efface pas, elle est tempérée par cette communauté d'existence et aussi de convictions. Dès lors, sans que la loi ait eu besoin d'intervenir, certaines mesures telles que les vacances payées, le maintien du traitement, au moins partiel, en cas de maladie, le versement d'indemnités en cas de congédiement étaient-elles devenues habituelles et générales, dans le principe sinon dans les modalités.

Mais à côté des entreprises où l'existence de relations personnelles entre la direction et les rédacteurs évitait tout conflit sérieux, d'autres avaient poussé. Une presse a surgi dont on a pu dire qu'elle était aussi éloignée de celle du siècle dernier que celle d'Émile de Girardin l'était du journal de Théophraste Renaudot. « Presse industrialisée » aux tirages astronomiques, aux services multiples, aux collaborateurs fort nombreux. Souvent la direction n'en est pas confiée à un journaliste mais plutôt à un homme d'affaires, à un personnage totalement étranger à la vie de la profession. Dans ces colosses, les mœurs en quelque sorte familiales de la vieille presse ont disparu. Bien plus, le journal est exposé à changer subitement de mains, et donc d'orientation,

par le jeu de majorités financières auxquelles les rédacteurs n'ont point part. Par là, en même temps que des garanties assurées par des usages bienveillants, quelque chose de plus précieux encore s'écroule : la certitude de pouvoir librement rester fidèle à des idées.

L'avènement de cette presse, son extension progressive à la province par le mécanisme des trusts, créaient un état de fait nettement défavorable aux journalistes, mettant même en péril et leurs droits matériels légitimes et leur honneur (1). Certains cas, spécialement typiques, ont montré l'urgente, l'impérieuse nécessité de les entourer de garanties réelles.

Sur un point particulier, le Parlement en avait accordé une. Sur l'initiative de M. CHASTENET, une loi du 25 juillet 1925 avait étendu aux rédacteurs de journaux le bénéfice du repos hebdomadaire. Ce n'était là qu'un premier acte, évidemment médiocre, eu égard au problème général, mais important en ce qu'il inaugurait une procédure. Les associations de presse apprenaient à faire intervenir les Pouvoirs publics en leur faveur. Elles y étaient par ailleurs doublement poussées : par le conseil du Bureau international du Travail et par l'exemple de l'étranger.

Les recommandations du B. I. T.

En 1928, le B. I. T. avait publié les conclusions d'une vaste enquête, purement objective, menée en trente-

(1) On trouvera un exposé vivant et documenté de cette évolution dans le numéro de juin-juillet 1935 des *Documents du Travail*, G. BOURDON : « La Crise du journalisme ».

trois pays sur « les conditions de travail et de vie des journalistes ». L'étude ne se terminait point par des recommandations. Mais, outre qu'elle dressait un tableau capable de stimuler les « retardataires », elle comprenait certaines remarques sur l'évolution des conditions de travail dans la presse telles que celle-ci : « L'histoire du journalisme montre qu'après avoir été réglée par le système de l'entente verbale, le travail du journaliste l'a été par celui du contrat individuel écrit, pour finir par celui du contrat collectif et de la législation. »

En 1929, l'organisme genevois créa une Commission des travailleurs intellectuels présidée par M. DE MICHELIS. Son premier soin fut de reprendre et d'élargir l'enquête, grâce à l'envoi d'un copieux questionnaire aux personnalités les plus compétentes du monde entier. Le rapport de la Commission, synthèse des réponses reçues, aboutit à deux conclusions essentielles :

1^o *Valeur du contrat collectif.* — Sur ce point, la quasi-unanimité avait été recueillie. Et M. CHAUCHAT, choisi comme « expert » patronal français, avait exprimé son opinion d'une manière particulièrement catégorique en disant : « Le contrat collectif, tel que nous l'entendons, est entre les parties, en même temps qu'un mode d'organisation, un instrument de paix, de conciliation et d'entente. »

2^o *Nécessité de l'intervention de l'État.* — Le rapport souhaite que l'État, là où une convention a pu être librement signée, la reconnaisse et lui donne un caractère public, et que, en l'absence de telles conventions, il ne se « désintéresse point des conditions de travail d'une catégorie de salariés intellectuels, petite par le

nombre, importante par le service social qu'elle assume ».

Des conclusions subsidiaires énuméraient les éléments constitutifs qu'il était souhaitable de trouver dans le contrat de travail et affirmaient la nécessité de créer une organisation corporative complète, disciplinée par des tribunaux paritaires.

Les solutions étrangères.

Ces recommandations du Bureau international du Travail, spécialement la deuxième dans sa grande netteté, apportaient un argument et un encouragement moral sérieux aux partisans d'un statut. Nous avons dit qu'ils étaient également poussés par l'exemple des solutions admises dans maints pays étrangers.

Il ne peut être question d'examiner ici en détail les statuts que ceux-ci ont adoptés ni même d'esquisser une rapide étude de droit comparé. Il importe seulement d'énumérer les États qui ont cru devoir intervenir pour régler les conditions d'exercice et d'existence de la profession journalistique.

Dès avant la guerre, l'*Autriche* s'était préoccupée du problème et avait voté, le 13 janvier 1910, une loi qui reste encore partiellement en vigueur en Tchécoslovaquie. Après la guerre, un nouveau texte du 11 février 1920 stipula les clauses de base d'un contrat de travail rendu obligatoire. Le contrat collectif établi en 1918 avait dégagé ces clauses et préparé le chemin à la loi.

A la même époque, la *Diète polonaise* avait été saisie

d'une proposition de même inspiration. Une vive opposition s'étant manifestée, l'adoption en fut différée. Ce ne fut que le 16 mars 1928 qu'un décret-loi en reprit les éléments et dota les travailleurs intellectuels d'un statut. Au mois de décembre 1935, lors de la discussion du budget, à la suite de diverses interventions pressantes, le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil annonça le dépôt prochain sur le bureau de la Diète d'un projet de loi propre à la profession de journaliste.

La procédure du décret-loi a été également employée, le 25 septembre 1927, en *Yougoslavie*.

Quant à l'Allemagne et à l'Italie, elles méritent une place à part.

En *Allemagne*, une Commission mixte d'éditeurs et de rédacteurs se mit d'accord, en 1926, sur le texte d'un contrat national. L'État n'était pas intervenu pour imposer quoi que ce fut aux intéressés. Mais, entérinant leur entente, le ministre du Travail la rendit obligatoire, donnant ainsi force de loi aux dispositions concernant les salaires, les congés, les modalités de rupture, les institutions de prévoyance, etc., et reconnaissant officiellement les tribunaux d'arbitrage prévus par la Commission mixte.

Mais l'exemple *italien* est surtout notable, tant pour sa forme que pour les résultats qu'il a permis. Dès 1911, un contrat collectif avait été signé à Rome, pour la première fois dans le monde. Le Fascisme devait le confirmer. On sait, en effet, quelle est l'économie de la loi syndicale du 3 avril 1926 : elle reconnaît, pour des ressorts donnés, des associations de patrons ou de sala-

riés, présentant certaines garanties numériques, politiques et morales, et leur confère le monopole de la représentation de la catégorie, spécialement en vue de mettre au point des contrats collectifs valables pour tous. Les réalisations obtenues antérieurement s'incorporaient donc d'emblée dans la nouvelle organisation sociale. Les syndicats professionnels reconnus, en matière de Presse, furent l'*Associazione Nazionale Fascista Editori di Giornali* et le *Sindacato Nazionale Fascista Giornalisti*, qui, d'un commun accord, complétèrent sur divers points, les dispositions précédentes. La dernière édition du contrat collectif a paru au *Bulletin officiel du Ministère des Corporations*, le 29 février 1932.

A plusieurs reprises, il nous faudra nous référer à ce statut italien. De tous, il est, à l'heure actuelle, le plus complet, le mieux rédigé, le plus favorable aux journalistes. Le rapporteur à la Chambre française du texte que nous nous proposons d'étudier, a pu dire à son sujet : « Les journalistes italiens ont la chance d'exercer une profession admirablement protégée par un statut professionnel qui n'a pas d'égal dans le monde, et ce n'est pas sans confusion que je considère la distance qui sépare ce texte exemplaire de la proposition qui vous est soumise. »

Ainsi cinq États (1) sont intervenus directement, soit pour authentifier des contrats librement signés, soit pour légiférer en l'absence d'ententes préalables. Ces

(1) Nous avons peine à y ajouter la Grèce où l'État s'est borné à rendre obligatoire le prélèvement d'un lepton par journal au profit d'une caisse qui assure aux journalistes hellènes âgés de cinquante ans et plus une retraite égale à 80 % de leurs appointements.

États sont ceux qui nous intéressent le plus directement puisque ce sont eux qui ont servi de précédents quant à la procédure finalement adoptée en France. Mais il faut aussi connaître une autre catégorie de pays : ceux où, sans intervention des Pouvoirs publics, des accords directs entre les parties ont abouti à un régime de droit privé mais général.

La *Grande-Bretagne* est le plus représentatif de ces pays. Des accords minutieux, variables selon les catégories, les régions, l'importance des journaux, ont été signés depuis une quinzaine d'années, à la suite d'une grève sérieuse. Ils n'ont pu réussir qu'en raison de l'unité syndicale des journalistes. Nous disons bien unité et non solidarité. Un seul syndicat, la *National Union*, groupe tous les journalistes d'Outre-Manche sans exception. Or, fait curieux qui montre la différence des mœurs anglaises et françaises, ce syndicat est affilié aux Trade-Unions, sans que ses membres conservateurs songent à s'en étonner. Encore faut-il noter que ces dispositions contractuelles ne paraissent plus en tous points suffisantes aux intéressés puisqu'ils ont réclamé de la Chambre des Communes une loi réservant le titre de journaliste aux personnes inscrites sur un registre tenu par un conseil officiel, composé de représentants de la profession et de l'État, nommé *Journalist's Registration Council of the United Kingdom*.

Le régime du contrat collectif est également celui de la *Roumanie*, de l'*Esthonie*, de l'*Espagne*, de la *Suède*, de la *Suisse*, de la *Tchécoslovaquie* et de l'*Australie*. Il a été celui de la *Hongrie*, de 1917 à 1920. A cette époque, le contrat collectif fut dénoncé par les éditeurs... Mais

à défaut d'un nouveau, l'ancien continue à être loyalement appliqué à titre d'usage (1).

La France, avec la Bulgarie, le Luxembourg et la Hollande, restait donc seule en Europe à être dépourvue d'une organisation juridique. Pour l'obtenir, deux voies s'ouvraient devant les demandeurs : celle de l'Angleterre ou celle de l'Autriche — le contrat ou la loi.

Les premiers pas furent faits sur celle-là. On piétina sans profit, non sans aigreur. Finalement, l'effort fut porté sur la seconde. Cette fois avec succès.

Le projet de contrat collectif.

Ce qui rendait en France, à l'inverse de l'Angleterre, difficile toute tentative d'accord direct entre la direction des journaux et le personnel de rédaction, c'était la multiplicité et, pour dire vrai, l'incohérence des groupements corporatifs et surtout des groupements de professionnels.

Trois grands syndicats se partagent l'organisation patronale :

Le Syndicat de la presse parisienne présidé par M. Léon BAILBY, directeur du *Journal* ;

Le Syndicat des quotidiens régionaux où, sous la présidence de M. BOURRAGEAS, directeur du *Petit Marseillais*, sont groupés les quotidiens de province à fort tirage ;

Le Syndicat des quotidiens de province qui, dirigé

(1) Enfin, un projet est à l'étude en Belgique et la création d'un Ordre est envisagée au Portugal.

par M. Ernest GAUBERT, directeur du *Centre-Éclair*, s'ouvre en fait, en même temps qu'aux organes départementaux, à ceux qui rayonnent sur quelques départements sans avoir les proportions de leurs puissants confrères du deuxième syndicat.

Quant aux journaux d'opinion parisiens, ils ont constitué le Syndicat de la Presse d'opinion qui a placé à sa tête M. BERNIER, de *L'Homme Libre*.

Afin de mieux défendre leurs intérêts communs, également compromis à l'époque, toutes ces organisations unifièrent leurs efforts en 1925 au moyen d'un bureau à caractère fédéral, la Fédération nationale des journaux français, dont M. Henry SIMOND, directeur de *l'Écho de Paris*, n'a cessé d'être le président (1).

Avec ces deux échelons correspondant à deux buts distincts, la construction syndicale patronale apparaît logique et rationnelle. Mais il n'est que d'ouvrir un annuaire de presse pour se convaincre que les groupements de journalistes ne méritent pas les mêmes éloges : leur seule énumération remplirait plusieurs pages.

Historiquement, cela s'explique fort aisément. Beaucoup de ces groupements datent de l'époque rappelée par nous, où l'on songeait à s'associer selon des affinités d'opinions ou de fonctions plus que pour défendre des intérêts. La plupart des titres choisis par ces associations traduisent cette tendance d'esprit : presse républicaine, militaire, hippique, judiciaire, monarchiste et

(1) La Fédération Nationale des journaux compte dans son sein, outre les associations précitées, le groupement des intérêts économiques de la presse française, le syndicat des journaux sportifs, le syndicat de la presse périodique et celui de la presse technique.

catholique, journalistes socialistes, publicistes chrétiens, journalistes et écrivains scientifiques et le reste. Ou encore, on pensait plus à la profession en général qu'aux catégories professionnelles. C'est pourquoi l'Association républicaine de la presse départementale — la doyenne — la Presse de l'Est, la Presse de l'Ouest et bien d'autres, accueillent également directeurs et rédacteurs. Du point de vue moral, c'est excellent. Mais du point de vue strictement syndical, c'est sans aucun doute fâcheux.

Pourtant, diverses formations cherchent à se rapprocher du modèle anglais. Tels sont le Syndicat des journalistes professionnels de M. LATZARUS, le Syndicat des journalistes français de M. Alfred MICHELIN, et surtout, le Syndicat national des journalistes dont M. Georges BOURDON est devenu le président après en avoir été l'actif secrétaire général. De beaucoup le plus important par le nombre de ses adhérents qui dépassent aujourd'hui deux mille, le Syndicat National a été le premier, dès sa fondation en 1918, à placer la défense professionnelle sur le terrain spécifiquement syndical et le plus décidé à obtenir un statut. De plus en plus, il vise à devenir le porte-parole de tous les professionnels, sans pouvoir cependant encore y prétendre.

Seul, le Comité général des associations de la Presse française, présidé par M. Paul STRAUSS, ancien sénateur de la Seine, peut revendiquer ce droit. Il est constitué par vingt et une associations, parisiennes ou provinciales, parmi lesquelles figure du reste le Syndicat national (1).

(1) Par contre, le Syndicat des journalistes professionnels ne fait pas partie de ce Comité.

Mais il faut dire que celui-ci, sur le terrain qui nous occupe, a toujours été l'élément actif dans les tractations menées en vue d'obtenir un contrat collectif.

Dès sa création, il rédigea un premier projet. Mais jusqu'à la naissance de la Fédération nationale des Journaux français, c'est-à-dire jusqu'en 1925, il ne put établir aucune prise de contact efficace avec la généralité des directeurs.

A partir de mai 1926, la liaison est prise et d'une manière assez cordiale, plus cordiale que féconde.

Ce que furent ces relations durant près de sept ans, il n'entre point dans notre dessein de le dire (1). Contentons-nous de jalonner sommairement le chemin parcouru et de résumer, sans les commenter et sans prétendre fixer les responsabilités, les avatars du projet de contrat collectif mis à l'étude.

Ce projet avait été élaboré, en 1927, par le Syndicat National. Il était important puisqu'il comptait cinquante et un articles envisageant la question sous tous ses aspects.

Communiqué en juillet 1928 à M. Henry SIMOND, il servit de base aux travaux d'une commission mixte qui ne se réunit qu'en juin 1929 et qui, présidée par le directeur de *l'Écho de Paris*, était composée de membres qualifiés des organisations patronales et professionnelles.

Elle s'était réunie une trentaine de fois et avait déjà évité heureusement quelques écueils sérieux quand un

(1) On en trouvera une relation assez copieuse — et tendancieuse — dans le rapport de M. BRACHARD à la Commission du Travail. (Chambre des Députés, session de 1935, n° 4516).

incident se produisit : le Syndicat des Quotidiens régionaux, le 30 juin 1930, vota à l'unanimité un ordre du jour rejetant le principe même du contrat collectif comme intervenant en des matières propres à l'administration intérieure de chaque maison.

Le fait parut d'autant plus grave que le Syndicat des Régionaux possédait ses représentants qualifiés à la Commission mixte. Ainsi désavoués par leurs collègues, ils gardèrent pourtant leur place à la Commission qui continua son examen. On aboutit enfin le 10 juin 1931 — soit après deux ans — à la signature d'un projet en quarante-six articles, complété par plusieurs annexes.

Mais ce n'était encore qu'un projet. Il va sans dire, en effet, que les délégués n'avaient pas pouvoir de lier définitivement leurs groupements, mais de préparer un texte que ceux-ci auraient à ratifier.

Ils ne le ratifièrent pas.

Les premiers, les journaux de province (BOURRAGEAS et GAUBERT) le repoussèrent le 17 novembre 1931, avec des considérants semblables. Les uns et les autres entendaient laisser chaque direction libre de régler elle-même ses propres conditions de travail.

La décision du Syndicat de la Presse parisienne fut moins rapide, mais elle fut identique. M. Léon BAILBY proposa un nouveau contrat, rejeté sans discussion par le Syndicat National. Finalement, après diverses entrevues et controverses secondaires, les directeurs parisiens, adoptant l'attitude de leurs confrères provinciaux, rejetèrent le projet de la Commission mixte, le 8 février 1933.

La proposition Guernut et la loi de 1935.

Ainsi, la première voie, celle de l'accord direct entre les parties, s'avérait sans issue. Restait la seconde, l'appel au législateur. Avec soixante-cinq de ses collègues, M. GUERNUT déposa en mars 1933 une proposition de loi « relative au statut professionnel des journalistes » (1).

Cette proposition était assez complète, mais aussi assez confuse. D'une part, elle étendait expressément aux journalistes, sommairement définis, une série d'articles du Code du travail (2). « Ainsi, disait l'exposé

(1) N° 1653. Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 28 mars 1933. Citons les noms des parlementaires qui la présentèrent. L'énumération prouvera que le projet échappait aux préoccupations politiques : MM. Andraud, Aubaud, Édouard Barthe, William Bertrand, René Besse, Bibié, Laurent Bonnevey, Emile Borel, Boutet, Brachard, Campinchi, Champetier de Ribes, Compère-Morel, Creyssel, Dalimier, Delbos, Pierre Deyris, de Diesbach, Dommange, Dormann, Franklin-Bouillon, Frossard, Gourdeau, Jacquinot, Laniel, Liautey, Jean Longuet, Malingre, Marchandau, Louis Marin, Marquet, Gaston-Martin, Mendès-France, Mistler, Morinaud, Nogaro, Albert Paulin, Pezet, Jean Piot, Pomaret, Potut, Ramadier, Renaudel, Renaitour, Rucart, Jammy Schmitt, Paul Simon, Spinasse, Taittinger, de Tessan, Tony Revillon, Henry Torrès, Tranchand, Xavier Vallat, Alexandre Varenne, Vernay, Viénot, Wallach, Georges Weill et Jean Zay.

(2) L'extension portait sur les articles suivants : Livre I, articles 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26 et 27 (règles générales du contrat de travail et du louage de services), 29 et 29 a (sur les femmes en couches), 31, 31 a) à 31 x et 32 (conventions collectives de travail), 43, 44, 45, 47, alinéa 2° (privilèges et garanties de la créance de salaires), 49 (prescription de l'action en paiement du salaire), 61 à 73 b (saisie-arrêt et cession des salaires), 74 a) à 74 h) (allocations familiales), 78 (salaire de la femme mariée), 79, 80, 81, 83, 84, 85 a) à 85 e), 86 et 102 (placement des travailleurs). — Livre II, articles 54 f) à 54 j) (congés annuels), 65 à 70 (hygiène et sécurité des travailleurs). — Livre III, articles 1 à 26 (syndicats

des motifs, les journalistes prendront-ils définitivement, et désormais sans contestation possible, la place qui leur revient dans le monde du travail organisé, ordonné suivant les règles qu'a tracées la loi et que complète la jurisprudence. » D'autre part, elle ajoutait à ces textes généraux certaines dispositions particulières adaptées aux besoins de la profession. Le tout comportait dix articles, les huit premiers complétant le Code du travail ou le rendant applicable en certaines de ses parties aux journalistes, les deux autres édictant, en dehors de ce Code, des règles se rapportant à la carte d'identité professionnelle et à la détermination des salaires.

Sur rapport de M. BRACHARD, député de l'Aube et directeur du *Petit Troyen*, la Commission du Travail de la Chambre chercha à condenser la proposition GUERNUT. Elle aboutit à un texte nouveau en trois articles qui fut, nous l'avons dit déjà, voté sans débat par les deux assemblées et qui est devenu la loi du 29 mars 1935.

De la proposition GUERNUT, étaient éliminées toutes les références précises aux articles du Code du travail. Elles étaient remplacées par une référence générale ainsi rédigée :

ART. 1. — Il est ajouté au chapitre 2 du livre I (titre 2) du Code du Travail une section spéciale III intitulé « des Journalistes professionnels. »

ART. 29 b). — Les dispositions des différents titres du Code du Travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux disposi-

professionnels), 27 à 31 et 39 à 45 (sociétés coopératives ouvrières de production). — Livre IV, article 1 à 133 (juridiction prud'homale, conciliation et arbitrage, représentation professionnelle).

tions de la présente section, sont applicables aux journalistes professionnels...

Le chapeau de l'article 29 *b*) est surérrogatoire et prête à confusion. Par suite de l'intégration de la loi du 29 mars 1935 au Code du travail, il n'en était pas besoin pour rendre applicables aux journalistes les prescriptions relatives au louage de services (chapitre II), à la convention collective de travail (chapitre IV *bis*), au paiement des salaires des employés (titre III, chapitre II), etc.

Il nous a été dit par une personne mieux placée que quiconque pour expliquer la loi que ce « chapeau » visait surtout à rendre applicables les articles 54 *a*) et suivants du livre II sur les femmes en couches. Malheureusement, ces articles ne concernent que les femmes travaillant dans des établissements industriels et commerciaux. Dès lors, la formule liminaire de l'article 29 *b*) ne suffit pas, à notre avis, pour étendre aux journalistes un texte qui lui-même exclut les professions libérales. Une extension expresse eût été nécessaire, comme elle était prévue par la proposition GUERNUT et comme elle a été faite par l'article 50 *b*) du livre II pour le repos hebdomadaire.

Finalement, ce premier alinéa ne présente aucun intérêt, étant, d'une part, superflu et, d'autre part, inopérant.

Viennent ensuite les dispositions nouvelles qui constituent l'objet même de la loi. En fait, elles touchent à bien des problèmes sans se donner la peine de les présenter et de les résoudre selon une classification

logique. L'article 1^{er} complète le Code du travail, l'article 2 le modifie, l'article 3 lui est étranger. Avec une sorte de parti pris, les questions sont abordées par le petit côté. Énumérons-les, dans l'ordre ou plutôt dans le désordre où elles se présentent : définition du journaliste; règles concernant la rupture ou la résiliation du contrat de louage de services, les indemnités de congédiement, la « clause de conscience », la portée du contrat, l'interdiction de conventions contraires, les congés annuels, la création d'une carte d'identité professionnelle, le repos hebdomadaire, l'établissement par les préfets d'une liste des journaux accordant le minimum des salaires fixé par une commission mixte (ainsi créée par une incidente) et assurant certaines indemnités en cas de maladie, sanctions.

Étrange énumération (1)... Il n'est pas commode de la suivre dans ses cabrioles.

Il semble pourtant possible d'en saisir la matière en trois chapitres.

Le premier sera consacré à l'analyse de la définition légale du journaliste, c'est-à-dire à la détermination des personnes appelées à jouir du nouveau statut et à recevoir la carte professionnelle.

Le deuxième groupera toutes les dispositions concernant l'exercice de la profession, soit en d'autres termes, tout ce qui se rapporte au contrat de louage de services

(1) L'article 1 de la loi telle qu'elle parut au *Journal Officiel* créait des articles 30 a) à 30 i) au livre I du Code du travail. L'article 5 du décret-loi du 8 août 1935 tendant à réprimer les abus du marchandage dut en faire des articles 29 b) à 29 j). Cette rectification était rendue nécessaire par le fait... qu'il existait déjà des articles 30 a) et suivants.

pendant son exécution : repos hebdomadaire, congés annuels, et surtout salaires minima.

Enfin le troisième aura pour objet l'étude de la procédure et des garanties prévues pour le moment de la cessation ou de la rupture du contrat : sa réalisation, les indemnités d'ancienneté, le jeu de la « clause de conscience ».

CHAPITRE I

LES BÉNÉFICIAIRES DU STATUT

« Les dispositions des différents titres du Code du travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente section, sont applicables aux journalistes professionnels, lesquels sont ainsi définis :

« Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une publication quotidienne ou périodique éditée en France, ou dans une agence française d'informations, et qui en tire le principal des ressources nécessaires à son existence.

« Le correspondant, qu'il travaille sur le territoire français ou à l'étranger, est un journaliste professionnel s'il reçoit des appointements fixes et remplit les conditions prévues au paragraphe précédent.

« Sont assimilés aux journalistes professionnels les collaborateurs directs de la rédaction : rédacteurs-traducteurs, sténographes-rédacteurs, rédacteurs-reviseurs, reporters-dessinateurs, reporters-photographes, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à un titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle. »

(Art. 29 b) du livre I du Code du travail.)

SECTION I

Analyse de la définition légale.

Pour déterminer les bénéficiaires du statut, la Commission du Travail de la chambre a repris la définition qui figurait en tête du projet de contrat collectif de 1931 (1).

Il était indispensable en effet de distinguer clairement les journalistes professionnels des personnes à qui il arrive d'écrire dans les journaux, et des individus qui s'attribuent une qualité que ni leurs occupations réelles ni leur moralité ne justifient.

Quatre conditions sont donc posées pour la reconnaissance du titre : *l'occupation doit être principale, régulière, rétribuée et assurer le principal des ressources nécessaires à l'existence* (2).

Régularité et rétribution ne paraissent pas devoir

(1) Elle l'a préférée à celle que proposait M. GUERNUT et ses collègues, sans doute un peu trop imprécise : « Les articles 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26 et 27 (du Code du travail) sont applicables au personnel de rédaction des journaux, périodiques et services d'information, c'est-à-dire aux rédacteurs, reporters, traducteurs, dessinateurs, sténographes de rédaction, correspondants de province et de l'étranger, et, d'une manière générale, à toutes personnes liées par un contrat de louages de services avec les entreprises de journaux et périodiques en vue de l'exécution d'un travail intellectuel ou artistique concernant lesdits journaux et périodiques. »

(2) Aucune condition d'ancienneté ni d'âge n'est fixée. Le projet de la Commission mixte, par contre, précisait (article 2), que « pour bénéficier des dispositions du contrat, le journaliste doit avoir exercé sa profession d'une manière consécutive depuis un an au moins et avoir dépassé la vingt et unième année. »

soulever de difficultés, du moins de principe (1). Par contre, le caractère principal donnera peut-être lieu à contestation. Que l'on songe à certains hommes, restés constamment fidèles au journalisme mais plus connus encore par des ouvrages indépendants de leurs articles qui les ont placés parmi les écrivains, peut-être parmi les meilleurs. Leur reconnaîtra-t-on le titre de journaliste? L'on objectera que le statut n'a pas été fait pour eux, qui, à la vérité en ont peu besoin. Mais il est une autre hypothèse, plus pratique : celle des nombreux avocats qui, tant à Paris qu'en province, collaborent régulièrement et moyennant rétribution à des organes de presse. Jusqu'à ce jour les conseils de l'Ordre ont accepté ce cumul, d'ailleurs traditionnel. Mais dès l'instant où le journalisme devient une profession déterminée, peut-il encore en être de même? Nous ne le pensons pas. Un avocat pourra encore être journaliste « amateur », mais point avoir pour profession « principale » le journalisme. Les barreaux, avec juste raison, accepteraient mal d'être tenus pour « secondaires » par certains de leurs membres.

Dans la pratique, des contestations surgiront aussi à propos de ce qu'il faut entendre par « le principal des ressources nécessaires à l'existence ». La formule est imprécise et peu heureuse. Elle pourrait servir à éliminer les hommes qui, jouissant de revenus personnels provenant d'une autre source, ne comptent pas en fait sur leur traitement de journaliste pour assurer princi-

(1) Nous verrons au contraire que le taux de la rétribution en soulève de très graves.

pablement leur existence. Cette interprétation nous paraîtrait contraire à la pensée du législateur. Pour nous, il a voulu fixer par cette phrase le volume de la rétribution : elle doit être suffisante pour permettre à celui qui la touche de vivre décemment, conformément à ses fonctions. Elle ne le force pas à faire vœu de renoncement à d'autres ressources, éventuellement plus importantes.

La loi a peut-être ainsi cherché à empêcher certains cumuls dont se sont justement émus les journalistes. On a vu des fonctionnaires en particulier collaborer d'une manière habituelle à des organes de presse et y occuper la place qui revenait à un professionnel.

Ces abus ont reçu, postérieurement au vote de la loi, un terme grâce aux décrets-lois de l'été 1935. Pour les cas qui leur échappent, le caractère obligatoirement principal de la profession journalistique doit permettre de les régler beaucoup plus sûrement que ce jugement porté sur les moyens d'existence.

Sur un autre point, si l'on prenait à la lettre la définition, on arriverait aisément à une conclusion opposée sans aucun doute à la volonté de ses auteurs. Il y a là de leur part, entre plusieurs autres, une déficience de forme indubitable. En effet, ils reconnaissent journaliste quiconque exerce sa profession dans *une* publication quotidienne ou périodique, ou dans *une* agence d'informations. Ce singulier appelle des observations.

C'est devenu depuis la guerre une habitude — une mauvaise habitude — dans la presse parisienne surtout, de collaborer à divers journaux. L'on court de l'un à l'autre, l'on consacre à chacun un court moment pour une besogne déterminée, et... à la fin du mois, l'on

additionne des traitements dont la médiocrité multipliée par deux, trois ou quatre devient dorée.

Cette coutume est néfaste. Épuisante pour qui la pratique, elle risque d'avilir la qualité de la collaboration, spécialement sa qualité morale en supprimant le lien étroit qui doit attacher un rédacteur à son journal, vraie personne vivante avec qui, pour un peu, il s'identifierait. Elle s'implante cependant, car elle permet aux journaux de maintenir des taux de traitement relativement bas.

Le projet de contrat collectif reconnaissait cette situation dans un article final, qui la soumettait à une seule condition : l'autorisation, tacite ou formelle, des directeurs. Par contre, le projet du Syndicat de la Presse parisienne se terminait par cet alinéa : « Ce contrat n'est valable qu'à l'égard des rédacteurs ne collaborant qu'à un seul journal. »

Il y avait donc conflit, et le législateur ne pouvait pas l'ignorer. A le lire, on pourrait croire qu'il a pris parti dans le sens du syndicat BAILBY. En fait, les travaux de la Commission du Travail prouvent le contraire.

M. BRACHARD a, en effet, consacré plusieurs pages de son rapport à cette question et sa volonté ne laisse aucun doute. Après avoir déploré l'existence des collaborations multiples, il affirme qu'exclure ceux qui s'y livrent du bénéfice du statut aboutirait à le rendre inapplicable à « dix-neuf journalistes parisiens sur vingt » (1). Se basant sur l'article 23 du livre I du

(1) P. 65 et suiv.

Code du travail, il montre que la Loi considère comme valable la coexistence de plusieurs contrats de louage de services et garantit également chacun d'entre eux. Il ne se contente pas d'exprimer cet avis d'une manière formelle. Il y met une véhémence dont l'ensemble de son rapport n'est d'ailleurs pas exempt et qui ne permet plus la discussion.

Il n'empêche qu'il eût mieux valu rédiger clairement la loi et lui faire dire par exemple : « Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques éditées en France (1)... »

Le paragraphe concernant les correspondants explicite une solution qui était évidente. S'il « remplit les conditions prévues au paragraphe précédent » — c'est-à-dire si le journalisme est sa profession principale, régulière et rétribuée — le correspondant de France ou de l'étranger ne se distingue, par aucune différence de nature, du rédacteur attaché au siège de la publi-

(1) Le barème arrêté par la Commission mixte de la Seine pour 1936 consacre un chapitre spécial aux collaborations multiples. Il distingue :

a) Les collaborations multiples de nature différente : chaque journal doit le minimum de salaire prévue pour la fonction tenue chez lui par le journaliste;

b) Les collaborations multiples de nature identique : le minimum de salaire est dû au rédacteur pour sa collaboration la plus importante et le minimum diminué de 25 % pour les collaborations secondaires;

c) Les collaborations partielles, lorsque le rédacteur « n'est pas astreint à tenir complètement une rubrique ou à assurer un service complet dans un journal » : les salaires ne sont soumis à aucun minimum.

Pour les contestations relatives à la détermination du caractère de la collaboration, une commission arbitrale est prévue.

cation. On comprendrait mal en particulier qu'un correspondant à l'étranger, collaborateur de confiance au premier chef, ne profitât pas des mêmes garanties qu'un modeste fait-diversier (1).

L'obligation des appointements fixes se comprend par le désir qu'on a eu d'éliminer la foule des correspondants locaux, — instituteurs, secrétaires de mairie, curés, receveurs des Postes, etc. — qui envoient l'état civil et les procès-verbaux de leur commune, moyennant une rétribution à la ligne. L'application des principes généraux suffisait, avec le bon sens, pour empêcher que leur soit reconnue la qualité de journaliste professionnel. Par contre, cette obligation prise étroitement, risquerait de priver du statut des correspondants véritables qui touchent une indemnité fixe de base relativement modique et des rémunérations proportionnées à l'importance de leur collaboration (2). Il s'agit là d'un système de rétribution qui regarde chaque direction et qui ne saurait supprimer, selon nous, le caractère professionnel de ceux qui lui sont soumis. Pour le moins, on se trouve en présence de cas d'espèce qu'auront à juger les autorités désignées pour délivrer les cartes d'identité.

Par contre, rien n'est dit des directeurs de journaux.

(1) M. BRACHARD leur donne même dans son rapport rang de chefs de service « en raison des lourdes responsabilités qui pèsent sur eux ». La solution paraît juste. Mais ce sera aux commissions mixtes dont il sera parlé au chapitre suivant de la mettre en pratique, le législateur ne l'ayant pas fait.

(2) En pratique, certains de ces correspondants perçoivent également des pourcentages sur la publicité qu'ils recueillent. C'est un nouvel élément d'appréciation qui peut amener à ne pas les reconnaître comme journalistes si le principal de leurs ressources provient de ces recettes publicitaires.

Ce silence a pu paraître équivoque en raison de l'opposition que fait plus loin le statut, nous le verrons, entre directeurs et rédacteurs. En fait, la question ne peut même pas se poser. Certains directeurs — la très grosse majorité, du moins en province, — sont de vrais, d'indiscutables journalistes, arrivés à la tête de la hiérarchie grâce à la compétence qu'ils ont montrée et à la confiance qu'ils ont inspirée (1). Si leur autorité et leur responsabilité propres les mettent à une place à part, ils n'en restent pas moins des « rédacteurs » et, mandataires d'un Conseil d'administration qui les a choisis et leur a fixé, au moins dans les grandes lignes, une orientation, ils peuvent être remerciés aussi facilement qu'eux-mêmes peuvent se séparer d'un collaborateur. Il suffit de faire jouer les principes que nous avons exposés pour conclure qu'ils rentrent dans la définition légale des journalistes et doivent bénéficier des garanties du statut : ils ont droit à la carte, droit aux indemnités de congédiement, — car plus qu'un rédacteur ordinaire, ils auraient peine à retrouver une situation équivalente; droit à l'application de la « clause de conscience » en cas de modification sensible dans le caractère du journal, — car leur honneur est directement engagé par la « ligne ».

(1) En particulier, il serait malaisé de refuser la qualité de journalistes aux plusieurs centaines de « directeurs » qui... ne dirigent personne et rédigent à peu près seuls un organe périodique.

Pourtant, il se présentera des difficultés particulières à propos de journaux professionnels ou politiques dont la charge incombe, par exemple, à des secrétaires appointés de groupements. Sont-ils plus journalistes, sont-ils plus employés administratifs? Là encore, cas d'espèce, souvent épineux.

Mais, de la même manière, les principes généraux élimineront les directeurs-administrateurs qui n'écrivent pas ou peu et voient dans un journal une entreprise d'un genre spécial. Ceux-là ne sont pas des journalistes; ils n'ont pas le journalisme « pour occupation principale, régulière et rétribuée ».

Que la discrimination ne soit pas toujours facile, c'est bien certain. Mais un texte spécial ne l'eût en rien simplifiée (1).

Toujours en reprenant le texte du projet de contrat collectif, la loi a assimilé aux journalistes professionnels « les collaborateurs directs de la rédaction ». L'énumération qu'elle en donne — rédacteurs-traducteurs, sténographes-rédacteurs, rédacteurs-reviseurs, reporters-dessinateurs, reporters-photographes (2) — complète,

(1) Dans sa réunion du 20 novembre 1935, le Syndicat des Quotidiens de Province s'est préoccupé de ce problème. Ayant appris que seuls auraient la carte de journaliste « les directeurs écrivant régulièrement dans leurs journaux », il émit une protestation unanime en soulignant l'infériorité dans laquelle se trouveraient les autres directeurs, privés de la carte, vis-à-vis de leurs collègues et vis-à-vis de leurs rédacteurs. Aussi a-t-il émis un vœu présenté par M. HISLER, directeur du *Progrès de la Somme*, réclamant « qu'à tous les directeurs de journaux soit délivrée une carte d'identité professionnelle dite « carte de directeur « de journal » qui bénéficiera de tous les avantages accordés à la carte d'identité des journalistes. »

Cette initiative est en effet très défendable. Mais sa réalisation nécessitera une loi, celle du 29 mars 1935 n'ayant prévu de carte, ainsi que nous le verrons bientôt, que pour les journalistes professionnels définis à l'article 29 b).

(2) Le projet de contrat collectif (art. 1) distinguait de la manière suivante le reporter-photographe du simple photographe : « N'est pas reporter-photographe celui qui est habituellement accompagné dans ses prises de vues par un rédacteur. Celui-là n'est qu'un photographe, c'est-à-dire un employé; il ne peut être assimilé à un reporter, c'est-à-

semble-t-il, à l'heure actuelle — ne doit pas être considérée comme limitative. Cela ressort des travaux préparatoires, en l'espèce du rapport BRACHARD. Le député de l'Aube va un peu vite lorsqu'il paraît assimiler purement et simplement aux journalistes les reporters de la presse radiophonique ou des actualités cinématographiques (1). Mais sa pensée est parfaitement claire lorsqu'il écrit : « C'est pour préserver l'avenir et les droits de ceux qui viendront plus tard que nous avons inscrit, dans notre article 1, que le statut sera applicable « d'une manière générale à toutes les personnes « liées par un contrat de louage de services avec les entreprises de journaux et périodiques, en vue de l'exécution d'un travail intellectuel ou artistique concernant « lesdits journaux ou périodiques (2). » Il n'est qu'un malheur : cette définition, que nous avons déjà citée, était celle du projet GUERNUT. Elle n'a pas été retenue par la Commission du Travail. On aurait aimé que le rapporteur le sût.

Les exclusions portées, *in fine*, par la définition légale sont superfétatoires. Qu'il n'y ait pas lieu de ranger les

dire à un journaliste. » Il faut donc que la même personne prenne les clichés et les « habille » d'un texte adéquat.

(1) Il faut cependant souligner que cette assimilation des « journalistes parlants » à ceux qui écrivent est réclamée par le Syndicat National. (Voir en particulier *Le Journaliste*, juin-juillet 1935, n° 107, p. 2, et février 1936, n° 110, p. 8). Mais le ministre des P. T. T. s'est refusé à la faire. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 27 novembre 1927, a décidé « qu'aucune assimilation ne peut être faite entre le journal défini par la loi de 1881 et un journal radio-diffusé par un poste de de T. S. F. ». Il est vrai qu'il s'agissait, en l'espèce, du droit de réponse et que, depuis 1927, les choses ont marché.

(2) P. 63.

agents de publicité parmi les journalistes, la chose va de soi. Collaborateurs précieux — infiniment — les agents de publicité ne sauraient prétendre effectuer un travail d'ordre intellectuel proprement dit. D'ailleurs, dans tous les journaux, ils dépendent de l'administration et non de la rédaction. De même, « tous ceux qui n'apportent à un titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle » manquent, par définition, de cette régularité qui fait le professionnel.

Mais au juste, qu'entendre par « collaboration occasionnelle? » Cette formule qui, sans doute, vise à empêcher toute équivoque, soulève des questions qui ne se seraient pas posées en son absence. Car on ne manquera pas de s'en servir pour chercher à atteindre tel collaborateur chargé d'un feuilleton artistique ou musical ou d'une chronique littéraire sans périodicité régulière. En effet, dira-t-on, elle envisage forcément des cas de cet ordre, étant trop évident qu'elle ne peut penser à celui d'un homme politique ou d'un savant, qui, d'aventure, accorde un article sur un sujet censé de sa compétence puisqu'un tel collaborateur ne pourrait avancer que le journalisme est sa profession principale et régulière. Ainsi, en voulant trop prévoir — car cette phrase terminale a été ajoutée à la définition retenue par le projet de contrat collectif — le législateur a ouvert la porte à des discussions.

Quelle qu'en soit l'issue, il est sûr que l'on va assister à la multiplication des collaborations occasionnelles. Déjà, les anciens ministres, les romanciers et les actrices, voire les vedettes de Cour d'assises occupent dans les colonnes des journaux une place chaque jour plus grande

qu'ils enlèvent aux vrais journalistes. La politique, les chroniques judiciaires, économiques, littéraires et jusqu'aux reportages de grande classe se ferment ainsi peu à peu aux professionnels, malgré leurs plaintes justifiées, mais qui touchent peu le public, friand de « personnalités ». Cette intrusion aura facilité la voie à celle, beaucoup plus humble, à laquelle il faut maintenant s'attendre. Afin d'échapper aux lourdes obligations du statut, surtout en matière de salaires minima et d'indemnités de congédiement, les directions seront poussées à solliciter des amateurs qui « voudront bien » adresser des papiers qui seront publiés « avec plaisir » moyennant une rétribution échappant à toute règle. Ce sera un moyen de réduire le plus possible les charges rédactionnelles contre lequel il sera difficile de lutter tant que l'on n'en sera pas venu à un Ordre des journalistes.

Pourtant un fait d'importance reste acquis : ces amateurs ne pourront point se dire journalistes. Et surtout le droit au titre sera interdit à cette foule douteuse d'individus qui, à défaut de profession sérieuse, nous dirons même avouable, se faisaient passer pour journalistes. Le 27 novembre 1935, le syndicat LATZARUS s'est, très opportunément déclaré « ému », à l'occasion d'un procès en cours, par le nombre de personnes qui s'attribuent abusivement la qualité de « journaliste ». Il est permis d'espérer que de semblables abus cesseront avec la mise en œuvre du statut. Ce sera là son mérite le moins discutable (1).

(1) Force est cependant de reconnaître que dans le procès STAVISKY auquel pensait le syndicat des journalistes professionnels, la plupart

SECTION II

La carte professionnelle.

Pourront seules se prévaloir de la qualité de journalistes, soit à l'occasion de l'établissement d'un passeport ou de tout autre acte administratif, soit en vue de bénéficier des dispositions prises en faveur des représentants de la presse par les autorités administratives, les personnes énumérées à l'article 29 b) et titulaires d'une carte d'identité professionnelle.

Les conditions dans lesquelles seront délivrées ces cartes, la durée de leur validité, les conditions et les formes dans lesquelles elles pourront être annulées seront déterminées par un règlement d'administration publique. Ce règlement déterminera également les pénalités applicables en cas d'infraction à ses prescriptions.

(Art. 29 j) du Code du travail.)

La preuve du « professionnalisme » sera faite par la carte que le Parlement a instituée, à l'imitation de celle dont il a doté, par la loi du 8 octobre 1919, les voyageurs et représentants de commerce.

Mais il s'est contenté d'en poser le principe, laissant à un règlement d'administration publique, le soin de désigner ou de créer l'organisme chargé de l'attribuer, et d'en fixer les conditions. Cet organisme aura un rôle, parfois délicat, d'appréciation, dans toutes les hypothèses que nous avons envisagées où la qualité sera discutable.

des accusés qui se disaient journalistes l'étaient bel et bien. Il y a un problème de moralité qui ne sera résolu par aucune mesure administrative.

Le député-rapporteur n'a pas manqué d'affirmer que la carte « sera accordée avec une impartialité totale, hors de toute préoccupation politique, religieuse ou sociale, sans acception de personnes, qu'il ne saurait en être autrement, et que le Règlement à intervenir devra faire en sorte que tout véritable journaliste, vivant honnêtement de sa profession, soit admis à la posséder. ». Il ajoutait que cette impartialité ne se trouverait que « dans une Commission ou des commissions régionales, composées en parties égales de directeurs et de rédacteurs (1). Ainsi se trouvait éliminée l'éventualité d'un régime d'État, à tous égards intolérable.

Le règlement d'administration publique, rendu le 17 janvier 1936 après une mise au point qui avait duré plus de cinq mois, s'est théoriquement inspiré de ces directives. C'est un document aussi long que la loi elle-même et qui comporte douze articles (2). Il n'explique cependant que deux paragraphes de cette loi, exemple des commentaires que celle-ci nécessite...

Les trois premiers articles de ce décret créent la « Commission d'attribution de la carte » et précisent son fonctionnement. Les articles 4 à 10 inclus déterminent les conditions matérielles à remplir pour obtenir la carte ainsi que la procédure à suivre en cas de désaccord, de chômage ou de changement de profession. Enfin l'article 11 sanctionne l'usage abusif de la carte professionnelle.

Chacune de ces trois parties demande un bref exposé.

(1) P. 54.

(2) On en trouvera le texte complet, en annexe, p. 129.

1. Il n'a été prévu qu'une seule commission. C'est donc, en cette matière, la solution nationale qui a prévalu. On eût pu cependant concevoir que les commissions mixtes régionales ou départementales, constituées en vertu de l'article 3 de la loi et qui seront étudiées au chapitre suivant, soient habilitées à connaître, outre la question des salaires, celle qui nous retient présentement. On se serait ainsi dirigé vers l'établissement d'un conseil vraiment corporatif, veillant à la fois sur les intérêts matériels et moraux, qui eût peut-être entraîné l'éclosion naturelle d'ordres régionaux des journalistes.

Cette commission nationale portera le nom, assez banal, de *Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels*. Elle sera composée de sept représentants des directeurs et de sept représentants des journalistes professionnels ayant, pour le moins, trois années d'ancienneté. Ceux-ci seront élus, tous les trois ans, par tous leurs confrères titulaires de la carte. Quant à ceux-là, le règlement indique qu'ils seront désignés par « l'organisation la plus représentative des directeurs de journaux ». La formule est équivoque. On peut penser qu'elle vise la Fédération Nationale des Journaux français. Encore faudra-t-il le dire. Pourquoi n'avoir pas prévu pour les directeurs la même procédure que pour les journalistes, c'est-à-dire l'élection directe par tous ceux qui ont la responsabilité de la direction d'un organe? Sans doute a-t-on craint de donner une trop forte prime aux petits journaux, beaucoup plus nombreux que les « gros ». Mais pense-t-on que les petits aient moins le souci de la dignité professionnelle que

leurs puissants confrères? Car c'est bien de la dignité professionnelle qu'il devrait s'agir ici.

Ces quatorze délégués titulaires seront éventuellement remplacés par quatorze suppléants désignés ou élus dans les mêmes conditions qu'eux-mêmes. Le mandat de ces suppléants est lui aussi triennal.

La Commission n'aura pas de président permanent. La fonction reviendra alternativement à un directeur et à un journaliste, le sort étant chargé de déterminer l'alternance.

Pour délibérer valablement, la Commission devra compter au moins quatre membres présents pour chaque catégorie. S'il arrivait, et il arrivera, qu'une catégorie ait, à une réunion, plus de présents que l'autre, on rétablirait l'égalité en réduisant le nombre des délégués de la première à celui des présents de la seconde, selon des modalités arrêtées par un règlement intérieur que la première commission a reçu mission d'établir.

Il n'est évidemment de décisions valables que prises à la majorité absolue (c'est-à-dire par cinq voix au moins contre trois).

Mais puisque cette organisation repose sur l'élection de délégués par des titulaires de la carte, il va de soi qu'elle ne peut pas fonctionner telle qu'elle tant que la carte n'a été remise à personne. C'est pourquoi, à titre exceptionnel et transitoire, les premiers membres n'ont pas été élus, mais nommés par le ministre du Travail dans le mois qui a suivi la publication au *Journal Officiel* du décret. Leur mandat a été limité à un an. Et en 1937, selon des règles pratiques fixées par eux, sera élue la Commission régulière qui restera en fonction jusqu'en 1940.

2. Le journaliste qui pensera remplir les conditions légales et désirera obtenir la carte, devra la solliciter de la Commission, en appuyant sa demande de la production d'un certain nombre de pièces, à savoir :

a) La justification de son identité et de sa nationalité;

b) Un extrait de son casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

c) L'indication éventuelle du ou des groupements dont il fait partie;

d) L'engagement de faire connaître tout changement qui viendrait à se produire dans sa situation et de nature à affecter ses déclarations antérieures. Cet engagement entraîne l'obligation de restituer la carte dans le cas où serait perdue la qualité de journaliste professionnel.

S'il n'était pas tenu, la Commission prendrait soin d'avertir les autorités intéressées ainsi que les organisations de directeurs et de journalistes. Et il y aurait éventuellement lieu d'appliquer les sanctions édictées par l'article 11 du Règlement.

Ces divers points n'appellent pas d'observations particulières. De même, il n'y a pas lieu d'insister longtemps sur la nécessité de remettre « une note sur ses antécédents » — bien que la formule soit exagérément imprécise — ni sur celle d'indiquer les autres occupations régulières rétribuées. Cette dernière mention a une très grande importance pratique, puisque c'est elle qui permettra à la Commission d'apprécier si le journalisme est bien la profession principale du demandeur.

Par contre, il convient de s'arrêter à la dernière obligation réglementaire imposée à l'impétrant qui est « l'af-

firmation sur l'honneur que le journalisme est bien sa profession principale, régulière et rétribuée, *et qu'il en tire une rémunération au moins égale au salaire minimum qui sera fixée, pour le département ou pour la région, dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 29 mars 1935.* Cette affirmation sera appuyée de l'indication des publications quotidiennes ou périodiques ou des agences françaises d'information dans lesquelles le postulant exerce sa profession ».

Cette prétention est absolument illégale.

Nous verrons au chapitre suivant (1) ce qu'est la procédure prévue par l'article 3 de la loi. D'un mot, disons qu'elle propose aux sociétés éditrices de journaux d'adopter pour leur personnel des salaires minima. Le même article prévoit les sanctions applicables à celles qui auront gardé leur liberté. Et ces sanctions, comme il est normal, s'appliquent seulement aux journaux et non aux journalistes qui ne sont en rien responsables d'une attitude qu'ils sont les premiers à regretter...

Or le décret aboutit à pénaliser les journalistes eux-mêmes et de la manière la plus grave qui soit, puisqu'ils sont, en fait, exclus de la profession. En effet, seuls auront le droit de se dire journalistes et d'user de ce titre ceux qui seront titulaires de la carte. (Et nous allons voir que des sanctions sévères sont prévues pour les fraudeurs.) Or, pour obtenir la carte, il faut percevoir un traitement au moins égal à celui qui a été officiellement arrêté pour la région. Si donc on est attaché à la rédaction d'un organe qui n'a pas pu ou n'a

(1) Voir p. 52 et suiv.

pas voulu — et il en a le droit — accepter ce barème officiel, on est dans l'impossibilité de réclamer la carte et, *ipso facto*, de se prévaloir de la qualité de journaliste. Comme, nous y reviendrons, maints journaux d'opinion se trouveront dans l'incapacité matérielle de supporter les charges que feraient porter sur eux des augmentations de salaires, cela revient à éliminer de la profession une quantité d'honnêtes gens qui l'honorent puisqu'ils la pratiquent avec un indiscutable désintéressement. Et même ceux qui ne sont point mus par ce sentiment, mais par la nécessité de vivre en prenant la situation qui se présente à eux, méritent-ils cette excommunication majeure qui, faite en principe pour les défendre, lésera en pratique leurs intérêts les plus évidents?

On chercherait en vain une justification juridique de cette exigence introduite dans les textes par le ministre du Travail. La loi, formelle, n'indique, nous y avons insisté, que quatre conditions nécessaires — et suffisantes — pour la reconnaissance du titre de journaliste professionnel : que l'occupation soit principale, régulière, rétribuée et fournisse le principal des ressources nécessaires à l'existence. Elle est muette quant au *quorum* de la rétribution. Tous ceux qui se verraient refuser ou retirer la carte, faute de pouvoir signer l'affirmation dont il s'agit, seraient donc autorisés à se pourvoir contre une décision prise en violation de la loi.

Le danger de cette clause réglementaire est plus grave encore qu'on ne le croirait à première vue. En s'appuyant sur elle, il est possible de tourner toute la loi : il suffira que, par principe, les périodiques refusent de

verser à leurs rédacteurs les salaires minima. Aucun ne pourra prétendre à la carte : aucun ne sera journaliste. Donc aucun ne pourra demander le bénéfice du statut ni pour les indemnités de congédiement, ni pour la clause de conscience, ni pour les vacances payées, ni pour rien. On se demande qui aura à gagner à un pareil torpillage rendu facile par un simple paragraphe du Règlement.

Il est à souhaiter que soit faite sans tarder une rectification qu'exigent le droit et l'équité.

2. Les cartes délivrées par la Commission seront valables pour une année. Selon certaines conditions, à préciser par la première Commission, elles seront renouvelées pour une même durée.

Comme cette législation entre en vigueur à une époque que perturbe le chômage, le cas du journaliste privé involontairement de travail a été prévu. S'il a possédé pendant trois années au moins la qualité, il pourra obtenir une carte en tout semblable à celle de ses confrères embauchés, à cela près qu'elle ne portera le nom d'aucun journal. La durée de validité de telles cartes sera expressément indiquée par la Commission au moment de leur délivrance.

Si une personne qui remplissait à l'origine les conditions requises pour obtenir la carte vient à les perdre, la Commission a le droit d'annuler sa décision antérieure. L'intéressé, convoqué devant elle, sera invité à présenter ses explications, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un défenseur, soit enfin par écrit.

Cela amène à envisager l'hypothèse de conflits entre la Commission et des journalistes mécontents d'un refus ou d'une annulation qu'ils estiment injustifiés. Il leur

est loisible de faire part de leur réclamation au ministre du Travail qui la transmettra à une commission supérieure d'appel. Cette juridiction, créée par l'article 10 du décret du 17 janvier 1936, est composée de cinq membres : trois magistrats, en exercice ou honoraires, désignés par le premier président de la Cour d'appel de Paris, et deux professionnels, l'un représentant les directeurs, l'autre les journalistes. Ces deux derniers, ainsi que leur suppléant respectif, seront désignés ou élus dans les mêmes conditions et en même temps que les membres de « la Commission de la carte d'identité ». Il va sans dire qu'appelés à réformer et à contrôler les décisions de celle-ci, ils ne pourront en même temps faire partie de ces deux organismes.

La présidence de cette juridiction d'appel revient au magistrat le plus ancien dans le grade le plus élevé. Mais le seul point laissé dans l'ombre par le décret vise la désignation de ces magistrats : sont-ils nommés à l'occasion de chaque affaire soumise à règlement par le ministre du Travail ou pour un laps de temps déterminé ? Il semble qu'on pourrait les nommer, comme il est fait pour l'instruction, pour trois ans, puisque les deux autres membres de la commission sont eux-mêmes désignés pour ce laps de temps.

3. L'article 11 du décret est consacré à l'énumération des peines auxquelles s'exposent les fraudeurs (1). Il en est de droit commun, d'autres spéciales, prises en vertu de la délégation accordée par l'article 29 j) du Code du travail.

(1) Cet article faisait défaut dans le projet de règlement élaboré par le ministre du Travail. Il a été ajouté par le Conseil d'État.

Les pénalités de droit commun sont celles du livre III, titre I, chapitre III du Code pénal sur le faux. Les articles 153 à 162 qui forment le paragraphe 5 : « des faux commis dans les passeports, « permis de chasse », feuilles de route et certificats » seront plus particulièrement applicables.

Les pénalités spéciales consistent en amendes de 50 à 200 francs, de 200 à 2.000 francs en cas de récidive.

Le décret prend soin de préciser que sont passibles de ces peines aussi bien les personnes coupables de fausses déclarations faites en vue d'obtenir la carte que celles qui se seront servies d'une carte indue, périmée ou annulée. Les mêmes pénalités seront en outre applicables aux individus qui auront sciemment délivré des attestations inexactes.

Enfin, l'usage frauduleux de la carte peut porter préjudice à la profession et ouvrir un droit à réparation au profit des associations de presse. Celles-ci sont expressément autorisées à se constituer partie civile, en application des articles 11 et 26 du livre III du Code du travail.

*
* *

Au lendemain même de la publication du décret, l'organe du Syndicat national des Journalistes s'écriait, en un chant de triomphe : *L'Ordre des journalistes est réalisé* (1).

« Voilà donc accompli, écrivait M. Georges BOURDON, un de nos vœux les plus anciens, un de ceux qui, depuis

(1) *Le Journaliste*, janvier 1936, n° 105, p. 1-3.

dix-huit ans, ont inspiré l'action syndicale, l'ont à nos yeux justifiée. La carte professionnelle, c'est le droit permanent de regard de la profession sur elle-même, c'est le contrôle du journalisme par les journalistes, c'est l'isolement irrévocable non seulement de personnages pour qui il n'est qu'un alibi et contre lesquels nous étions jusqu'ici sans armes, mais aussi de profiteurs qui, au dommage des nôtres, viennent lui demander, comme ils l'avouent candidement, des salaires d'appoint, fût-ce au rabais.

« Par le double rôle qu'elle est ainsi appelée à jouer, elle témoigne que, pour nous, les intérêts moraux de notre profession vont de pair avec ses intérêts matériels, et que, dans l'ordre de la conscience, notre revendication n'est pas moins exigeante que dans l'ordre pratique. »

Que telles soient bien les intentions du puissant Syndicat, ce n'est pas douteux. Mais comment en trouve-t-il une application satisfaisante dans les articles d'un règlement qui vise certes à protéger les journalistes, mais uniquement d'après des critères externes?

Car on peut relire le texte. Aucun paragraphe, aucune phrase, aucun mot n'investit la Commission d'un droit, fût-il virtuel, d'investigation sur la valeur morale du requérant. « Le double rôle », évoqué par le président du Syndicat national, n'existe pas. Juridiquement, tous ceux qui pourront prouver qu'ils remplissent les conditions — purement matérielles — posées par l'article 29 *b*), auront le droit d'obtenir la carte d'identité. Ont-ils de leurs devoirs une conscience droite, font-ils de leurs pouvoirs un usage honorable, voilà des questions qui

excèdent la compétence de la Commission. Elle cherchera très certainement à en connaître, et elle fera bien. Mais dans l'état actuel de la législation, il paraît impossible qu'elle l'emporte : les amateurs et les cumulards seront éliminés, mais point les indésirables.

Nous sommes donc très loin de l'*Ordre*. Pour reprendre une expression heureuse employée par M. BOURDON dans l'article précité, « Ordre des journalistes, cela veut dire honnêteté, discipline, contrôle, vertu professionnelle ». Or la carte d'identité ne vise qu'à professionnaliser le journalisme. Elle ne le moralise pas.

CHAPITRE II

LES GARANTIES ASSURÉES PAR LA LOI PENDANT L'EXÉCUTION DU CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES

Les garanties assurées par la loi du 29 mars 1935 aux journalistes durant l'exécution de leur contrat de louages de services, visent d'une part à leur accorder un certain droit au repos, d'autre part à fixer le montant de la rémunération de leurs services. Ces deux ordres de questions feront l'objet de deux sections distinctes et inégales.

SECTION I

Le droit au repos.

L'article 50 b) du livre II du Code du travail concernant le repos hebdomadaire des journalistes est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions de la présente section sont applicables aux personnes énumérées à l'article 29 b) du Code du travail. »

(Art. 2, loi du 29 mars 1935.)

Un congé annuel payé sera accordé aux personnes énumérées à l'article 29 b) du livre I du Code du travail.

Ce congé est fixé à un mois pour les journalistes liés à une entreprise de journaux ou périodiques depuis un an au moins, et à cinq semaines pour les journalistes dont le contrat de louage de services reçoit exécution depuis dix ans au moins.

(Art. 29 i) du livre I du Code du travail.)

Peut-être des « braves gens » se trouvent-ils encore pour considérer le journalisme comme une sinécure et les journalistes comme des oisifs. Ne les voit-on pas fréquemment déambuler par les rues et souvent s'asseoir à une table de café? On imagine qu'il ne leur coûte rien d'écrire parce qu'on les a vus une fois rédiger en peu de temps, au milieu du bruit, un « papier » plaisamment tourné. On invoque la facilité ou le « métier ». Et, comme à l'ordinaire, ils ne sont pas astreints à des heures fixes de présence, on les juge privilégiés.

Il ne s'agit point d'établir des comparaisons et de dire si le journaliste moyen peine plus ou moins qu'un autre. Un fait seul importe : le journalisme est un métier fatigant.

Quelle que soit la fonction, la spécialisation, il nécessite une rude dépense physique et intellectuelle. La politique, les arts, la littérature, exigent une documentation dont l'âge et l'ancienneté ne dispensent jamais tout à fait. Le chroniqueur et l'essayiste n'ont pas chaque jour l'inspiration féconde. Quant aux faits divers, les plus modestes demandent bien des démarches pénibles et fastidieuses, et les sensationnels mettent en jeu l'imagination, la résistance et parfois le courage. Enfin la fréquence du travail nocturne, et surtout l'obligation de « faire vite » — car les journalistes sont les victimes

quotidiennes d'un inexorable horaire — sont deux causes générales de sérieuses fatigues, d'usure.

C'est pourquoi une loi du 25 juillet 1925 avait ajouté un article 50 b) au livre II du Code du travail, accordant « le repos hebdomadaire, par roulement, pour le personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations ». Sur ce point la loi nouvelle n'a donc pu innover. Elle s'est contentée de s'incorporer, par son article 2, cette décision (1).

Notons que cette prescription est sanctionnée par les articles 158 et suivants du livre II du Code du travail et que son application est contrôlée par l'Inspection du Travail, alors que toutes les autres prescriptions du statut (et en particulier le droit à un congé annuel que nous allons étudier) sont dépourvues de sanctions pénales et de contrôle.

Rien n'avait été prévu en ce qui concerne les vacances. La coutume en accordait certes partout, mais elle était variable avec les journaux. Le projet d'accord de 1931 (art. 8) l'avait unifié en accordant « un mois ininterrompu à tout rédacteur appartenant depuis un an au moins à la rédaction du journal ». C'est la solution qu'a adoptée le législateur en l'aggravant encore,

(1) L'article 7 du projet de contrat collectif était ainsi rédigé : « Le repos hebdomadaire, prescrit par la loi, s'applique à tous les rédacteurs sans exception. Il est reconnu, et il a été dit à la Commission parlementaire du Travail, qui a préparé la loi, qu'en cas d'empêchement majeur d'ordre professionnel, la journée de repos ainsi retardée pourrait être ajoutée à celle de la semaine suivante; mais en aucun cas, le repos légal ne saurait être supprimé, et le groupement des jours de repos ne doit pas dépasser quatre. »

Nous pensons que ces dispositions doivent être retenues à titre d'usage.

puisqu'il accorda une semaine supplémentaire aux collaborateurs ayant plus de dix ans d'ancienneté.

Il est possible de discuter cette durée et d'avancer en particulier qu'elle risque de désorganiser, des mois entiers, les rédactions et de surcharger les rédacteurs en service (1). Nous nous bornerons cependant à jeter un coup d'œil sur deux autres aspects du problème.

Le projet de contrat collectif spécifiait que le mois de vacances devait être ininterrompu. La loi n'a pas repris ce mot. On est autorisé à penser que c'est volontairement et qu'elle reconnaît comme licite le fractionnement de ce mois en deux ou plusieurs périodes. Cela paraît d'autant plus juste que fréquemment, en cours d'années, un journaliste est amené à solliciter un congé de quelques jours pour prendre part à un congrès, assister à une manifestation ou à une cérémonie, en un mot, pour « convenance personnelle ». Le fait est normal, mais non moins normal celui de décompter le temps ainsi accordé de celui des vacances.

M. BRACHARD dans son rapport n'a signalé l'éventualité de ce fractionnement qu'à propos du congé de cinq semaines des journalistes anciens. Mais rien n'indique que ce soit restrictif, bien qu'on puisse soutenir qu'un mois n'est pas trente jours mais la période qui sépare un tantième de son retour (2). Heureusement,

(1) Le « contre-projet » du syndicat de la presse parisienne prévoyait trois semaines de vacances.

(2) Le projet de la Commission mixte indiquait que la période des vacances courait du 1^{er} juin au 1^{er} novembre. Il stipulait en outre que les absences pour périodes militaires et pour maladies ayant duré moins de trois mois ne supprimaient pas le droit aux vacances.

ces questions se traiteront le plus souvent à l'amiable, entre directeur et rédacteur...

Plus délicat est un second point laissé dans l'ombre par la loi. Le congé annuel est payé, ce qui va de soi. Mais sur quelle base lorsque le traitement, en dehors d'un salaire fixe, comporte une rétribution à la ligne (1)?

On a parlé de tenir compte de ce deuxième élément en établissant une moyenne calculée sur un semestre ou sur un trimestre. Pour nous, en l'absence de convention des parties, seul doit être payé le salaire fixe. En effet, il a moins le caractère d'un forfait à compléter qu'il n'est la contre-partie du droit à une collaboration régulière. Le journal paie cette sécurité un certain prix et ses effets un autre. Les effets cessant provisoirement, la part qui les concerne doit aussi cesser. Mais, là encore, il y a une question d'espèce, assez peu importante d'ailleurs en pratique, croyons-nous.

SECTION II

La rémunération.

Tout travail non prévu dans les accords constituant le contrat de louage de services entre une entreprise de journal ou périodique et l'une des personnes mentionnées à l'article 29 b) du présent livre comporte une rémunération spéciale.

(Art. 29 f) du Code du travail.)

Tout travail commandé ou accepté par une entreprise de journal ou périodique, et non publié doit être payé.

(1) On objectera que le cas ne peut pas se poser puisque la loi exige des appointements fixes. Mais elle ne pose cette exigence qu'à l'occasion des correspondants; encore avons-nous dit à ce sujet notre sentiment.

Le droit de faire paraître dans plus d'un journal ou périodique les articles ou autres œuvres littéraires ou artistiques, dont les personnes mentionnées à l'article 29 b) sont les auteurs, sera obligatoirement subordonné à une convention expresse qui devra indiquer les conditions dans lesquelles sera autorisée la reproduction.

(Art. 29 g.)

Les préfets établiront du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, une liste des entreprises de journaux ou périodiques qui auront pris, pour la durée de l'année considérée, l'engagement :

1^o De payer aux journalistes employés par eux et, d'une manière générale, à toute personne mentionnée à l'article 29 b) du livre I du Code du travail, qui est à leur service, des salaires non inférieurs à ceux qui auront été fixés, pour chaque catégorie professionnelle et pour chaque département ou chaque région, par décision d'une commission mixte comprenant des représentants des organisations professionnelles de directeurs ou entrepreneurs de journaux ou périodiques, et de journalistes. Cette Commission composée à égalité de représentants du personnel et de représentants des patrons — trois au moins de chaque côté — sera chargée d'établir, pour le département ou pour la région, le tableau des salaires minima.

La Commission pourra, en cas de disproportion notoire constatée entre l'importance de journaux ou publications paraissant dans un même département ou une même région, établir des catégories — trois au maximum — dans lesquelles elle rangera les publications envisagées.

Le tableau des salaires minima sera expressément déterminé pour chaque catégorie par la Commission mixte.

Les représentants siégeant à cette Commission recourront, au cas où un désaccord définitif se présenterait, à l'arbitrage d'une personnalité choisie d'un commun accord. En cas d'impossibilité de désigner

sous la forme qui précède, le tiers arbitre, c'est le président du tribunal qui déléguera d'office à la présidence de la Commission départementale, avec voix délibérative, un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, autant que possible de l'ordre judiciaire, et résidant dans la localité ou dans le département ; la décision de cet arbitre ne pourra être frappée d'appel ;

2^o De verser à leurs personnels non assujettis à la loi sur les assurances sociales, en cas de maladie autre que celle résultant d'un accident du travail, une indemnité égale au salaire mensuel, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis six mois au moins et un an au plus ; égale aux trois premiers mois au moins, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis plus d'un an ; de verser, en outre, des indemnités égales au demi-salaire mensuel pendant les deux mois suivants ou les trois mois suivants, selon que ce journaliste est attaché à leur entreprise depuis plus de six mois ou un an au plus, ou depuis plus d'un an.

En cas de manquement de la part de l'entreprise de journaux, le personnel a une action directe contre l'entreprise en question pour exiger l'application des conditions ci-dessus.

Pourront seuls bénéficier de la répartition des sommes affectées aux dépenses de publicité faites par l'État, les départements, les communes, les établissements publics et les entreprises concessionnaires des services publics, à l'occasion d'appels au crédit public, les entreprises de journaux, périodiques et services d'information figurant sur les listes établies conformément aux dispositions qui précèdent.

(Art. 3 de la Loi.)

Les textes ci-dessus reproduits envisagent un cas général et des cas spéciaux. Nous examinerons d'abord ceux-ci avant de donner toute notre attention à celui-là qui la mérite si bien.

§ 1. — On voit assez mal l'utilité pratique, sauf peut-être pour certains organes parisiens, de l'article 29 f) dont nous avouons ignorer l'origine. Que l'accomplissement de tout travail non prévu au contrat de louage de services mérite une rémunération spéciale, ce serait parfait si l'habitude voulait que les contrats soient explicites sur la tâche réservée au preneur d'ouvrage. D'ordinaire, il entre à la rédaction d'un journal pour y faire ce qu'on lui demandera. La spécialisation n'est pas poussée très loin. Si elle l'est, le travail supplémentaire consistera le plus souvent à suppléer un confrère, à « charge de revanche ». Il serait anormal en particulier qu'un journal soit forcé de verser un supplément à un rédacteur qui en remplace un autre parti en vacances. Parfois les circonstances forceront à un travail exceptionnel. Mais le vrai journalisme n'est-il pas fait pour une bonne part de cet imprévu? S'il y a lieu à une rétribution particulière, n'est-ce pas plutôt à titre de gratification que de rémunération?

En tout cas, cet article nous semble devoir être d'un usage très discret. D'ailleurs il suffira, pour l'empêcher de jouer, de spécifier que le journaliste est engagé pour telle rubrique et, subsidiairement, pour toute mission que la direction se verra contrainte de lui confier à titre temporaire. Car il est bien certain que si cette mission avait un caractère définitif, il y aurait novation du contrat antérieur.

Le premier paragraphe de l'article 29 g) ne paraît pas plus pratique. Il vise les journaux plutôt que la généralité des journalistes. Il est juste que tout travail commandé et accepté soit payé, même s'il n'est pas pu-

blié (1). A la condition cependant que la réalisation corresponde bien à la commande et que la non-publication ne soit pas imputable à l'auteur. Mais comme l'immense majorité des rédacteurs ne travaillent pas « aux pièces », le champ d'application de la règle se trouve limité aux collaborateurs occasionnels, donc à ceux pour qui n'est point fait le statut.

Par contre, le second alinéa a un intérêt plus général. Il soumet la reproduction d'un article dans un journal autre que celui pour lequel il a été écrit à une convention expresse. Encore convient-il de préciser. Une fois de plus, le législateur s'est inspiré du projet de contrat collectif mais il l'a déformé. L'article 11 de celui-ci disait : « Un article ne peut être publié que dans les publications pour lesquelles il a été écrit. Toute publication du fait de la direction dans d'autres organes dépendant de celle-ci, donne droit à un paiement calculé d'après les tarifs de reproduction de la Société des Gens de Lettres. » Cette dernière prescription était trop rigoureuse. On voit mal la direction d'un quotidien provincial payer une redevance à ses rédacteurs à l'occasion des articles qu'elle reprend pour un hebdomadaire également édité par elle. Du moins la phrase précisait bien l'essentiel, à savoir qu'il s'agissait d'une reproduction du fait de la direction de l'organe « primaire », si l'on peut dire. Au contraire, la loi actuelle est si générale qu'à la prendre à la lettre, on ne pourrait repro-

(1) Le projet de la Commission mixte et celui de la presse parisienne excluaient du bénéfice de cette clause les contes, nouvelles et romans du moins tant qu'ils n'étaient pas acceptés. Cette restriction était fort légitime. Il est regrettable qu'elle n'ait pas été maintenue.

duire un article dans une revue de presse sans l'autorisation de l'auteur. Mais puisqu'il faut interpréter les textes dans le sens... où ils en ont un, comprenons ainsi celui-ci : lorsqu'un journaliste remet un article à un journal, il ne le donne qu'à lui et pour être publié une fois. Donc cet article ne pourra paraître dans d'autres organes du même groupe ou dans des suppléments nettement différenciés, sans un accord préalable et exprès. Symétriquement, le journaliste ne peut donner son « papier » à deux organes distincts. Pour le reste, les règles de la Société des Gens de Lettres régissent la matière. Cet article précise donc la législation sur les droits d'auteur (1).

§ II. — *Commission mixte et salaire minimum.* — L'article 3 de la loi — qui n'est pas incorporé au Code du travail — est capital. C'est celui dont l'application soulèvera le plus de difficultés et de contestations, à la fois en raison de son objet et à cause de son imprécision. En bref, il crée des commissions mixtes chargées de fixer, pour une circonscription déterminée, des traitements minima à payer aux diverses catégories de rédacteurs. Sans contraindre les journaux à adopter les barèmes ainsi édictés, il prévoit des sanctions contre ceux qui entendront ne pas s'y soumettre.

Nous atteignons là au point culminant de la loi, à ce qu'elle apporte de plus grave, on pourrait même dire de plus révolutionnaire. Il faut longuement s'y arrêter

(1) On eût pu penser qu'il visait une question toujours actuelle, celle des journaux « pillards » qui empruntent sans vergogne la copie des confrères. Mais on n'eût pas alors parlé du « droit de faire paraître », mais de celui de reproduire.

et, afin de saisir toute la matière, la diviser en trois paragraphes : la constitution des commissions mixtes; leur fonctionnement; la sanction de leurs décisions.

A. — *Constitution des commissions mixtes.*

A lire la loi, on sait que des commissions mixtes devront être constituées, mais on ignore si elles seront dieux, chaise ou cuvette. Les seuls principes directeurs sont la compétence territoriale, l'égalité numérique entre les représentants des patrons et ceux du personnel, la désignation des membres par les organisations professionnelles. Ils sont bien généraux.

Dans une circulaire adressée aux préfets le 6 août 1935, M. L.-O. FROSSARD, ministre du Travail, a pris bien soin de préciser qu'il n'appartient pas à l'Administration de provoquer la constitution des commissions. Tout au plus, doit-elle la surveiller et la faciliter. Mais les obscurités ne manquent pas :

Première difficulté : la Commission sera-t-elle départementale ou régionale (1)? Qui donc en décidera? Si les directeurs préfèrent le cadre régional et les rédacteurs celui du département ou inversement, ou encore si un département désire s'entendre avec un autre et que celui-ci s'y refuse, quelle sera l'autorité habilitée à les arbitrer? Il n'en existe pas à l'heure actuelle.

La chose est d'autant plus sérieuse que nous avons dit

(1) Par région, on entend instinctivement un groupe de départements. Mais le mot signifie aussi bien fraction. On peut donc concevoir, pour certains grands départements possédant plusieurs centres aux intérêts divers, l'existence de deux commissions.

en quel état d'anarchie syndicale se trouve le journalisme français. Rien ne force un rédacteur à s'inscrire à un groupement professionnel ni un directeur à adhérer à une organisation patronale. En fait un bon nombre reste isolé. Ou bien, et c'est au moins aussi fréquent, ils adhèrent à divers syndicats locaux et régionaux. Bref, à cet égard, la profession est inorganisée. Et cependant les délégués à la Commission mixte doivent être désignés par les « organisations professionnelles ». Et s'il n'en existe pas? Et s'il en existe plusieurs concurrentes? Et si celles qui existent ne groupent qu'une très faible proportion des journalistes exerçants? Autant de points d'interrogation.

Seconde difficulté : s'il est bien dit que les représentants des syndicats patronaux et des syndicats du personnel devront être élus à égalité, il n'est pas dit combien ils devront être. Seul le minimum est fixé : trois au moins de chaque côté, dit la loi. Mais supposons que le personnel nomme cinq ou six délégués, ce qui est fort plausible en cas de commission régionale, et que les directeurs désirent s'en tenir au minimum. Peut-être même ne pourront-ils pas facilement faire autrement, car leur nombre est forcément beaucoup plus limité que celui des rédacteurs, surtout là où paraissent des régionaux à large rayonnement. Ici encore, où est l'organe, où est l'autorité capable de trancher? Il n'en est point.

On aperçoit évidemment une solution dans le renforcement du syndicalisme journalistique. Elle est prônée, plus ou moins ouvertement, par beaucoup, — par certains même qui rêvent de voir un jour le Syndicat des

journalistes affilié, comme celui des typographes ou des linotypistes, à la Confédération générale du Travail. Au risque de paraître, contre toute vérité, un libéral impénitent, nous avouons ne pas deviner quels avantages trouveront, en fin de compte, les rédacteurs à constituer ainsi un front en face duquel se dressera celui des directeurs, alors que cet esprit d'opposition, grâce au ciel, est inconnu encore en maints endroits où il est étouffé par l'esprit de maison générateur d'une solidarité autrement profitable entre tous les artisans d'un journal (1).

C'est même son existence qui a permis que la première application de la loi se préparât sans trop de heurts. A notre connaissance, en effet, les commissions ont pu, à peu près partout, se constituer non sans tâtonnements, mais sans conflits sérieux. Seulement, il faudra les renouveler tous les ans; rien ne dit qu'une partie ou qu'une autre ne cherchera pas un jour à profiter des évidentes imperfections de la loi pour rendre impossible la réunion d'une commission qui la gênera. Il eût mieux valu éviter cette éventualité.

En tout cas, le moins que l'on puisse dire est que ce premier point déjà aurait un impérieux besoin d'être

(1) A ce propos, disons combien l'assimilation, volontiers esquissée, des « travailleurs de la rédaction » et des « travailleurs de l'atelier » nous paraît fausse. C'est d'abord un fait qu'un journal se passe plus aisément de rédacteurs que de compositeurs. C'en est un autre qu'un rédacteur est incorporé, de par son genre de travail à son journal, alors qu'un linotypiste, étranger à ce qu'il imprime, peut fort bien passer d'une imprimerie à une autre. Cette différence, on l'affiche quand il s'agit des indemnités de congédiement, et c'est justice. Il conviendrait de ne pas sembler la nier à d'autres moments.

éclairé et précisé par un règlement d'administration publique.

B. — *Fonctionnement des commissions mixtes.*

Une imprécision semblable règne à propos du fonctionnement des commissions si laborieusement constituées.

Nous n'insisterons pas sur certains aspects secondaires. Il est sûr qu'en l'absence d'un secrétariat et d'un président, cet organisme connaîtra bien des défaillances matérielles, mais qu'aussi un peu de bonne volonté générale aidera à les surmonter.

Au vrai, elles sont à redouter surtout parce que le rôle même de la Commission est assez délicat pour qu'on ne déplore pas la possibilité d'incidents de procédure susceptibles de l'entraver.

Cette mission, on le sait, est l'établissement d'un tableau des salaires minima à payer à chaque « catégorie professionnelle ».

« La plus grande liberté sera laissée aux commissions dans l'appréciation des éléments sur lesquels elles fonderont leurs décisions, écrivait M. BRACHARD dans son rapport (1). Libre à elles d'avoir égard au chiffre de la population, au tirage des journaux, aux statistiques du coût de la vie. Une seule obligation leur sera imposée, celle de s'accorder et de conclure. »

Dans l'ordre chronologique, elles auront d'abord à

(1) P. 59.

étudier s'il convient d'user de la liberté, laissée par la loi, d'établir entre les journaux, deux ou trois catégories, en raison de disproportion notoire constatée entre eux.

En thèse, cette discrimination est sage. En fait elle peut présenter de graves inconvénients. Il sera facile, évidemment, de séparer quotidiens et hebdomadaires. Il y a là un élément d'appréciation en quelque sorte tangible et intrinsèque. Mais cet élément manquera entre journaux de même ordre, par exemple entre quotidiens. Sans doute les uns sont puissants et les autres modestes; le tirage peut les distinguer. Mais c'est oublier que, moralement, ils sont égaux, et que peut-être même de ce point de vue, le « modeste » dépasse le « puissant ». Or, qu'on le veuille ou non, si on les départage en deux catégories distinctes, on aboutit à créer un journal de première classe et un de seconde. Certains diront que les questions de dignité n'ont rien à voir avec celles de tirage. C'est justement parce que nous en sommes persuadé que nous déplorons un système qui tend, en fait, à lier les deux termes.

Déjà lors des longues discussions engagées à propos du projet de contrat collectif, cela avait été mis en lumière. Les arguments des directeurs de « feuilles d'importance notoirement secondaire » avaient fait écarter toute idée de discrimination basée sur la puissance matérielle. Et, bien que le député-rapporteur n'ait vu dans ces arguments que des « susceptibilités, de petits scrupules de vanité difficilement concevables », ils restent valables. Sinon, il faut reconnaître officiellement l'infériorité de la presse d'opinion — honneur du journa-

lisme — par rapport à la presse industrialisée. C'est une tendance assez actuelle. La loi qui prétend défendre les journalistes aurait pu éviter de l'accentuer et de dévaloriser ceux qui servent avant tout une Idée.

Les commissions auront ensuite à déterminer les diverses catégories de journalistes, en d'autres termes à dresser la liste des emplois rédactionnels. A titre indicatif, nous reproduisons celle qui avait été établie en annexe au projet de contrat collectif. Elle comprenait treize postes : premier secrétaire de rédaction; secrétaires-adjoints; rédacteur en chef; chef des informations; sous-chef des informations; reporter; fait-diversier, petit reportage; chef du service politique (ayant au moins deux rédacteurs sous ses ordres et la responsabilité de sa rubrique); chef de la politique étrangère (même observation); rédacteur principal de la Chambre; informateur parlementaire; rédacteur sénatorial; rédacteur du service.

Il y aura lieu maintenant d'y ajouter les correspondants, les rédacteurs-traducteurs, les sténographes-rédacteurs, les rédacteurs réviseurs, les reporters-dessinateurs et les reporters photographes, expressément désignés par l'article 29 *b*) (1).

Il appartiendra à chaque commission d'adapter cette liste aux réalités locales. Et ce ne sera pas toujours aisé. Souvent le journaliste de province est un vrai maître-

(1) En ce qui concerne les correspondants, nous n'admettons pas la thèse du Syndicat national des journalistes qui voudrait voir les commissions fixer les prix de l'article et de la ligne. (Pour nos salaires : Lettre aux sections et groupes, 30 août 1935, p. 2, col. 2.) Nous avons vu en effet que les correspondants ne peuvent prétendre à la qualité

Jacques, apte à la plupart des besognes que comporte une rédaction. Lui donner un titre sera impossible ou illusoire.

Enfin, il restera à se mettre d'accord sur des chiffres. On devine que ce ne sera pas le plus facile.

Chaque partie fera ses propositions. Il est malheureusement à craindre qu'à l'ordinaire elles ne concordent pas. En effet, les directeurs présenteront, à coup sûr, comme salaires minima, ceux qu'ils payaient antérieurement. A cela deux raisons : beaucoup, sans attendre la loi, versaient à leurs collaborateurs les appointements les plus élevés que leur permettait la marche de leur organe; et ceux qui n'avaient pas cette conscience n'avoueront pas qu'ils étaient chiches. A l'inverse, les rédacteurs auront tendance à réclamer une augmentation sur leurs salaires présents — même si déjà ils ne représentent plus un salaire de début. Une augmentation, c'est, leur semble-t-il, la raison d'être de la loi.

Étant donné ces attitudes psychologiquement probables, il était sage d'envisager le cas d'un échec des négociations.

Or nous avons déjà cité l'opinion péremptoire de M. BRACHARD : « Une seule obligation sera imposée (aux commissions mixtes) : celle de s'accorder et de conclure. »

Si la conclusion n'est pas spontanée, elle sera l'œuvre

du professionnel que s'ils reçoivent un traitement fixe. C'est de celui-ci seul qu'aura à connaître la Commission. S'il est complété par une rétribution à la ligne, c'est d'après des arrangements propres à chaque journaliste et qui, d'après la définition légale elle-même échappe au contrôle des Commissions mixtes.

d'un arbitre. Celui-ci sera choisi soit par les parties soit, dans le cas où, même sur ce point, l'entente sera irréalisable, par le président du tribunal du siège de la Commission. (Il eût peut-être mieux valu désigner le premier président de la Cour d'appel, en raison de l'importance territoriale de la plupart des commissions mixtes. Il est vrai que certaines chevaucheront sur plusieurs ressorts d'appel.)

Ce magistrat devra déléguer d'office un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, autant que possible de l'ordre judiciaire, qui se verra donner, avec voix délibérative, la présidence de la Commission. La loi spécifie que « la décision de cet arbitre ne pourra être frappée d'appel ». C'est une nouvelle monstruosité juridique...

Il y a en effet antimonie certaine entre la notion d'arbitre et celle de président à voix délibérative. Si le haut magistrat désigné est président à voix délibérative, ce qu'on lui demande est d'apporter son vote à l'une ou à l'autre des parties afin que, la symétrie numérique étant rompue, une majorité puisse se former en faveur de l'une des deux thèses (1)? Dans ce cas, il est ridicule de parler « de la décision de l'arbitre », car il n'y a pas eu décision arbitrale mais dégagement d'une majorité, grâce à l'adjonction au collège primitif d'un tiers indépendant. Ou bien ce haut magistrat est vraiment arbitre, c'est-à-dire qu'ayant étudié les revendications des deux parties, il prend une décision qui peut fort bien n'être conforme ni à celles des directeurs, ni à celles des rédacteurs, mais à ce qui lui paraît l'équité. Et alors, il est

(1) Encore faut-il qu'il n'y ait que deux thèses, ce qui n'est pas forcé.

sans objet de lui donner la présidence d'une commission qui est dessaisie (1).

La question est plus grave qu'on ne le croirait au premier abord, et voici pourquoi :

La loi ne dit pas expressément si les décisions doivent être prises à la majorité ou à l'unanimité. Mais si elle a établi un président chargé d'apporter sa voix à un camp, c'est qu'elle adopte le vote à la majorité. Il suffira donc qu'un seul directeur — un sur trois — accepte les propositions des rédacteurs pour que soit établi, contre la volonté de la majorité des directeurs, un barème applicable à tous les journaux. Ou l'inverse.

Une pareille solution serait contraire autant au bon sens qu'à l'intérêt des journalistes, car il est peu probable que les journaux acceptent des conditions rejetées par la majorité des représentants patronaux.

Aussi admettons-nous la nécessité de l'unanimité. C'est une question de logique. Pour le moins, si l'exégèse du texte poussait à admettre le vote à la majorité, le mieux serait d'user de son imprécision pour introduire le vote par ordre : pour qu'un accord soit valablement acquis, il faudrait que la majorité des rédacteurs et la majorité des directeurs l'aient adopté. On éviterait par ce système des abus trop évidents.

Il reste malheureusement certain qu'on ne voit pas

(1) Si l'on veut, à toute force, laver le législateur du soupçon d'incohérence, on peut imaginer que le haut magistrat commence par réunir une dernière fois la commission en la présidant pour tenter un accord, puis que, si celui-ci s'avère irréalisable, il arbitre. Cette explication — qui nous a été suggérée — paraît vraiment subtile. N'oublions pas d'ailleurs que cet arbitre-président n'est nommé qu'en cas de « désaccord définitif ».

la juridiction apte à tenter cette construction jurisprudentielle, ni même à mettre fin aux doutes les plus essentiels (1). Il y faudra une nouvelle loi... Après quelles difficultés et quelles conséquences sur la bonne harmonie des rapports entre journalistes (2)?

* * *

Bref, nous supposons dressé le tableau des salaires minima (3). Volontairement, nous avons jusqu'à maintenant voulu ne voir que les obstacles pratiques qui risquent de rendre laborieuse l'obtention de ce résultat. Mais il est temps d'examiner le principe lui-même. On aurait pu d'ailleurs en faire une question préalable.

La loi du 29 mars 1935 a introduit, en effet, dans notre législation, une donnée presque nouvelle et d'une indiscutable importance, celle du salaire minimum. Cela a paru si audacieux qu'on n'a pas voulu insérer au Code du travail l'article 3 qui l'édicte pour éviter d'y introduire un principe de cette portée. Telle est du moins l'explication que

(1) La seule voie nous paraît être un recours contre la non-inscription par le préfet d'un journal qui aurait refusé les salaires fixés par la commission, recours basé sur l'irrégularité des travaux de cette commission.

(2) Mieux inspiré sur ce point, la proposition GUERNUT prévoyait un appel devant une commission supérieure mixte siégeant à Paris et statuant à la majorité des voix. La loi a remplacé cet organe, qui eût pu finalement prendre figure de Conseil supérieur du Journalisme, par l'arbitre régional.

Elle prévoyait aussi qu'un règlement d'administration publique, — qui n'eût pas été, on l'avouera, superflu — déterminerait les règles relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement des Commissions mixtes.

(3) Il s'agit bien de salaires *minima* et non de salaires moyens. Certaines commissions (celle de Saint-Étienne, par exemple) ont commis une indiscutable erreur en prévoyant toute une échelle variant avec l'ancienneté. La loi ne leur en demandait pas tant.

nous tenons de l'homme le mieux placé pour commenter la loi (1). Faut-il dire qu'elle ne nous satisfait pas? Comme si le précédent n'existait pas quand même par la loi spéciale! Et puis, oublie-t-on que, depuis 1928, les dispositions sur le salaire minimum des ouvriers travaillant à domicile pour l'industrie du vêtement font l'objet des articles 33 à 33 h) du livre I du Code du travail? Le seul résultat de cette habileté sera de contraindre quiconque voudra consulter la loi du 29 mars 1935 à en chercher la teneur en deux endroits différents, deux articles au Code du travail, et le troisième dans les textes non codifiés.

Il est assez curieux de constater que ce principe s'est insinué avec autant de facilité. Pour le légitimer le rapporteur à la Chambre (2) — qui n'a pas cherché à s'appesantir sur des considérations autres que morales — avance que le système prévu est très libéral puisque le minimum est fixé par les intéressés et non imposé par une autorité supérieure. Sans doute, la discussion est libre, mais l'entente est obligatoire...

En second lieu, M. BRACHARD rappelle « que le contrat conclu pour les travaux matériels d'exécution, entre le patronat et les ouvriers du livre, est, à la vérité, un barème librement débattu et accepté, de minimum de salaires » (3).

(1) L'exposé des motifs de la proposition GUERNUT tentait une explication sommaire (p. 10) : « On sait qu'il a toujours été admis que de telles questions, par ailleurs si importantes, ne devraient point recevoir leur solution dans le Code du Travail, destiné à ne contenir que les règles purement juridiques commandant les rapports contractuels entre employeurs et employés. »

(2) Le rapporteur au Sénat n'en souffle mot.

(3) P. 57.

L'assimilation n'est valable que superficiellement. Elle ne saurait être faite d'un point de vue juridique.

Il est vrai que les syndicats de linotypistes et de typographes, fort bien organisés, ont amené les directeurs à reconnaître des tarifs quasi-officiels. Mais, d'une part, ce tarif syndical n'est que le résultat du jeu de la loi de l'Offre et de la Demande, ou encore de la nécessité sociale; d'autre part, si un patron réussit à s'organiser librement, sans respecter les exigences syndicales, il n'encourt aucune sanction légale. Il n'en n'est plus de même avec cette loi.

Disons bien nettement que nous ne sommes pas, *a priori*, adversaire du principe du salaire minimum. (C'est pourquoi, nous n'avons pas fait de son examen une question préalable.) Il est certes d'une mise au point délicate, soit que celle-ci résulte d'une intervention, toujours discutable, de la puissance publique, soit même qu'elle provienne de l'accord des intéressés, les salariés appelés à fixer leur traitement étant forcément poussés à en établir le minimum à un taux élevé, peut-être dangereux pour l'équilibre de l'entreprise qu'ils connaissent mal (1). Mais ces difficultés indéniables ne sauraient nous faire rejeter un système qui repose sur des idées de justice et de collaboration, idées qui sont nôtres intégralement.

Aussi nettement, disons que le journalisme était la dernière profession où une semblable expérience aurait dû être tentée, parce que c'est une profession libérale par excellence.

(1) Beaucoup ajouteront que les périodes de crise sont peu propices à de telles expériences.

En effet, la condition élémentaire pour que le salaire minimum soit appliqué sans dommage à une profession, c'est que celle-ci jouisse d'une certaine égalité économique et que ses membres visent à atteindre des buts sinon identiques, du moins de même nature. Tous les entrepreneurs cherchent à construire : que ce soit une maison, une salle de spectacle ou un pont, peu importe. Ils font des tonnes de béton. Qu'on leur impose à tous de verser les mêmes salaires à leurs ouvriers est parfaitement légitime : ils restent égaux en face du but. Or il en est tout autrement dans le journalisme. Certains journaux sont — ou cherchent à être ! — des affaires, d'autres sont des écoles. Il n'y a pas entre eux de commune mesure (1).

C'est pourquoi, rétorquera-t-on, il est prévu des catégories tenant compte de ces différences. Malheureusement, ces catégories ne sont pas maîtresses d'elles-mêmes. Elles ne se fixent pas à elles-mêmes leurs taux. Elles auront ceux qu'aura adoptés pour elle la Commission toute entière.

C'est une anomalie de voir les traitements des rédacteurs d'un journal arrêtés par leurs confrères d'autres journaux qui ne se proposent pas le même idéal professionnel. Il est permis de faire du journalisme pour gagner aussi largement que possible sa vie. Mais il est permis également de faire du journalisme pour défendre des convictions, quitte à s'imposer des sacrifices. Nous pourrions citer tel confrère qui refusa un traitement

(1) Notons que dans un pays comme l'Italie où tous les journaux sont pratiquement sur un pied d'égalité, notre raisonnement ne joue plus.

trois fois supérieur au sien et un poste plus agréable et plus honorifique que celui qu'il occupait afin de continuer à servir un journal qu'il aimait. Attitude noble qui prouve que l'indépendance n'est pas forcément l'apanage de ceux qui perçoivent des émoluments importants. Or le barème des salaires minima, dans sa rigueur mathématique, ne peut tenir compte de ces éléments moraux cependant essentiels.

Mais le plus grave danger n'est pas là. Qu'ils soient attachés à un journal d'opinion ou de grande information, les rédacteurs ne sont pas à proprement parler des concurrents. Par contre, les directeurs le sont. Certains procédés employés parfois par quelques patrons de grosses feuilles ne laissent aucun doute sur leurs intentions monopolisatrices. Or il faut noter que l'existence du salaire minimum peut leur offrir des armes plus légales que loyales, du moins s'il est admis que les commissions décident à la majorité et non à l'unanimité. En effet il ne leur coûtera pas cher de faire adopter des salaires de base relativement élevés. Leurs finances les supporteront aisément, au moins pour un temps. Il n'en sera pas de même pour les journaux plus modestes qui se verront forcés ou de les refuser et de subir les sanctions prévues — ou de les accepter, au risque de connaître des difficultés sérieuses, et peut-être, en définitive, insurmontables.

Ce péril n'est pas chimérique.

Aussi ne craignons-nous pas de dire que cette procédure, à la fois orgueilleuse et invertébrée, recèle à nos yeux bien des périls tant pour la presse elle-même que pour les journalistes qu'elle est censée protéger. Il eût

sans aucun doute été plus sage de nourrir des desseins moins ambitieux et plus pratiques. Il serait vain de les définir maintenant. Disons-en pourtant, d'un mot, l'essentiel, tel qu'il nous apparaît : le mieux eût été de faire déterminer un salaire minimum unique, un traitement de départ qui assurerait au débutant de modestes mais honorables conditions de vie. Ce point étant acquis — et il est important pour assurer la tenue de la profession — chacun, eu égard à ses titres, à son travail, à ses capacités, accéderait à des échelons supérieurs évidemment mieux payés comme il est de règle dans toutes les professions du monde (1).

C. — *Sanctions des décisions des commissions mixtes.*

Lorsque la Commission mixte aura fini ses travaux ou que l'arbitre aura rendu sa sentence, le préfet devra communiquer les décisions ainsi arrêtées, c'est-à-dire les catégories retenues et les minima fixés, à tous les directeurs de journaux du département. Ceux-ci auront à dire s'ils acceptent ou s'ils rejettent ces conclusions. Et, chaque année, avant le 15 janvier, le préfet dressera la liste de ceux qui s'engagent à les appliquer.

Certaines confusions semblant s'être produites dans l'esprit de plusieurs, si l'on en croit les comptes rendus analytiques de réunions tenues par les syndicats patro-

(1) Cette solution sage a été adoptée par la Commission mixte de Lorraine (Meurthe-et-Moselle, Vosges et Meuse) qui n'a pas cru devoir découper le journalisme en spécialités, et s'est bornée à décider que les quotidiens n'engageraient pas de collaborateurs à moins de 1.000 francs par mois, et les hebdomadaires à moins de 800 francs.

naux de presse, il faut préciser un point, cependant non douteux : tous les directeurs gardent une liberté de décision pleine et entière.

Rien n'empêche en particulier un directeur qui a fait partie de la Commission mixte et qui en a approuvé les délibérations, d'en refuser l'adoption pour son propre organe. Il y a à cela une raison pratique et une raison juridique. Pratiquement, le directeur (sauf s'il est propriétaire de son organe), ne peut fixer, hors de certaines limites, les traitements à lui seul. Il lui faut l'accord de son conseil d'administration qu'il ne représentait pas à la Commission (1). Et celui-ci peut parfaitement déclarer impossibles des augmentations de dépenses résultant de l'adoption de nouveaux salaires jugés admissibles par le directeur agissant de son chef. Juridiquement, en outre, celui-ci n'a pas pris part aux discussions au nom de son journal mais en tant que membre « représentant des associations professionnelles de directeurs ».

A fortiori, les membres des associations patronales qui ont désigné les délégués ne sont-ils aucunement liés par les faits et gestes de ceux-ci. Car il s'agit uniquement d'un système de désignation et non de représentation, malgré le texte que nous venons de rappeler et qui parle de « représentants des organisations professionnelles ». Finalement les délégués à la Commission mixte représentent bien la profession en général, mais

(1) C'est l'occasion de rappeler que le système italien, plus heureux, range le directeur parmi les *lavoratori*. Il prévoit en conséquence que le taux des salaires est débattu entre le syndicat des journalistes (rédacteurs et directeurs) d'une part, et l'association des éditeurs de journaux, d'autre part.

personne en particulier, pas même eux. Il ne peut manquer d'en être ainsi puisque le syndicalisme journalistique est non seulement libre, mais anarchique.

Il est à remarquer d'ailleurs que si les propriétaires de journaux possèdent cette indépendance vis-à-vis des tarifs arrêtés par les commissions, les journalistes ne paraissent pas avoir un droit correspondant. Si les minima ne leur conviennent pas, ils ont la ressource d'exprimer leur opinion à leurs « représentants », avec la belle franchise que permet la confraternité. Mais le préfet ne leur demandera pas s'ils sont ou non acceptants...

L'engagement de respecter le barème officiel n'est pas le seul qu'aient à prendre les entreprises de journaux pour se voir coucher sur la liste des élus. Elles doivent encore prendre celui de verser certaines indemnités en cas de maladie ne résultant pas d'un accident du travail et survenant à l'un de leurs employés non assujettis à la loi sur les Assurances sociales. Cette indemnité consiste dans le maintien du salaire pendant un mois s'il s'agit d'un journaliste attaché à la rédaction depuis plus de six mois et moins d'un an ; pendant trois mois s'il s'agit d'un journaliste plus ancien. Celui-là recevra en outre, pendant deux mois encore, son demi-salaire, et celui-ci pendant trois mois.

L'intention est fort louable. Il faut dire que l'immense majorité des journaux appliquaient d'eux-mêmes à leurs rédacteurs malades des traitements au moins aussi libéraux. Mais il n'est pas mauvais que leur soit demandé un engagement formel.

Pourtant, le législateur aboutit à un résultat quelque peu paradoxal. Il n'envisage, nous l'avons vu, ces dispo-

sitions bienveillantes que pour le personnel non assuré social et que pour les maladies ne résultant pas d'un accident du travail. Il est vrai qu'existent les lois de 1898 et de 1928 sur le terrain desquelles on a craint de s'engager. Mais le résultat de cette timidité est le suivant : le journaliste qui n'est pas assuré social — et qui donc perçoit un traitement relativement élevé — touchera, s'il est malade, son plein salaire alors que son modeste confrère qui ne reçoit chaque mois qu'un pauvre billet de 1.000 francs, n'en aura plus dans le même cas, parce qu'il est assuré social, que 500. De même le journaliste qui devra arrêter son travail par suite d'une imprudence commise par lui pendant son congé annuel touchera intégralement ses mensualités, alors que le même, s'il supporte les conséquences d'un accident survenu à l'occasion de son travail se verra réduit de moitié.

Encore une fois, le mal n'est pas très grave parce que la plupart des maisons agissent avec une humanité extralégale. Il est à craindre, cependant que, voyant leurs charges augmentées par le statut, elles se décident à l'appliquer strictement.

Ici donc, un amendement s'impose. Il pourrait être ainsi conçu : « 3^o De verser, durant les mêmes délais, à leur personnel assujetti aux Assurances sociales ou victimes d'un accident du travail une indemnité égale à la différence existant entre le salaire normal et l'allocation touchée en vertu des lois du 5 avril 1928 ou du 8 avril 1898. »

Il nous reste à examiner la situation faite aux entreprises de journaux ou périodiques qui, ayant refusé de prendre le double engagement dont il vient d'être longuement parlé, ne figureront pas sur la liste préfectorale (1).

Elles seront privées de toute publicité faite par l'État, les départements, les communes, les établissements publics et les entreprises concessionnaires des services publics à l'occasion d'appel au crédit public.

Beaucoup ont souri à l'énoncé de cette sanction. Ils savent à combien se montent les recettes de publicité financière publique dans un organe moyen. C'est proprement insignifiant, d'autant plus qu'à chaque lancement d'emprunt, il est régulièrement compté sur les sentiments civiques des journaux pour qu'ils veuillent

(1) Pour justifier les sanctions ainsi que les charges nouvelles imposées aux journaux, M. BRACHARD, se faisant l'écho officiel de beaucoup, insiste longuement sur « les sacrifices de l'État en faveur des journaux » (p. 34 à 37 de son rapport). Il énumère les avantages consentis sur les taxes télégraphiques et postales, le chiffre d'affaires, les droits de douane sur le papier, etc... Il suggère que ces faveurs devraient interdire aux organes qui en profitent certaines attaques contre le Parlement si bienveillant pour eux... Et il ajoute : « quand le Parlement accorde sa faveur aux chefs de cette industrie, quel sophisme nous opposeront des théoriciens pointilleux, si nous demandons que l'État songe enfin à ses devoirs à l'égard d'une profession dont la faiblesse, au milieu de tant de forces dressées, n'a d'autre recours que son bon droit? »

L'État a toujours raison de songer à ses devoirs. Mais l'argument de M. BRACHARD est si évidemment faux que nous nous en voudrions de lui consacrer plus qu'une note : jamais le Parlement n'a « accordé sa faveur » aux chefs de l'industrie journalistique. Il n'a pensé qu'au public. S'il a voté des dispositions privilégiées pour les journaux, c'est pour leur permettre de maintenir des tarifs exceptionnellement bas, utiles à la diffusion de la presse et non pour leur assurer des bénéfices dont on chercherait en vain les traces.

bien recommander la bonne affaire à leurs lecteurs... gracieusement. Le risque est donc mince.

D'autres ont fait très justement remarquer l'erreur de base commise ici par le législateur. Lorsqu'il est versé à un journal une certaine somme à l'occasion « d'appel au crédit public », ce n'est point pour faire plaisir à ce journal, mais pour toucher la clientèle qui le lit. Il est très beau de paraître atteindre le journal récalcitrant. En fait on n'atteint que soi-même. Décidément il est des sanctions qui manquent leur but (1).

Mais plus que le résultat, il est intéressant de rechercher l'idée qui a inspiré dans leur choix les auteurs de la loi, idée exprimée dans l'exposé des motifs de la proposition GUERNUT. M. BRACHARD la reprend et l'explique en détail et elle est curieuse.

« Dans la dernière année du XIX^e siècle, écrit-il dans son rapport (2), un procédé juridique fut imaginé pour exercer une action efficace, en ce qui concerne la rémunération équitable des ouvriers et certaines autres conditions de travail, action ne visant pas, à la vérité, l'ensemble des employeurs, mais seulement ceux qui traitent avec l'État, les départements, les communes, et les établissements de bienfaisance, en qualité d'entrepreneurs de travaux publics et de fournisseurs.

« Par là même un grand nombre de travailleurs se trouvaient protégés. Les stipulations ainsi inscrites obligatoirement, en leur faveur, dans les cahiers des charges

(1) Supposons, par hypothèse, que *tous* les journaux refusent de souscrire aux conditions proposées par les commissions mixtes. On se demande ce que ferait l'État pour recommander ses emprunts...

(2) P. 55 et 56.

des marchés de travaux et de fournitures, constituaient des textes modèles, dont d'autres catégories professionnelles étaient incitées à s'inspirer, sous la pression des organisations ouvrières et de l'opinion publique.

« Tel fut l'objet de l'article 1 de chacun des trois décrets du 10 août 1899, prescrivant l'insertion, dans les cahiers des charges des marchés de travaux publics et de fournitures, de clauses relatives :

« 1^o Au repos hebdomadaire;

« 2^o A la limitation du nombre des ouvriers étrangers;

« 3^o Au paiement de salaires normaux et égaux pour chaque profession, aux salaires usuellement pratiqués dans la région;

« 4^o A la durée du travail journalier.

(...) « Le paragraphe 3, relatif à la fixation de salaires normaux, est demeuré d'une application courante, et fait partie intégrante de notre législation sociale.

« L'article 10 de notre proposition (art. 3 de la loi) n'a d'autre portée que d'en étendre l'application à une catégorie nouvelle et importante d'employeurs appelés à bénéficier des avantages que procurent des accords passés avec l'État, les autres collectivités publiques et leurs concessionnaires, en vue de l'exécution d'un service public. »

On voit combien l'analogie est discutable. M. BRACHARD erre indiscutablement quand il affirme qu'il n'existe « nulle différence à y regarder de près, entre les entrepreneurs de travaux publics et les directeurs de journaux appelés à participer aux distributions de crédit faites par l'État pour des insertions publicitaires. » Mais un fait demeure : l'État n'a pas voulu intervenir

directement auprès des journaux réfractaires aux tarifs de la Commission mixte. Il n'a pas voulu faire d'étatisme direct; il n'a voulu qu'utiliser les rapports qu'il a lui-même avec eux pour pénaliser les « mauvais » et avantager les « bons ». Encore une fois, le résultat est peu satisfaisant puisque l'État en arrive à se pénaliser lui-même. Mais le principe écarte toute extension des sanctions aux cas où l'État n'est pas lui-même partie. C'est ainsi qu'il faudrait l'enfreindre pour refuser aux périodiques qui seront restés indépendants, le droit de publier des annonces légales (1). Et, *a fortiori*, pour toutes autres opérations entre les journaux et des particuliers que l'État voudrait interdire ou limiter.

*
* *

Tous les journaux périodiques et entreprises d'information figurant sur les listes préfectorales pourront donc bénéficier de la publicité financière officielle. Mais on peut imaginer qu'un journal qui aura admis le barème de la Commission et aura donc été inscrit sur la liste ne tienne pas ses engagements et verse à ses collaborateurs des appointements inférieurs à ceux qui avaient été retenus comme minimum. Il n'a pas paru nécessaire de prévoir une procédure de radiation. D'une part, en effet, la liste est dressée annuellement et un abus ne

(1) Par contre le principe autoriserait le refus de la publicité officielle concernant les adjudications de travaux ou de matériaux faites par les collectivités. On ne voit pas très bien le motif pour lequel est seule envisagée la publicité « à l'occasion d'appels au crédit public ».

durerait pas longtemps (1); d'autre part et surtout, il n'existe pas pour les inscrits un droit ferme à la publicité mais un simple droit éventuel. Il suffira de ne pas le faire jouer pour cet organe de mauvaise foi.

Au contraire, il fallait protéger contre cette mauvaise foi le personnel intéressé. Le journal qui adhère aux propositions de la Commission est considéré comme ayant pris, vis-à-vis de ses employés, l'engagement formel de respecter ces conditions. S'il vient à y manquer, chaque collaborateur ainsi lésé a une action directe contre l'entrepreneur pour exiger l'application de cette sorte de contrat de travail qui lui a été reconnu ou plus exactement de ce quasi-contrat dont il profite.

Cette action directe est explicitement accordée par l'article 3 de la loi, celui que nous venons d'analyser longuement. Elle ne vise donc que les manquements aux obligations quasi contractuelles découlant de cet article (salaire et indemnité en cas de maladie). Il n'était pas utile de l'étendre aux règles fixées par les deux premiers articles : ces manquements seraient en effet des atteintes à la loi, à propos desquelles l'action directe est évidemment de droit.

Volontairement, nous n'avons envisagé ici que les sanctions applicables aux journaux puisque ce sont les seules que prévoit le statut. Il faut pourtant se rappeler les conséquences du décret concernant l'attribution de la carte professionnelle dont nous avons parlé à la fin du chapitre I. On se souvient qu'il prive de cette carte,

(1) Quoique rien n'empêche ce journal de reprendre l'engagement.

instrument de preuve nécessaire de la qualité de journaliste, tous ceux qui collaborent à des journaux « réfractaires ». Et l'on voit mieux, maintenant que l'on connaît l'intention du législateur et sa volontaire modération, à quel point est inadmissible la disposition réglementaire qui atteint des salariés pour ce seul motif qu'ils appartiennent à des entreprises moins fortunées ou moins sociales. Il semble qu'ils auraient droit à la protection des lois. Bien au contraire, on n'a su que les expulser d'une profession qui est intégralement leur, de par les termes mêmes d'un texte légal dont la lettre et l'esprit sont également violés.

CHAPITRE III

LES GARANTIES ASSURÉES PAR LA LOI EN CAS DE RÉSILIATION OU DE RUPTURE DU CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES

S'il était nécessaire d'entourer le journaliste de garanties pendant l'exécution du contrat qui l'unit à sa maison, il était plus indispensable encore de le protéger contre certains abus trop réels auxquels donnait lieu la résiliation ou la rupture de ce contrat.

Un journaliste n'est pas un manœuvre. Sa personnalité se fond dans celle de l'organe auquel il collabore. Reporter, il n'est pas M. X ou M. Y, sauf dans les cas rarissimes où il atteint la grande notoriété. Il est *Paris-Soir*, *Excelsior*, ou *Le Petit Journal*. Rédacteur politique, il est plus intimement encore lié à son journal, prisonnier de sa « ligne ». Quant au personnel de direction, il suffit de savoir avec quelle facilité le public le considère comme responsable de toutes les imperfections, jusqu'aux plus matérielles, reprochables à l'organe, pour constater qu'il est réellement, et légitimement d'ailleurs, le journal fait homme.

Cette « incorporation » crée pour les journalistes une situation très particulière. Ils ne peuvent changer de

feuilles comme un employé de patron, surtout si l'on songe que le nombre des journaux est relativement restreint, et que la concurrence, spécialement en province, rend souvent impossible, du moins moralement, le passage d'un journal à un autre. Aussi le congédiement est-il pour eux, même en dehors de toute période de crise, un accident extrêmement sérieux, susceptible de leur causer un préjudice grave et de les réduire à un chômage prolongé. Et comme par leur travail et leur talent, ils ont pu contribuer au succès de l'organe qui les « remercie », si l'on ose dire, l'injustice risque alors d'être manifeste.

La pratique avait, dans une certaine mesure, tenu compte de ces faits. Diverses habitudes libérales s'étaient établies. Mais elles n'étaient point toujours respectées, n'ayant pas un caractère obligatoire. C'est pourquoi il apparut juste de faire droit sur ce point à de constantes revendications des journalistes unanimes, en leur assurant le bénéfice d'une législation protectrice.

Cette législation porte sur deux points : les délais de préavis en cas de résiliation de contrat (1); les indemnités dues en cas de congédiement.

Le premier point est réglé par l'article 29 c) qui est ainsi rédigé :

« En cas de résiliation d'un contrat de louage de service fait sans détermination de durée et liant l'une des personnes mentionnées dans l'article ci-dessus, à une entreprise de

(1) Au moment où la loi était votée, paraissait une thèse de M. Louis-Marie BARC, sur *Le délai-congé des journalistes* (Rennes, 1935). Bien que ne tenant pas compte de la réglementation nouvelle, cette étude n'a pas perdu tout son intérêt.

journaux ou périodiques, la durée du préavis, est, pour l'une et pour l'autre partie, et sous réserve des cas prévus à l'alinéa 2 de l'article suivant, d'un mois, si le contrat a reçu exécution pendant trois ans ou une durée moindre, et de deux mois si ce contrat a été exécuté pendant plus de trois ans (1). »

Cette rédaction n'appelle qu'un commentaire : il est fait une réserve « pour les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article suivant », c'est-à-dire de l'article 29 *d*). Or l'alinéa 2 de l'article 29 *d*) traite, nous le verrons, de la composition d'une commission arbitrale chargée, dans certaines hypothèses, de fixer le montant des indemnités de congédiement. De quelque manière qu'on le sollicite, il est sans rapport avec le sujet qui nous intéresse. Par contre, l'article 29 *e*) dispense de préavis le rédacteur qui quitte un journal à la suite d'un changement d'orientation qui porte atteinte à son honneur.

Sans aucun doute c'est ce cas que voulait viser la réserve de l'article 29 *c*). Il n'y a là qu'une erreur matérielle dans une référence, erreur inexcusable seulement parce qu'elle se trouve déjà dans la proposition GUERNUT et qu'elle a été religieusement respectée par la Commission du Travail et par la Chambre.

Sur le fond, les délais impartis sont ceux qu'avait arrêtés le projet de contrat collectif de 1931. Il n'y a entre le texte alors proposé et le texte légal qu'une différence : le premier spécifiait que le préavis pouvait être remplacé « par le versement d'une somme égale aux appointements correspondants ». La suppression

(1) Voir, en appendice, le régime propre au Bas-Rhin, au Haut-Rhin et à la Moselle.

implique-t-elle que cette sorte de « rachat » n'est plus admissible? A notre sens, il faut distinguer. Un journal peut toujours se séparer sans délai d'un collaborateur s'il lui verse tout son dû. Il le paie à ne rien faire ce qui ne donne pas lieu d'ordinaire à réclamation. Mais la réciproque n'est pas vraie. Car si nous avons jusqu'à présent insisté sur les droits spéciaux des journalistes, il est juste de ne pas oublier ceux des journaux, que le départ inopiné d'un rédacteur risquerait de compromettre gravement. Il faut que celui-ci laisse le temps matériel de pourvoir à son remplacement. Aucun dédit ne saurait compenser la carence d'un rédacteur parlementaire qui viendrait à démissionner au milieu d'un « débat historique », ou d'un correspondant romain qui reprendrait sa liberté pendant un consistoire (1).

Mais plus que cette question de préavis, celle des indemnités dues à un journaliste licencié mérite d'être traitée en détail. Elle a dans le passé alimenté maintes polémiques. Il n'est point dit que toutes soient éteintes dorénavant. Comme la matière est vaste, il importe, pour la saisir, d'envisager séparément deux hypothèses générales : l'hypothèse où la résiliation provient du fait de l'employeur, et celle où elle provient du fait de l'employé. Disons tout de suite que le taux de l'indemnité est le même dans les deux cas, mais que par contre les conditions d'ouverture du droit à indemnité sont très différentes.

(1) Il faut pourtant noter que si la loi oblige les deux parties à un préavis, elle n'édicte pas de sanction, ce qui met les journaux en état d'infériorité. Il leur reste le droit de réclamer des dommages-intérêts.

SECTION I

Indemnités dues en cas de résiliation du contrat provenant du fait de l'employeur.

Si le congédiement provient du fait de l'employeur une indemnité est due, qui ne peut être inférieure à la somme représentant un mois, par année ou fraction d'année de collaboration, des derniers appointements; le maximum des mensualités est fixé à quinze. Une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour fixer l'indemnité due, lorsque la durée des services excédera quinze années.

Cette Commission sera composée de deux arbitres désignés par les organisations professionnelles d'employeurs et deux arbitres désignés par les organisations professionnelles des salariés; elle sera présidée par un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, de préférence de l'ordre judiciaire. Si les parties ou l'une d'elles ne désignaient pas d'arbitres ceux-ci seraient nommés par le tribunal civil, huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée adressée à la partie défaillante par l'autre organisation ou aux deux parties par l'intéressé lui-même.

Si les arbitres désignés par les parties ne s'entendaient pas pour choisir le président de la Commission arbitrale, celui-ci serait désigné à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal civil. En cas de faute grave ou de fautes répétées, l'indemnité ci-dessus prévue pourra être réduite dans une proportion qui sera arbitrée par la Commission ou même supprimée.

La décision de la Commission arbitrale ne peut être frappée d'appel.

(Art. 29 d.)

« Le mois par année! » Cette formule elliptique a résumé pendant des lustres la revendication la plus

chère au cœur des journalistes. Développée, elle signifie que l'indemnité de congédiement doit être égale à autant de mois d'appointements que le rédacteur compte d'années de services dans le journal qui le congédie.

Il faudrait une étude particulière pour retracer les avatars de cette règle fort débattue. On en trouve une première application, le 3 janvier 1896, dans un arbitrage rendu par Alfred MÉZIÈRES, président de l'Association des journalistes parisiens, entre *La Presse* et son ancien collaborateur DE LA FARGUE.

Quinze ans plus tard, en 1910, le Congrès de l'Union internationale des Associations de presse, réuni à Trieste, en réclame l'adoption (1). Il suggérait en outre le versement d'indemnités particulières, indépendantes de la durée des services rendus, et variant avec les catégories de rédacteurs.

Les journalistes italiens obtinrent satisfaction intégrale. La traduction de l'article 17 du contrat collectif actuellement en vigueur montrera l'étendue des privilèges qui leur ont été reconnus :

Lorsque la résiliation du contrat de travail ne provient ni de la volonté (sauf la disposition des articles 19 et 20), ni de la faute du journaliste, elle est régie par les règles suivantes :

1^o Au directeur, au co-directeur, au vice-directeur, il sera versé une indemnité fixe égale à une année de traitement;

2^o Au rédacteur en chef, aux correspondants titulaires de Rome, une indemnité fixe égale à neuf mois de traitement;

(1) Il était présidé par le directeur de la *Neue Freie Presse* de Vienne, SINCER. Et Adrien HÉBRARD y prenait part. Des directeurs de marque, comme on le voit.

3° Au secrétaire de rédaction, aux rédacteurs ordinaires, aux correspondants des principales villes étrangères (seulement s'ils perçoivent un traitement fixe), aux correspondants qui reçoivent un traitement fixe directement du journal, aux correspondants et adjoints de l'intérieur qui reçoivent directement du journal un traitement ou une indemnité annuelle non inférieure à 4.000 liras, aux sténographes, aux reporters, aux collaborateurs prévus à l'article 2, et aux rédacteurs même s'ils ne sont que dessinateurs, une indemnité fixe égale à six mois de traitement.

Outre l'indemnité ci-dessus, il sera versé à tous les journalistes des susdites catégories, une indemnité égale à un mois de traitement par année ou par fraction d'année (sans qu'il puisse y avoir plus d'une fraction) de services effectivement prêtés.

Les appointements qui serviront de base à la liquidation sont les derniers, de quelque façon qu'ils soient constitués, augmentés des indemnités spéciales qui, étant perçues depuis six mois consécutifs au moins pour des fonctions journalistiques ayant un caractère de continuité, forment partie intégrante des appointements eux-mêmes y compris les participations éventuelles.

Pour les indemnités qui ne sont pas fixes, la base de la liquidation sera celle de la moyenne des indemnités perçues pendant les douze derniers mois ou fraction dans le cas où la première année de service n'est pas encore révolue.

L'indemnité liquidée devra être versée au plus tard dans les huit jours de la cessation du service.

L'impôt sur la richesse mobilière sera à la charge des éditeurs.

Le journaliste français qui prend connaissance de ces privilèges exorbitants croit rêver. Peut-être même n'est-

il pas loin de les trouver excessifs (1) et de se demander comment il peut se faire que des journaux italiens osent encore engager des rédacteurs et se forger ainsi des chaînes extrêmement pesantes.

Moins exigeantes, les associations françaises de presse ont borné leur effort à demander la reconnaissance « du mois par année ».

Beaucoup de maisons leur avaient donné satisfaction. M. BRACHARD cite copieusement des extraits de lettres provenant de directeurs ou d'administrateurs de journaux et qui, se basant sur la « coutume ou les usages de la profession », accordent ou promettent un mois d'appointements par année de service (2).

Mais vraiment la coutume existait-elle au sens juridique du mot (3)? Les associations professionnelles, qui l'affirmaient, proposèrent au Syndicat de la Presse parisienne, qui le niait, de soumettre le point à une commission arbitrale. L'offre fut déclinée et c'est dommage. M. BRACHARD se base sur ce refus pour avancer que

(1) L'article 23 prescrit « qu'en cas de décès du journaliste, l'éditeur du journal est tenu de verser immédiatement à ses héritiers testamentaires ou légitimes (fils et conjoint survivant ou, à défaut, cousins jusqu'au quatrième degré vivant à sa charge) une indemnité égale à celle du renvoi qui reviendrait au journaliste au jour de son décès. » Ici nous n'hésitons plus à parler d'excès car le fondement des indemnités (préjudice causé par la suppression d'un travail de nature spéciale) n'existe plus.

(2) P. 43 et suivantes. Sont cités en particulier des documents émanant de la direction des journaux : *La Presse*, *L'Ami du Peuple*, *L'Europe Nouvelle*, *Paris-Midi*, *L'Auto*, *Le Quotidien*, *Paris-Soir* et de l'Agence *Radio*.

(3) A ce propos, soulignons le grand intérêt que présenterait une étude d'ensemble sur la coutume en matière de journalisme.

l'usage était certain, car, s'il ne l'avait été, les directeurs n'auraient pas manqué l'occasion de le faire dire par des arbitres insoupçonnables. L'argument est ingénieux et non sans valeur. Pourtant un usage qui peut être nié par la moitié des intéressés n'apparaît pas comme définitivement adopté.

Quant à la jurisprudence, elle était contradictoire. Si maints jugements se prononçaient en faveur de la reconnaissance de l'usage, plusieurs arrêts étaient nettement négatifs (1). Et le seul fait qu'il fallut plaider presque à propos de chaque cas ne laisse pas de prouver la fragilité et la précarité de cette « coutume ».

Ajoutons enfin que si elle tendait à s'établir à Paris — c'est le moins que l'on puisse dire, — elle s'était beaucoup moins solidement introduite en province.

Dans ces conditions, un texte clair était souhaitable. Avant même les discussions auxquelles nous venons de faire allusion, on avait cherché à en rédiger un dans le contrat collectif de 1931. Le projet prévoyait le mois par année jusqu'à quinze ans de présence et une indemnité supplémentaire, fixée par un tribunal arbitral, pour les années de service dépassant la quinzième. C'est cette clause qui souleva l'opposition catégorique des associations patronales. Le contre-projet BAILBY proposa comme concession extrême un mois pour les trois premières années, un demi-mois pour les années comprises entre la quatrième et la quinzième et un supplément

(1) On trouvera des références dans le rapport BRACHARD, p. 47 et suivantes, et surtout dans la thèse de M. Louis-Marie BARC, p. 42 à 66. L'un et l'autre ont utilisé l'abondante documentation réunie par le Syndicat National.

éventuel, déterminé par les arbitres pour les années suivantes.

Les organisations de professionnels n'ayant pu accepter ces sacrifices, les relations furent rompues. Ce fut l'échec de la voie contractuelle.

La loi du 29 mars 1935 apporta enfin le texte attendu. Et la solution est pleinement conforme à celle du premier projet de contrat collectif (1) : un mois des derniers appointements par année de service jusqu'à quinze et un complément non fixe pour les années excédant la quinzième.

Il est indispensable de préciser dès l'abord que ces indemnités sont exigibles dans *tous* les cas où la résiliation provient de l'employeur et viennent s'ajouter aux garanties procurées par le délai de préavis.

L'équivoque, s'il y en avait une, pourrait naître de ce que la loi emploie le mot « congédiement ». Or la doctrine et la pratique distinguent la résiliation de la rupture injustifiée qui, lorsqu'elle provient de l'employeur, peut porter le nom de congédiement. Le salarié est protégé contre une rupture brusque par le délai-congé et contre la rupture injustifiée par des dommages-intérêts spéciaux. La loi du 19 juillet 1928 a clairement distingué les deux hypothèses dans l'article 23, alinéa 5, du livre I du Code du travail : « *Les dommages-intérêts qui peuvent être accordés pour une inobservation du délai-congé ne se confondent pas avec ceux auxquels peut donner lieu, d'autre*

(1) Toutefois, celui-ci, suivant un peu l'exemple italien, ajoutait des indemnités spéciales pour certaines catégories de rédacteurs (rédacteur en chef, chef de service, chef du secrétariat de la direction). Ces indemnités allaient de trois à six mois de traitement.

part, la résiliation abusive du contrat par la volonté d'une des parties contractantes. »

« Le mois par année » ne serait-il qu'une indemnité forfaitaire à verser dans le seul cas de résiliation abusive? Encore une fois, le législateur, en employant le terme de « congédiement », a permis qu'on pose la question. Mais la réponse ne saurait faire de doute : « le mois par année » est dû chaque fois que le journal a pris l'initiative de la résiliation du contrat, toute idée d'abus du droit étant écartée.

On en a des preuves multiples.

D'une part, les revendications journalistiques et les précédents sur lesquels elles s'étaient appuyées étaient indiscutablement dans ce sens. Le projet de contrat collectif qu'a entériné la loi le montrait d'ailleurs mieux que tout commentaire :

« Tout rédacteur congédié sans que l'on puisse lui imputer une faute grave ou des fautes répétées, que le Tribunal arbitral aura à apprécier en cas de désaccord, a droit à une indemnité indépendante du préavis.

« Le droit à indemnité a pour double fondement la contribution du rédacteur, durant un temps plus ou moins long, à la prospérité ou à l'éclat du journal, et le préjudice qui s'attache à un congédiement. » (Art. 26.)

D'autre part, le rapport BRACHARD, sans être explicite, ne fait à aucun moment, dans huit pages de développements sur ce sujet, intervenir l'idée de résiliation abusive. En fait, le mot congédiement y est pris comme synonyme de résiliation survenant du fait de l'employeur.

Enfin nous avons une dernière preuve — la meilleure.

Nous signalerons dans un appendice que les trois départements recouvrés n'ont pas adopté les délais de préavis de l'article 29 c) mais conservent ceux que le droit local accorde à tous les salariés. Dans son rapport au nom de la Commission de l'Alsace et de la Lorraine, M. Robert SCHUMAN a eu soin d'écrire : « Il est bien entendu que l'observation de ce préavis spécial ne fera d'aucune façon obstacle au droit à indemnité prévu par l'article 29 d) du Code du travail. En effet, l'*indemnité de licenciement* se calcule indépendamment du délai que l'employeur était tenu d'observer pour résilier le contrat.

M. SCHUMAN est un juriste et cela se voit aussitôt. Sa langue est précise.

Donc, tout journaliste licencié, sauf s'il a commis des fautes graves, percevra à titre d'indemnité une somme égale à autant de mois que ses services au journal auront duré d'années. Cela jusqu'à quinze années. Pour le surplus, un supplément sera attribué par une commission arbitrale.

Cette solution nous paraît équitable et sage dans sa modération. Elle apporte aux journalistes une sécurité dont ils avaient besoin, sans imposer aux journaux une charge écrasante.

Ainsi d'accord sur le fond, nous n'avons d'observations à présenter que sur trois points particuliers :

1^o La loi prévoit qu'une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour déterminer l'indemnité due, lorsque la durée des services du journaliste congédié excédera quinze ans.

Cette commission n'est pas définie et organisée avec une suffisante précision. Qu'est-il dit en effet ?

— que la commission comprendra deux arbitres désignés par les organisations professionnelles d'employeurs et deux par celles d'employés;

— que la présidence en reviendra à un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, de préférence de l'ordre judiciaire;

— qu'à défaut d'accord entre les arbitres pour le choix de ce président, il sera nommé par le président du tribunal civil;

— que ce dernier magistrat sera même chargé de désigner les arbitres si les organisations professionnelles, régulièrement mises en demeure, ont omis de les faire connaître;

— et que la décision rendue ne pourra être frappée d'appel.

Il s'ensuit qu'une commission sera constituée pour chaque cas particulier. On peut le regretter. Il eût mieux valu, sans doute, établir un organisme permanent, aussi peu contingent que possible, et apte à dégager petit à petit une jurisprudence qui fût devenue une coutume professionnelle. On y eût aussi gagné en rapidité.

Ou, plus simplement encore, pourquoi n'avoir pas donné compétence à la commission mixte départementale ou régionale chargée de fixer l'échelle des salaires minima? On eût de la sorte obtenu une juridiction locale fixe et évité les inconvénients de cette commission éphémère sans siège précis (1).

(1) A cet égard, des difficultés peuvent surgir quant au président du Tribunal civil compétent. Il n'est pas forcé, dans un arbitrage de cette nature, qu'il y ait un demandeur et un défendeur : les deux parties attendent qu'on dise l'indemnité due pour les années de service dépassant

Le plus grave inconvénient de cet émiettement des juridictions (Commission de la carte, Commission mixte, Commission arbitrale) est que, chacune ayant des attributions étroitement délimitées, aucune ne sera capable de s'élever jusqu'à devenir vraiment une juridiction corporative, « un Conseil supérieur du journalisme », si nécessaire pourtant pour régler tous les cas litigieux dont le statut n'a pu prévoir la résolution.

Pour revenir au fonctionnement de celle qui nous intéresse présentement, avouons la surprise que nous cause le droit laissé aux arbitres de choisir eux-mêmes, parmi les hauts fonctionnaires, en retraite ou *en activité*, un président. Il est bien dit, en effet, que le président du tribunal civil n'intervient qu'en cas de défaut d'accord. Ainsi n'importe quel magistrat, n'importe quel fonctionnaire peut se voir, un beau matin, sollicité de présider la Commission. Pourra-t-il accepter sans en référer à ses supérieurs hiérarchiques? Le système nous semble sans précédent. Il nous eût paru plus naturel que la présidence fût légalement confiée au président du Tribunal civil lui-même ou à un juge délégué, et désigné, par exemple, pour une année (1).

la quinzième. En pratique, on sera probablement amené à considérer le journaliste congédié comme demandeur par principe, ce qui attribuera compétence au tribunal du siège de la Société éditrice.

(1) La première commission arbitrale fut constituée à l'occasion du congédiement par le journal *L'Œuvre* de M. Robert DIEUDONNÉ attaché à la rédaction depuis 1916. Il fallut six mois pour la mettre sur pied. Elle aboutit à un échec, *L'Œuvre* et le Syndicat de la Presse parisienne ayant contesté la qualité de journaliste pour la raison que l'article quotidien qu'il donnait en première page relevait de la chronique rédigée en pleine indépendance sans qu'existe « un lien de subordination » entre l'auteur et le journal.

2° L'avant-dernier paragraphe de l'article 29 *d*) s'occupe du cas où le congédiement a été causé par une faute grave ou par des fautes répétées du journaliste. Il est trop évident qu'un journal ne saurait être tenu aux mêmes obligations vis-à-vis d'un rédacteur dont la nonchalance ou la mauvaise volonté ou l'inintelligence lui a causé des déboires et des ennuis, que vis-à-vis d'un collaborateur qui lui a donné satisfaction et l'a servi efficacement. C'est pourquoi la loi a bien fait de stipuler qu'en cas de fautes professionnelles les indemnités seraient réduites, voire même supprimées. Depuis longtemps déjà, la jurisprudence a précisé ce qu'il fallait entendre par faute. Elle a retenu les irrégularités, les actes d'indiscipline, les absences, les voies de fait. Le statut n'ajoute rien en la matière (1).

Mais nous ne pouvons résister au désir de montrer un nouvel exemple de son imperfection rédactionnelle. A le prendre au pied de la lettre, la réduction ou la suppression des indemnités en cas de fautes ne serait possible qu'à propos de journalistes ayant plus de quinze ans d'ancienneté. En effet, l'organe compétent pour prononcer ces sanctions est la Commission arbitrale. Or, formellement, la loi ne prévoit son existence que « lorsque la durée des services excède quinze années ». Interprété littéralement, le texte ne permet pas d'atteindre un journaliste renvoyé au bout de dix ans pour une faute caractérisée...

Il va de soi que la pensée des législateurs est toute autre. Ils ont voulu faire intervenir l'arbitrage chaque fois qu'il y a doute sur le *quantum* des indemnités dues,

(1) Voir BARC, *op. cit.* p. 74 et suiv.

c'est-à-dire soit lorsque le contrat de travail durait depuis plus de quinze ans, soit lorsque, sans condition de durée, il est rompu par la direction du journal à l'occasion de faits répréhensibles commis par l'employé. Mais décidément les législateurs actuels ont bien de la peine à exprimer leur pensée (1)...

(1) Nous venions d'écrire ces lignes quand nous avons pris connaissance d'un conflit survenu à Tours à propos de ce paragraphe 5 de l'article 29 d).

Un journal ayant congédié pour faute grave, un rédacteur qu'il occupait depuis trois ans, refusa de déclarer compétente la Commission arbitrale constituée, celle-ci ne pouvant, selon lui, être réunie qu'à l'occasion du congédiement de collaborateurs comptant plus de quinze ans d'ancienneté.

Le syndicat national des journalistes s'émut. (Voir *Le Journaliste*, janvier 1936, n° 109, p. 6 et 7). Il sollicita de M. GRUNBAUM-BALLIN, conseiller d'État, une consultation dont nous détachons ce passage essentiel : *Le sens littéral de l'avant-dernier alinéa de l'article 29 d condamne une pareille thèse. Puisqu'il s'agit de « réduire une indemnité, c'est donc qu'elle a été préalablement fixée, ou comme dit le texte, « ci-dessus prévue ». On ne peut réduire une indemnité qui n'a pas encore été fixée. C'est donc précisément dans tous les cas de congédiement d'un journaliste ayant moins de quinze années de services que doit s'opérer, le cas échéant, « la réduction » par la Commission arbitrale, de l'indemnité d'un mois par année.*

M. BOURDON demanda également l'avis de M. Émile BRACHARD qui lui écrivait : *C'est interpréter trop étroitement la pensée du législateur que de rapporter cet alinéa au seul cas où la durée des services excède quinze ans. On ne comprendrait du reste pas pourquoi la faute professionnelle ne serait retenue, appréciée, jugée que dans un cas, celui des services de longue durée.*

Ces autorités ont raison de plaider en bon sens. Mais la rédaction demeure insoutenable. Et si M. BRACHARD continue à être consulté chaque fois que l'on voudra savoir ce que la loi veut dire, il n'a pas fini d'écrire des lettres.

En ce qui concerne l'affaire de Tours, les délégués patronaux ayant voté l'incompétence, les journalistes la compétence et le magistrat président s'étant...abstenu, la Commission se sépara avant d'avoir siégé. Preuve qu'un texte bien fait eût mieux valu qu'un commentaire du rapporteur!

3^o Qu'est cette inélégance à côté de la carence qu'il nous faut maintenant signaler?

La plupart des journaux ont adhéré à la Caisse générale des Retraites de la Presse française ou à un autre organisme similaire. Moyennant le paiement par eux d'une somme égale à 5 % du salaire, pourcentage qui vient s'ajouter à un versement de même importance fait par les rédacteurs, ils aident ceux-ci à se constituer une retraite exigible à soixante ans d'âge et trente ans de service.

L'effort accompli de la sorte par les entreprises ne doit pas être sous-estimé, d'autant plus qu'il s'ajoute volontairement à tous ceux que la loi impose. Il contribue à stabiliser la profession, et en même temps à la rajeunir puisque les anciens peuvent la quitter sans inquiétude pour leur existence matérielle.

Et voici la question qui se pose d'une manière très pratique et que la loi du 29 mars n'a pas traitée : un journal qui a, spontanément, effectué pendant les années voulues les versements destinés à constituer une retraite à un de ses collaborateurs, est-il tenu, s'il congédie ce collaborateur, une fois ouvert le droit à la retraite, de lui payer les indemnités prévues par l'article 29 d)?

Dans le silence du texte, la réponse est sans doute affirmative. Et c'est extrêmement grave.

Prenons des chiffres — des chiffres moyens, en tout cas des chiffres possibles. Soit un rédacteur, âgé de soixante-cinq ans, attaché à son journal depuis trente ans, et touchant 3.000 francs par mois.

Il perçoit la retraite acquise par ses sacrifices et ceux du journal conjoints. Et il la cumule avec son traite-

ment d'activité. Personne ne s'en plaint : il a ainsi une jolie fin de carrière.

Mais l'âge commence à se faire sentir. A la salle de rédaction, où tout le monde l'entoure d'un affectueux respect, il paraît moins que par le passé. Ses rhumatismes le gênent et tous les hivers il est arrêté plusieurs semaines. On hésite maintenant à le faire sortir en soirée. On le ménage en pensant que bientôt il se retirera et qu'il est un fidèle serviteur qui a droit à des égards.

Mais non, il reste. La direction se rend compte qu'il occupe la place d'un jeune sans rendre tous les services qu'on pourrait exiger de celui-ci. Elle se décide — avec toutes sortes de formes — à le congédier.

Coût : quinze mois à 3.000 francs, soit 45.000 francs. Plus une indemnité à déterminer pour les quinze années suivantes et qui, vraisemblablement, ne serait pas inférieure à la moitié de la précédente. Au total, de 65.000 à 70.000 francs (1)!

Ainsi le journal, après avoir constitué une retraite doit encore verser un pécule.

Cette solution est excessivement dure. Si elle était maintenue, force serait aux administrateurs de faire figurer à leur passif, chaque année, une somme égale à un treizième mois de salaires pour tous leurs rédacteurs, puisque chacun est susceptible de devenir créancier de cette somme. Ceci alourdirait étrangement des bilans

(1) On trouvera l'ancienneté (trente ans) peut être exceptionnelle. Elle se trouve pourtant. En tout cas le taux du traitement est très moyen. N'oublions pas que le salaire *minimum* d'un rédacteur en chef a été fixé par la commission mixte de la Seine à 5.000 francs. Ce minimum n'est évidemment pas un traitement de fin de carrière. Or l'indemnité se calcule sur le montant des « derniers appointements ».

déjà peu brillants dans l'ensemble. Et il n'est pas dit que le fisc admettrait volontiers la chose.

Une autre conséquence serait la suppression, presque fatale, des caisses de retraites. Obligés de constituer un pécule, les journaux n'hésiteront pas à renoncer à assurer une retraite. Nul ne pourra le leur reprocher. Et les journalistes, en fin de compte, y perdront, au moins en sécurité.

Ici donc un amendement s'impose tant dans l'intérêt des journaux que dans celui des rédacteurs. A défaut d'un amendement législatif, on pourrait chercher un accord syndical dont les grandes lignes, à notre avis, devraient être les suivantes :

— obligation pour tous les journaux d'adhérer à une caisse de retraites et d'effectuer les versements afférents ;

— renonciation, de la part des journalistes, au cumul de la retraite et des indemnités de congédiement ;

— obligation pour les journaux de compléter la retraite assurée par la caisse dans une mesure variable selon l'ancienneté du retraité.

La retraite entière s'élevant, en principe, à 40 % de la moyenne des salaires qui ont fait l'objet de retenues, les journaux pourraient ajouter, par exemple, 1 % par année de services rendus (1). L'avantage pour les rédacteurs serait sensible et constant. Quant aux journaux, ils seraient déchargés du risque de devoir payer, à très brefs délais, des dizaines et des dizaines de milliers de

(1) Il va sans dire que seul le journal auquel collaborerait, au moment de sa mise à la retraite, le rédacteur aurait à verser ce complément de pension. Les autres en effet se seraient libérés de toutes charges par le paiement des indemnités de congédiement.

francs, ce qui ne serait pas sans apporter à leur trésorerie une gêne trop évidente.

Simple suggestion. Nous ne tenons qu'à son esprit, non à ses modalités. Cette question, d'une gravité indiscutable pour l'avenir des caisses de retraites comme pour celui des entreprises de presse, ne peut être résolue que « par une bonne volonté commune agissante décidée à concilier les intérêts certains de la profession et ceux respectables des professionnels » (1).

SECTION II

Indemnités dues en cas de résiliation des contrats provenant du fait de l'employé.

Les dispositions de l'article précédent sont applicables dans le cas où la résolution du contrat survient par le fait de l'une des personnes employées dans une entreprise de journal ou périodique dont fait mention l'article 29 b), lorsque cette résiliation est motivée par l'une des circonstances ci-après :

- 1° Cession du journal ou du périodique ;*
- 2° Cessation de la publication du journal ou périodique pour quelque cause que ce soit ;*

(1) Le statut italien admet le cumul de la retraite et des indemnités de congédiement. A soixante ans, le journaliste de la péninsule a droit à la retraite assurée par l'*Istituto Nazionale di Previdenza di Giornalisti italiani*. Il peut en outre ou continuer à remplir ses fonctions et à percevoir le traitement qu'elles comportent, ou réclamer la résolution de son contrat « et le paiement de tout ce qui lui est dû sur la base de l'article 17 ». (Art. 22.) Et cependant, il n'y a pas ici congédiement, puisque c'est le journaliste qui demande la résiliation.

Ajoutons que les journaux sont tenus de contribuer à la constitution de la retraite par un versement égal à 3 % du salaire.

... On reste émerveillé que la poule aux œufs d'or que paraît être le journalisme transalpin résiste à une pareille surproduction.

3º Changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation, ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux.

Dans les cas prévus à l'alinéa 3º ci-dessus, la personne qui rompt le contrat n'est point tenue d'observer la durée de préavis prévue à l'article 29 c).

(Art. 29 e.)

Il était juste, nous l'avons dit, que les journaux soient astreints à payer aux rédacteurs qu'ils licencient une équitable indemnité. Par contre, il paraît normal que rien ne soit dû par eux à leurs employés qui les quittent volontairement.

En effet, tel est bien le principe admis : lorsque la résiliation du contrat provient du fait de l'employé, aucune indemnité n'est exigible par ce dernier.

Pourtant, la loi de 1935 fait à cette règle trois exceptions. Ou, pour mieux dire, elle assimile au congédiement la cession du journal, la cessation de sa publication et la modification de son caractère. Elle accorde donc dans ces trois cas les indemnités prévues pour le congédiement.

1. CESSION. — La première assimilation est, pour le moins, discutable. La cession d'un journal ou d'un périodique peut avoir de multiples causes, parfaitement licites, et sans influence sur la situation matérielle et morale des rédacteurs. Que le nouveau propriétaire soit contraint de reconnaître aux journalistes les droits acquis, voilà qui est légitime et utile. Car ceux-ci ne doivent pas souffrir d'une mutation à laquelle ils sont étrangers.

C'était à peu près la solution retenue par le projet de contrat collectif de 1931 dont l'article 29 était rédigé en ces termes : « Si le journal disparaît, s'il change de *propriétaire* ou de directeur, et *que celui-ci résilie le contrat d'un ou de plusieurs rédacteurs, les indemnités stipulées par l'article 26* (le mois par année) sont dues. En cas de changement de propriétaire, le *rédacteur qui n'est pas maintenu dans sa situation* a recours, pour le règlement de ses droits acquis, contre le nouveau propriétaire, même si l'acte de cession n'a pas prévu cette obligation. »

Mais la loi nouvelle ne se contente pas de ces précisions. Elle ouvre le droit à indemnité à l'employé qui résilie son contrat pour ce seul fait que le journal a changé de mains et même si ce changement n'a pas affecté sa propre position. Ainsi une personne qui se serait rendue acquéreur d'un organe dont le succès était fait par la collaboration attitrée d'un journaliste de talent, n'est pas seulement exposée à voir celui-ci la quitter. Elle risque en outre de se voir réclamer par lui une somme considérable. Il doit y avoir à ce droit une justification : nous ne la voyons pas (1).

Par ailleurs, il n'est pas toujours aisé de savoir s'il y a eu ou s'il n'y a pas eu cession. Le bruit court parfois qu'un groupe financier ou qu'une personnalité politique a acheté tel ou tel journal, grand ou petit. Bien souvent les rédacteurs eux-mêmes ne savent rien de plus que le

(1) Faut-il ajouter que l'article 23, alinéa 7, du livre I du Code du Travail précise que les contrats de travail en cours subsistent en cas de cession de l'entreprise? Pourquoi avoir fait ici exception à ce principe?

public, ignorants qu'ils sont des mystères de l'administration. Comment faire la preuve?

Pour nous, la cession d'un journal ne causant, en principe, aucun préjudice à ceux qui y collaborent devrait, en principe toujours, ne leur ouvrir aucun droit spécial (1).

2. CESSATION. — Par contre, l'arrêt de la publication d'un périodique crée pour les rédacteurs une situation identique au congédiement : ils sont privés de leur travail et le contrat est rompu sans qu'ils y soient pour quelque chose. Le paiement des indemnités est donc de droit. C'est par erreur que l'article 29 e) voit là un cas « où la résiliation du contrat survient par le fait des personnes employées dans une entreprise de journal ou périodique ».

L'indemnité est due quelle que soit la cause de la cessation : disparition volontaire, absorption, liquidation judiciaire, faillite (2).

Mais quelle est la qualité de la créance dont sont titulaires les journalistes? Aucun doute ne paraît possible : c'est une créance ordinaire.

(1) C'est la solution italienne. Article 20 du contrat collectif : « Dans le cas de changement de la propriété du journal, les droits acquis des journalistes doivent être reconnus par le nouveau propriétaire. La reconnaissance n'implique pas le droit d'obtenir la liquidation, sauf dans les cas traités dans l'article précédent. » (L'article précédent est relatif à la « clause de conscience ».)

(2) Pourtant, il faut, croyons-nous, réserver le cas où la cessation est due à la force majeure. Les principes poussent à admettre que si l'impossibilité de subsister est « absolue, matérielle, imprévisible, irrésistible et externe au débiteur », le journal est déchargé de l'obligation de payer les indemnités. Mais, au sens où l'admet la jurisprudence, la force majeure est rarissime.

En effet, la loi du 17 juin 1919 ne saurait trouver ici son application, Elle n'accorde de privilège (C. civ., art. 2101, 4^o) que pour les « *appointements* de tous ceux qui louent leurs services, pour les six derniers mois ». Son article 2, devenu l'article 549 c. Com., ne permet pas non plus une autre interprétation : « Le salaire acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur ainsi qu'aux artistes dramatiques et autres personnes employées dans les entreprises de spectacles publics, et les sommes dues à tous ceux qui louent leurs services pendant les six mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire, la faillite ou la déconfiture sont admis au même rang que le privilège établi par l'article 2101 du Code civil pour les gens de service. » Il ne s'agit donc bien que des salaires échus. Or les indemnités dues en vertu de la loi du 29 mars 1935 n'ont pas le caractère de salaires, mais de dommages-intérêts.

En cas de faillite de leur maison, les journalistes sont donc créanciers privilégiés pour les salaires qui pourraient leur être dus depuis six mois et créanciers chirographaires pour les indemnités dues en vertu de l'article 29 e) du Code du travail (1).

(1) Il se peut qu'un journal cessant de paraître par suite de difficultés matérielles sans être toutefois en état de faillite y soit entraîné par les indemnités qu'il aurait à payer à ses rédacteurs. Le projet de contrat collectif, prévoyant ce cas, le résolvait ainsi (art. 29) : « Il appartiendra alors au tribunal arbitral de reporter les indemnités, de les réduire ou même de les supprimer. Mais si la faillite venait néanmoins à être déclarée, les indemnités stipulées à l'article 26 seraient acquises de plein droit, quelle qu'ait été la décision arbitrale... De même ces indemnités devraient être versées s'il était établi que le journal reparait, d'accord avec l'ancienne direction, sans avoir appelé le rédacteur à y rentrer dans les conditions anciennes. »

3. « LA CLAUSE DE CONSCIENCE ». — A plusieurs reprises déjà, nous avons fait allusion à la haute importance et à l'opportunité des dispositions prises par la loi pour défendre la dignité des journalistes contre les changements d'attitude qui leur seraient imposés. Un homme ne peut, sans s'amoindrir, souffler le chaud et le froid, dire blanc puis noir. Or il est arrivé qu'un journal, d'abord farouchement attaché à une politique ou à un homme, ait fait un volte-face plus ou moins brusque et plus ou moins explicable. Mystère des conversions... Mais certains arguments peuvent toucher les maîtres d'un journal et ne point convaincre ceux qui tiennent la plume et se sont engagés personnellement et moralement en signant de leur nom des articles qu'on leur demande de contredire.

Que ce changement d'opinion provienne du changement de propriétaire ou de « l'évolution » du propriétaire, il pose pour le rédacteur, suffisamment convaincu pour ne pas soutenir ce qu'il réprouve, un véritable cas de conscience.

Jusqu'en 1935, il ne pouvait le résoudre qu'en se retirant. Ce qui l'honorait mais lui nuisait gravement. Car l'inconnu s'ouvrait devant lui. Et c'est pourquoi plus d'un, ayant à choisir entre leurs convictions et leurs intérêts les plus légitimes, durent, malgré qu'ils en eussent, sacrifier les premières. Qui pourrait les en blâmer ? *Primum vivere*. Mais c'est ainsi qu'on avilit une profession.

Il était donc souhaitable, tant pour celle-ci que pour ceux qui s'y livrent, qu'on réformât un état de fait aussi déplorable. L'introduction en faveur des journa-

listes de « la clause de conscience » est, de ce chef, un des progrès les plus heureux et aussi l'un des plus logiques, à marquer à l'actif du récent statut.

Logique sans aucun doute. Un journaliste a loué ses services en tenant compte des conditions qui lui étaient offertes. Parmi ces conditions, il fallait faire rentrer certaines positions morales, politiques, religieuses. Si lui-même ne se fût pas engagé à les respecter et à les servir, on ne l'eût pas accepté. Or voici qu'on les renie pour en adopter d'autres. Les conditions ont changé unilatéralement. C'en est assez pour admettre qu'il y a une véritable rupture ou, si l'on préfère, une violation du contrat, et donc ouverture, au profit de l'employé, du droit à toutes les indemnités de congédiement (1).

Matériellement la rupture provient du journaliste qui ne veut pas s'incliner devant une lâcheté. Moralement elle est l'œuvre du journal qui invite à cette lâcheté.

Insistant sur cette évidence, les auteurs de la proposition GUERNUT ont cité l'opinion compétente de M. GRUNEBaum-BALLIN, conseiller d'État :

« La notion du *droit moral* qui depuis un demi-siècle a pris, grâce à la jurisprudence et à la doctrine, une si grande place dans la matière du droit d'auteur, qui a été solennellement consacrée dans l'article 6 *bis* de la convention de l'Union de Berne, révisée à Rome le 2 juin 1928, n'appartient pas, en réalité, spécifiquement au

(1) Si le changement d'attitude était imputable au journaliste, il pourrait y avoir faute de sa part, préjudice pour le journal et congédiement sans indemnité. Or, si ce changement est reprochable quand il vient de l'employé, n'est-il pas juste qu'il le soit aussi quand il vient de l'employeur?

domaine du droit d'auteur. Ce ne sont pas seulement ces travailleurs formant une catégorie spéciale que l'on dénomme les auteurs, c'est-à-dire les créateurs d'œuvres littéraires et artistiques, ce sont tous les travailleurs qui peuvent avoir, le cas échéant, l'occasion d'invoquer, dans leurs rapports contractuels avec leurs employeurs, des intérêts moraux, un droit moral. Au cours de l'exécution d'un contrat de louage de services, tout travailleur peut se trouver dans le cas d'exiger la rupture ou la suspension d'une convention dont l'exécution apparaîtrait comme nettement contraire à son honneur, à sa réputation, à sa dignité, à sa conscience morale (1). »

L'introduction de cette notion nouvelle du droit moral est un fait important qu'on ne peut qu'applaudir à une époque où la morale, trop peu respectée pour elle-même, a de plus en plus besoin de la sanction des lois. Et nul ne pourra protester, car protester ici serait avouer qu'on nourrit de noirs desseins...

Mais jusqu'où s'étend ce droit moral? L'article 29 e), 3^o, lui donne un large champ d'application. Il interviendra à deux conditions :

— qu'il y ait changement *notable* dans le caractère ou l'orientation de l'organe;

— que ce changement nuise aux intérêts moraux de l'employé.

(1) Disons cependant que M. GRUNEBaum-BALLIN nous paraît excessif. Il cite avec faveur une grève déclanchée par des typographes qui refusèrent d'imprimer un article hostile à des théories sociales qui leur étaient chères. Or, des typographes ont loué leurs services pour imprimer et non pour délivrer des *imprimatur*. Personne ne songera jamais à les tenir pour responsables de ce qu'ils composent. Leur honneur n'est donc pas engagé.

Soient deux éléments d'appréciation dont la rencontre est nécessaire pour qu'il y ait jeu de la clause de conscience.

Il appartiendra à la jurisprudence de déterminer d'abord ce qu'est un changement notable de caractère ou d'orientation. Que *Le Temps* devienne léger, que *Le Jour* soutienne Léon BLUM, que *La République* villipende M. CAILLAUX, que *L'Économiste Français* prône l'étatisme ou que *L'Œuvre* devienne conformiste, il n'y a pas lieu à discussion. Mais les demi-tours de pied ferme sont rares, plus que les évolutions subtiles et progressives. Où commence la « notabilité »?

Par ailleurs, est-il nécessaire que le changement soit général et affecte l'ensemble du journal, ou suffit-il qu'il se manifeste dans une rubrique déterminée et atteigne la conscience d'un seul? La loi, d'accord avec le sens commun, invite à la seconde réponse. A la réflexion, en effet, il peut arriver qu'un journaliste soit amené à réclamer la résiliation de son contrat et le paiement des indemnités, sans que ses confrères du même organe aient des droits identiques. Des deux éléments distingués précédemment, le second est, à nos yeux, le plus important puisque, s'il y a changement dans l'attitude du journal sans que cela porte atteinte à l'honneur des collaborateurs, ceux-ci ne peuvent rien réclamer. Or, ce second élément est essentiellement personnel : l'honneur, la réputation, les intérêts moraux ne se pèsent ni ne se mesurent d'après un étalon fixe. Selon la situation occupée au journal, la fonction remplie, la notoriété acquise, la part prise à une campagne qui soudain avorte, l'honneur peut être ou ne pas être en

jeu. Une modification de la ligne de conduite sur un point précis peut « découvrir » celui qui soutenait antérieurement ce point et lui seul. N'appliquer, en fait, cette législation qu'aux cas où tous les rédacteurs d'un journal se trouveraient lésés dans leurs intérêts moraux serait la restreindre d'une manière désastreuse. Le *droit moral* est un droit plus que tout autre individuel et, par le fait, susceptible d'applications individuelles (1).

Il reste d'ailleurs à analyser cette notion d'une manière pratique, à former peu à peu une jurisprudence dont l'intérêt dépassera de beaucoup celui, pécuniaire, qu'en retireront personnellement les journalistes. On devine les discussions ardentes, les controverses véhémentes que ne manquera pas de soulever cette matière neuve. Une question se pose alors : quelle sera la juridiction compétente pour les trancher ?

Aucune hésitation n'est à cet égard possible. C'est au tribunal civil, juridiction de droit commun, qu'en l'absence d'une dérogation expresse, il appartiendra de se prononcer sur l'existence et la violation du droit moral (2).

(1) Le contrat italien ne laisse exister aucune équivoque sur ce caractère individuel du droit. Il suffit de lire l'article 19 : « Le journaliste auquel, par suite d'une mutation de propriété ou pour quelque autre cause dépendant de l'éditeur, est faite une situation évidemment incompatible avec sa dignité ou avec sa personnalité politique ou professionnelle a le droit d'obtenir la résolution du contrat avec le paiement des indemnités. »

(2) Le projet de contrat collectif de 1931, qui reconnaissait la « clause de conscience », donnait compétence pour son application comme pour celle de toutes les autres clauses, à une commission arbitrale, régionale, avec appel devant une commission nationale. La loi n'a pas reconnu cet organisme et a évité de créer une nouvelle juridiction d'exception.

Il ne faut pas se dissimuler que cela réserve de singuliers procès. Peut-être est-il permis d'en attendre une amélioration de l'état moral de la Presse, la crainte d'audiences scandaleuses pouvant amener certains à une prudence qui serait une honnêteté forcée...

Le seul inconvénient de cette procédure est sa durée. Avec toutes les ressources qu'offrent le double degré de juridiction et le pourvoi en cassation — sans parler des remises — elle risque de faire attendre fort longtemps son dû au journaliste demandeur (1).

Mais l'essentiel est acquis. Dorénavant, un rédacteur ne sera plus mis dans l'alternative de continuer une collaboration déshonorante ou de quitter sans indemnité un emploi qu'il avait loyalement rempli. Il reçoit même de la loi le droit d'interrompre du jour au lendemain son travail sans respecter les préavis obligatoires dans les tous les autres cas.

*
* *

Il ne nous reste plus qu'à signaler l'existence dans le statut, que nous aurons ainsi achevé de passer en revue, d'un article 29 h) dont voici la teneur :

Toutes conventions contraires aux dispositions de la présente section sont nulles et de nul effet.

Cet article se suffit à lui-même et n'appelle pas de commentaires. Tout au plus une remarque sur la place

(1) Dans l'hypothèse où le journaliste, ayant obtenu gain de cause au civil, comptera plus de quinze ans d'ancienneté, la commission arbitrale devra être saisie pour fixer le montant des indemnités supplémentaires aux quinze mois « automatiques ».

— cocasse, il n'y a pas d'autre mot qui convienne — qu'il occupe dans la loi.

Expressément, il s'applique à toutes les dispositions contenues dans la Section III du titre II du livre I du Code du travail, c'est-à-dire aux articles 29 *b*) à 29 *j*). Or il est sans précédent, du moins nous l'espérons, que l'interdiction de toute clause contraire figure ailleurs qu'à la fin de l'énumération des clauses obligées. Comment expliquer qu'il en soit autrement ici et qu'au lieu de conclure la Section, cette interdiction ait été intercalée entre les articles qu'elle vise également?

L'explication, on l'a peut-être déjà devinée. On sait que le texte établi par la Commission du Travail et adopté par les Chambres était un remaniement de la proposition GUERNUT. Celle-ci comprenait en particulier un article 3 qui créait les articles 42 *a*) à 42 *d*) du Code du travail, formant une section nouvelle au chapitre I du titre III. Et l'article 42 *d*) — le dernier de cette section — prohibait les conventions contraires. Mais de dix articles qu'elle comportait à l'origine, la proposition GUERNUT s'est trouvée finalement ramenée à trois. Il a fallu pour arriver à ce résultat la condenser. En pratique, des numéros ont été supprimés sans que le contenu ait été révisé : on s'est contenté de juxtaposer, d'où des malfaçons comme celle que nous rencontrons ici et qui dépasse vraiment toutes les bornes (1).

(1) Le résultat imprévu, et satisfaisant, de cette énormité, est d'étendre la prohibition des clauses contraires à toute la matière du statut, alors que, dans la proposition GUERNUT, n'étaient visées que quelques dispositions secondaires.

CONCLUSION

Chemin faisant, nous ne nous sommes pas fait faute de critiquer les imperfections, les insuffisances, les excès et les incohérences de la loi que nous nous étions proposé d'analyser.

On se tromperait fort si l'on voulait voir dans cette attitude l'effet d'une hostilité de principe. Loin de la ressentir, nous n'avons souligné ces travers qu'avec le regret de les découvrir là où nous aurions voulu trouver un code professionnel sans défaillance (1).

La perfection n'est pas, il est vrai, de ce monde. Et c'est heureux déjà d'avoir un statut qui, malgré ses lacunes, apporte une indiscutable sécurité et de substantiels avantages à une catégorie professionnelle qui restait exposée à tous les aléas d'une coutume mal définie.

Aussi, plutôt que d'insister encore sur de faciles récriminations, voudrions-nous, en ces lignes terminales, indiquer le sens dans lequel il convient maintenant de porter l'effort. Car il faudra remettre cette loi sur le chantier. Elle appelle amendements et compléments. Ils néces-

(1) Cette sévérité avait aussi un autre but : celle de souligner les difficultés que rencontre le Parlement lorsqu'il veut légiférer en matière professionnelle. Or, il le fera de plus en plus. N'est-il pas sur le point de créer la carte des ouvriers boulangers? Après le pain de l'esprit, celui du corps. On voudrait le voir devenu plus prudent et plus réfléchi...

siteront sans doute l'intervention des Chambres, mais plus encore la volonté des journalistes, de qui dépendra, en définitive, l'organisation vraie, vivante, adaptée aux besoins réels de la profession. Leur action possède maintenant une base de départ. Il reste, par un patient et constant travail de collaboration, de conciliation, de compréhension, à lui donner son extension logique et sa pleine efficacité.

À lire la loi de 1935, on est frappé d'une évidence : à la « clause de conscience » près, elle n'envisage que l'aspect matériel de la profession journalistique. Il n'est pourtant pas l'aspect essentiel.

Lorsqu'en juillet 1918, à sa fondation, le Syndicat National voulut définir le journaliste, il le fit en ces termes :

Un journaliste digne de ce nom prend la responsabilité de tous ses écrits, même anonymes, tient la calomnie, la diffamation et les accusations sans preuves pour les plus graves fautes professionnelles, n'accepte que des missions compatibles avec sa dignité professionnelle, s'interdit d'invoquer un titre ou une qualité imaginaire pour obtenir une information, ne touche pas d'argent dans un service public ou dans une entreprise privée où sa qualité de journaliste, ses influences, ses relations seraient susceptibles d'être exploitées, ne signe pas de son nom des articles de pure réclame commerciale ou financière, ne commet aucun plagiat, ne sollicite pas la place d'un confrère ni ne provoque son renvoi en offrant de travailler à des conditions inférieures, garde le secret professionnel, n'abuse jamais de la liberté de la presse dans une intention intéressée.

Cette haute définition continue de figurer en tête de

chaque numéro de l'organe syndical. Elle est, dans sa brièveté comme une charte, souvent, hélas ! mal respectée. Le but d'un statut devrait être de la sanctionner, d'en imposer le respect. Celui qu'ont voté les Chambres ne l'a point tenté. C'est dire ce qu'il reste à faire : un Ordre.

Le mot a eu son époque de vogue. Certains voudraient l'abandonner sous le vain prétexte que la chose est acquise grâce à la carte d'identité. Nous avons précédemment montré à quel point ils se trompent. Aucun moyen n'existe, à l'heure actuelle, d'éliminer les éléments douteux, besogneux, incapables. Et les maîtres-chanteurs eux-mêmes, à la condition que le journalisme soit vraiment leur profession principale, régulière et rétribuée, ont juridiquement droit à la carte : c'est la preuve, si l'on nous permet d'employer une formule dont nous avons usé déjà, que la carte tend moins à moraliser la corporation qu'à la professionnaliser.

L'œuvre de demain consistera à garantir le statut moral, la dignité, la discipline intérieure de la profession.

M. L.-A. PAGÈS, insistant sur la redoutable responsabilité des journalistes, disait naguère :

« Ils orientent l'esprit public ; ils peuvent le former ou le déformer ; que dis-je ? ils le créent parfois, dans les régions où il n'existe pas. A des millions d'exemplaires, ils lancent chaque matin ou chaque soir des idées, des suggestions, des informations plus ou moins tendancieuses, des excitations ou des apaisements ; ils alimentent ou ils éteignent les passions de la multitude. Ils sont des animateurs de l'union ou de la discorde, beaucoup

plus que les avocats, les avoués, les notaires ou les agents de change.

« Songez simplement à tout le mal international ou national, politique ou économique, public ou privé que peut déclancher une fausse nouvelle ! La presse est devenue une force inouïe de suggestion et de bouleversement. Dans la multitude, chaque individu ne lit qu'un journal ; c'est l'élite qui en lit plusieurs et peut rectifier, équilibrer, faire une moyenne. Donc, la multitude, qui commande par la loi du nombre, peut déchaîner une révolution ou une guerre sur une fausse nouvelle. Autrefois, les chancelleries provocatrices fabriquaient secrètement des dépêches d'Ems : aujourd'hui, c'est des agences et des journaux que ces télégrammes peuvent sortir, et mettre à feu et à sang un continent entier...

« Qui dira la faiblesse réelle du lecteur devant la force du journal ? Il proteste, il se met en colère ou il sourit d'un air sceptique... Vaines attitudes ! Au fond il est notre prisonnier, cet homme de la rue, parce qu'il s'est créé à lui-même un intense, un incoercible besoin d'information. Quelle responsabilité est la nôtre, et de quelle rigueur devrait être le code de nos obligations ! Je crois, avec Wladimir D'ORMESSON, que la question de l'organisation morale, de la dignité intégrale de la presse, liée à celle de l'utilisation de la T. S. F., *est peut-être la plus importante que la société moderne ait à considérer en face (1).* »

A cette question, ce n'est pas, ce ne peut pas être les

(1) Réunion du Syndicat de la Presse hebdomadaire française. *Le Courrier de la IV^e République*, 21 avril 1935. Les derniers mots sont soulignés dans le texte.

pouvoirs publics qui donneront réponse. Ils sont incapables de fixer avec une suffisante souplesse les règles de la morale professionnelle. Ils sont exposés à faire trop ou trop peu. L'une et l'autre alternative sont également fâcheuses.

Et puisqu'il existe une « déontologie » pour les avocats et pour les médecins, que son observation par les premiers est garantie par un ordre et qu'il en sera sans doute bientôt de même pour les seconds, faut-il tarder davantage à organiser sur ce modèle les journalistes?

Nous ne voulons point ici dessiner dans le détail la construction que nous envisageons. Traçons-en pourtant les grandes lignes.

Un ordre, c'est essentiellement deux choses : un organe d'éducation et une juridiction.

Organe d'éducation d'abord. Chaque métier demande un apprentissage. Il serait heureux que les journalistes débutants accomplissent, sous la surveillance et avec l'aide d'un conseil d'anciens, un stage où ils apprendraient moins la technique de la profession — cela reste surtout du ressort de chaque maison — que ses principes : respect de soi-même, respect de son journal, respect de ses lecteurs, respect de la vérité.

Juridiction aussi. Car l'infraction reste possible. Elle l'est moins d'ailleurs lorsqu'elle a toute chance d'être réprimée. Et elle ne peut l'être efficacement que par un tribunal corporatif qui juge du moral et non du pénal (1).

(1) M. L.-A. PAGÈS citait, en 1934, un cas tout à fait typique (*Bulletin de la Corporation des Publicistes chrétiens*, mai 1934, p. 13) :

« ... Il y a moins d'une semaine, les journaux signalaient une sorte d'ubiquité de l'inspecteur BONY entre Saint-Raphaël et Menton. L'on

Par là, bien des problèmes auxquels se heurtent maladroitement le législateur, pris entre le désir de respecter la liberté de la presse et celui de réprimer certains usages qui en sont faits, pourraient trouver leur solution. Ne voit-on pas, par exemple, le Conseil de l'Ordre des journalistes s'occuper du « délit de fausse nouvelle » ou du problème des cumuls avec infiniment plus d'efficacité que les tribunaux correctionnels ou les administrations?

On objectera qu'il est difficile d'adapter au journalisme les peines dont dispose le Conseil de l'Ordre des avocats. Pour l'avertissement et la réprimande, passe encore. Mais s'il est possible de retirer à un avocat le droit de plaider, comment ôter à un journaliste le droit d'écrire?

Aussi bien, la radiation du Tableau n'entraînerait point l'interdiction d'écrire. Mais, en admettant qu'il en soit besoin, pourquoi la loi n'empêcherait-elle pas les directeurs d'engager les radiés? La chose est aisée et serait juste. Il resterait aux condamnés la faculté de fonder un journal, faculté qui sauvegarderait l'imprescriptible liberté d'écrire. Mais le moyen n'est pas à la

découvrit que l'envoyé spécial d'un journal n'avait pas hésité, au cours de son enquête, à se présenter, aux gens chez lesquels il désirait s'informer, comme inspecteur de la Sûreté.

« Un tribunal de Droit commun peut-il poursuivre et condamner ce journaliste? Le cas est fort douteux... Il n'est pas sûr du tout que l'usurpation de fonctions puisse être invoquée en l'espèce. Il faudrait, pour disqualifier officiellement de tels journalistes, la décision d'une juridiction professionnelle.

« Notre confrère *L'Écho de Paris* l'a parfaitement senti puisque, dans son numéro du 6 avril, il déclarait : « Ce procédé, un Conseil de l'Ordre des journalistes, s'il en existait un, ne manquerait pas de le réprouver. » Nous ajouterons, quant à nous : « et de le sanctionner sévèrement. »

portée de tous, et le public serait en garde contre ceux qui l'emploieraient. Ce serait une sorte de mise à l'index, prononcée par les plus dignes — non sans de sérieuses garanties pour les « justiciables » évidemment.

Dès les premières lignes de cette rapide étude, nous disions que le journalisme nous semblait mériter d'être considéré comme un *officium*. Si, finalement, nous adressons un reproche d'ensemble au Statut nouveau, c'est bien celui de n'en avoir point garanti l'accomplissement. Le journaliste, dorénavant, est protégé contre l'arbitraire. C'est heureux. Il reste à protéger le journalisme contre les déviations éventuelles des consciences.

Si l'on atteint ce but supérieur, on aura d'ailleurs fait plus que servir une profession, socialement capitale. On aura avancé d'un pas sur la voie qui mène par l'effort libre des « métiers » à une reconstruction sociale durable apportant la sécurité aux individus et l'Ordre à la Société.

APPENDICE

L'APPLICATION DU STATUT AUX DÉPARTEMENTS RECOUVRÉS

La loi votée, une discussion s'engagea sur le point de savoir si elle était applicable aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. En l'absence d'une stipulation spéciale, l'Administration admit la négative.

Cette interprétation était plus que discutable. La loi du 1^{er} juin 1924, en effet, a introduit dans les trois départements recouverts l'ensemble de la législation civile française, y compris, sauf réserves expresses, les dispositions de droit civil contenues dans le Code du travail. Dès lors, les articles de la loi intéressant le contrat de louage de services devaient être considérés comme s'appliquant de plein droit dans ce qui fut l'Alsace-Lorraine.

Toutefois, l'Administration maintenait sa manière de voir. Or il était évidemment anormal et immoral que les journalistes de Metz et de Strasbourg fussent exclus du

bénéfice d'un statut voté en faveur de tous les journalistes français.

A la suite de pressantes interventions du Syndicat national, le Gouvernement déposa le 29 novembre 1935, un bref projet de loi dont l'exposé des motifs se bornait à dire :

La loi du 29 mars 1935 ne paraissant pas intégralement applicable de plein droit dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, nous avons cru devoir répondre au vœu unanime exprimé par les journalistes professionnels desdits départements et tendant à être placés sous le même régime de contrat de travail que leurs collègues des autres départements (1).

La Commission de l'Alsace et de la Lorraine examina ce projet avec diligence. Le 6 décembre, son président, M. Robert SCHUMAN déposait un court, mais substantiel rapport (2) où il notait que la loi nouvelle ne heurtait la réglementation locale que sur deux points : le repos hebdomadaire et les délais-congés.

La loi locale ne connaît pas en effet le repos hebdomadaire, mais le repos dominical. Légalement, les journaux alsaciens et lorrains ne devraient pas paraître le lundi. Mais nécessité fait loi. Pour ne pas succomber sous la concurrence des organes de « l'Intérieur », ils dérogent aux règles du Code des professions. Il s'ensuit que leurs rédacteurs ne jouissaient théoriquement ni du repos dominical, inappliqué, ni du repos hebdomadaire, inexistant.

(1) N° 5746. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 29 novembre 1935.

(2) N° 5780. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 6 décembre 1935.

La Commission a estimé que, devant l'impossibilité, sur ce point, de respecter la loi locale, le journalisme n'étant pas une profession où l'on ait coutume et loisir de chômer le dimanche, il était nécessaire d'admettre un repos compensateur en semaine pour les journalistes. Elle a donc été favorable à l'adoption de l'article 2 de la loi du 29 mars 1935 et du chapitre IV du livre II du Code du travail sur le repos hebdomadaire.

Par contre, elle s'est refusé à admettre la législation nouvelle concernant les délais de préavis (art. 29c) et cela pour des motifs juridiquement très forts.

Il existe en effet en Alsace et en Lorraine un droit commun en matière de délais-congés « qui s'est révélé efficace dans la protection de tous les salariés contre les licenciements abusifs ». L'article 622 du Code civil local dispose qu'un employé ne pourra être congédié que pour la fin du trimestre civil, et cela après un préavis minimum de six semaines, quelle qu'ait été la durée des services déjà accomplis (1).

Il n'a pas paru opportun de créer une dérogation à ce droit commun pour les seuls journalistes. C'est pourquoi finalement la Commission proposa à la Chambre le texte suivant :

ARTICLE UNIQUE. — *La loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes, est applicable dans les départements du Bas-Rhin et de*

(1) Si donc un journal donne son congé à un rédacteur le 5 février par exemple, les fonctions de celui-ci cesseront le 31 mars. Par contre, si le congé n'était signifié que le 25 février, le contrat resterait applicable jusqu'au 30 juin.

la Moselle, en tant qu'elle ne l'est pas déjà. Toutefois la durée du préavis stipulé par l'article 29 c) du livre I du Code du travail est remplacée par le délai prévu à l'article 622 du Code civil local; l'article 29 h) du Code du travail s'applique à ce délai.

Pour l'application de l'article 2 de ladite loi, est mise en vigueur dans les mêmes départements, la section première du livre II, chapitre IV du Code du travail.

Ce texte fut adopté sans débat le 31 décembre 1935. Il est actuellement en instance devant le Sénat, où M. Justin GODART l'a rapporté favorablement (1). Mais en attendant qu'il y soit voté, il a été admis, à l'instigation de M. Robert SCHUMAN surtout, que pour toutes les clauses non litigieuses, la loi devait être dès maintenant appliquée. C'est ainsi que les commissions mixtes se trouvèrent en état de délibérer en même temps que celles des autres provinces de France.

D'ailleurs, la réserve propre au délai-congé sera peut-être bientôt devenue sans objet. Un projet de loi est actuellement à l'étude, tendant à rendre applicable dans les trois départements l'article 23 du livre I du Code du travail, relatif à la résiliation du louage de services fait sans détermination de durée (2). Cet article prévoit notamment que « l'existence et la durée du délai-congé sont fixées en conformité des usages pratiqués dans la

(1) Sénat, 1936, n° 154. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 mars 1936.

(2) N° 5734. Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 29 novembre 1935.

localité et la profession ou, à défaut de ces usages, par des conventions collectives ».

Si ce projet était voté, il n'existerait plus aucun empêchement à l'introduction pure et simple de la loi du 29 mars 1935 dans les départements recouvrés.

ANNEXES

ANNEXE I

LOI RELATIVE AU STATUT PROFESSIONNEL DES JOURNALISTES

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :

ART. 1. — Il est ajouté au chapitre 2 du livre I (titre II)
du Code du travail, une section spéciale III intitulée : « Des
journalistes professionnels. »

ART. 29 b). — Les dispositions des différents titres du Code
du travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux disposi-
tions de la présente section, sont applicables aux journalistes
professionnels, lesquels sont ainsi définis :

Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation
principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession
dans une publication quotidienne ou périodique éditée en
France, ou dans une agence française d'informations, et qui
en tire le principal des ressources nécessaires à son existence.

Le correspondant, qu'il travaille sur le territoire français
ou à l'étranger, est un journaliste professionnel, s'il reçoit
des appointements fixes et remplit les conditions prévues au
paragraphe précédent.

Sont assimilés aux journalistes professionnels les collaborateurs directs de la rédaction : rédacteurs-traducteurs, sténographes-rédacteurs, rédacteurs-reviseurs, reporters-dessinateurs, reporters-photographes, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à un titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle.

ART. 29 c). — En cas de résiliation d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, et liant l'une des personnes mentionnées dans l'article ci-dessus à une entreprise de journaux ou périodiques, la durée du préavis est, pour l'une et l'autre partie, et sous réserve des cas prévus à l'alinéa 2 de l'article suivant, d'un mois, si le contrat a reçu exécution pendant trois ans ou une durée moindre, et de deux mois, si ce contrat a été exécuté pendant plus de trois ans.

ART. 29 d). — Si le congédiement provient du fait de l'employeur, une indemnité est due, qui ne peut être inférieure à la somme représentant un mois, par année ou fraction d'année de collaboration, des derniers appointements; le maximum des mensualités est fixé à quinze. Une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour déterminer l'indemnité due, lorsque la durée des services excédera quinze années.

Cette commission sera composée de deux arbitres désignés par les organisations professionnelles d'employeurs et de deux arbitres désignés par les organisations professionnelles des salariés; elle sera présidée par un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, de préférence de l'ordre judiciaire.

Si les parties ou l'une d'elles ne désignaient pas d'arbitres, ceux-ci seraient nommés par le président du tribunal civil, huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée adressée à la partie défaillante par l'autre organisation ou aux deux parties par l'intéressé lui-même.

Si les arbitres désignés par les parties ne s'entendaient pas pour choisir le président de la commission arbitraire, celui-ci serait désigné à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal civil.

En cas de faute grave ou de fautes répétées, l'indemnité ci-dessus prévue pourra être réduite dans une proportion qui sera arbitrée par la commission, ou même supprimée.

La décision de la Commission arbitrale ne peut être frappée d'appel.

ART. 29 e). — Les dispositions de l'article précédent sont applicables dans le cas où la résiliation du contrat survient par le fait de l'une des personnes employées dans une entreprise de journal ou périodique dont fait mention l'article 29 b), lorsque cette résiliation est motivée par l'une des circonstances ci-après :

1^o Cession du journal ou du périodique;

2^o Cessation de la publication du journal ou périodique pour quelque cause que ce soit;

3^o Changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux.

Dans les cas prévus à l'alinéa 3^o ci-dessus, la personne qui rompt le contrat n'est point tenue d'observer la durée de préavis prévue à l'article 29 c).

ART. 29 f). — Tout travail non prévu dans les accords constituant le contrat de louage de services entre une entreprise de journal ou périodique et l'une des personnes mentionnées à l'article 29 b) du présent livre comporte une rémunération spéciale.

ART. 29 g). — Tout travail commandé ou accepté par une entreprise de journal ou périodique et non publié doit être payé.

Le droit de faire paraître dans plus d'un journal ou périodique les articles ou autres œuvres littéraires ou artistiques dont les personnes mentionnées à l'article 29 b) sont les auteurs sera obligatoirement subordonné à une convention

expresse qui devra indiquer les conditions dans lesquelles sera autorisée la reproduction.

ART. 29 *h*). — Toutes conventions contraires aux dispositions de la présente section sont nulles et de nul effet.

ART. 29 *i*). — Un congé annuel payé sera accordé aux personnes énumérées à l'article 29 *b*) du livre I du Code du travail.

Ce congé est fixé à un mois pour les journalistes liés à une entreprise de journaux ou périodiques depuis un an au moins, et à cinq semaines pour les journalistes dont le contrat de louage de services reçoit exécution depuis dix ans au moins.

ART. 29 *j*). — Pourront seules se prévaloir de la qualité de journalistes, soit à l'occasion de l'établissement d'un passeport ou de tout autre acte administratif, soit en vue de bénéficier des dispositions prises en faveur des représentants de la presse par les autorités administratives, les personnes énumérées à l'article 29 *b*) et titulaires d'une carte d'identité professionnelle.

Les conditions dans lesquelles seront délivrées ces cartes, la durée de leur validité, les conditions et les formes dans lesquelles elles pourront être annulées seront déterminées par un règlement d'administration publique. Ce règlement déterminera également les pénalités applicables en cas d'infraction à ses prescriptions.

.....

ART. 2. — L'article 50 *b*) du livre II du Code du travail concernant le repos hebdomadaire des journalistes est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions de la présente section sont applicables aux personnes énumérées à l'article 29 *b*) du livre I du Code du travail. »

ART. 3. — Les préfets établiront, du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, une liste des entreprises de journaux ou périod-

diques qui auront pris, pour la durée de l'année considérée, l'engagement :

1^o De payer aux journalistes employés par eux et, d'une manière générale, à toute personne mentionnée à l'article 29b) du livre I du Code du travail, qui est à leur service, des salaires non inférieurs à ceux qui auront été fixés, pour chaque catégorie professionnelle et pour chaque département ou chaque région, par décision d'une commission mixte comprenant des représentants des organisations professionnelles de directeurs ou entrepreneurs de journaux et périodiques et de journalistes. Cette commission, composée à égalité de représentants du personnel et de représentants des patrons — trois au moins de chaque côté — sera chargée d'établir, pour le département ou pour la région, le tableau des salaires minima.

La Commission pourra, en cas de disproportion notoire constatée entre l'importance de journaux ou publications paraissant dans un même département ou une même région, établir des catégories — trois au maximum — dans lesquelles elle rangera les publications envisagées.

Le tableau des salaires minima sera expressément déterminé pour chaque catégorie par la commission mixte.

Les représentants siégeant à cette commission recourront, au cas où un désaccord définitif se présenterait, à l'arbitrage d'une personnalité choisie d'un commun accord. En cas d'impossibilité de désigner, sous la forme qui précède, le tiers arbitre, c'est le président du tribunal qui délèguera d'office à la présidence de la commission départementale, avec voix délibérative, un haut fonctionnaire, en activité ou retraité autant que possible de l'ordre judiciaire, et résidant dans la localité ou dans le département; la décision de cet arbitre ne pourra être frappée d'appel;

2^o De verser à leurs personnels non assujettis à la loi sur les Assurances sociales, en cas de maladie autre que celle résultant d'un accident de travail, une indemnité égale au salaire mensuel, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur

entreprise depuis six mois au moins et un an au plus tard ; égale aux trois premiers mois au moins, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis plus d'un an ; de verser, en outre, des indemnités égales au demi-salaire mensuel pendant les deux mois suivants ou les trois mois suivants, selon que ce journaliste est attaché à leur entreprise depuis plus de six mois ou un an au plus, ou depuis plus d'un an.

En cas de manquement de la part de l'entreprise de journaux, le personnel a une action directe contre l'entreprise en question pour exiger l'application des conditions ci-dessus.

Pourront seuls bénéficier de la répartition des sommes affectées aux dépenses de publicité faites par l'État, les départements, les communes, les établissements publics et les entreprises concessionnaires des services publics, à l'occasion d'appels au crédit public, les entreprises de journaux, périodiques et services d'information figurant sur les listes établies conformément aux dispositions qui précèdent.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
P.-E. FLANDIN.

Le Ministre du Travail.
Paul JACQUIER.

Le Ministre de l'Intérieur,
Marcel RÉGNIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice,
Georges PERNOT.

Le Ministre de la Marine,
Ministre des Finances, par intérim,
François PIÉTRI.

ANNEXE II

TEXTE DU RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE CONCERNANT LA CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES

Le Président de la République française,
Sur les rapports du ministre de Travail et du Garde des
sceaux, ministre de la Justice;

Vu...

Le Conseil d'État entendu,

Décète :

ART. 1. — La carte d'identité professionnelle des journalistes prévue par l'article 29 j) du livre I du Code du travail est délivrée dans les conditions fixées par une commission paritaire dite « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels ».

Cette carte ne peut être délivrée qu'aux personnes répondant aux conditions fixées par l'article 29 b) du livre I du Code du travail.

ART. 2. — La Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels est composée de 14 membres : 7 représentants des directeurs de journaux et 7 représentants des journalistes professionnels. Les 7 représentants de la première catégorie sont désignés par l'organisation la plus représentative des directeurs de journaux ; les 7 représentants de la deuxième catégorie sont élus par les journalistes titulaires de la carte d'identité professionnelle.

Les membres de la Commission doivent justifier de l'exercice de leur profession depuis trois ans au moins et jouir de leurs droits civils et politiques.

Il est procédé tous les trois ans au renouvellement complet de la Commission, les membres sortants pouvant toutefois être désignés ou élus à nouveau.

Il est procédé dans les mêmes conditions à la désignation et à l'élection de quatre autres représentants de chacune des deux catégories qui sont appelés à suppléer les membres titulaires absents et à remplacer entre deux renouvellements triennaux les membres décédés ou qui cesseraient de faire partie de la Commission par suite de démission ou toute autre cause.

Exceptionnellement et à titre transitoire pour la première année, les membres de la Commission seront désignés par le ministre du Travail dans le mois qui suivra la publication du présent décret.

Cette première commission fixera les modalités de l'élection des représentants des journalistes professionnels.

ART. 3. — La Commission établit un règlement intérieur. Elle est présidée alternativement par un représentant des directeurs de journaux et un représentant des journalistes suivant un tour de rôle déterminé par le sort.

Elle ne délibère valablement que si quatre au moins des représentants de chacune des deux catégories sont présents et participent au vote. Si l'une des deux catégories a plus de représentants présents que l'autre, le nombre des votants de la première sera ramené à celui de la seconde dans les conditions déterminées par le règlement intérieur.

Les décisions de la Commission et notamment celles comportant délivrance, renouvellement ou annulation de la carte, ne sont prises qu'à la majorité absolue.

ART. 4. — A l'appui de sa première demande de carte adressée à la « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels », le postulant devra fournir :

1^o La justification de son identité et de sa nationalité;

2° Une note sur ses antécédents;

3° Un extrait de son casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

4° L'indication, s'il y a lieu, du groupement professionnel auquel il appartient;

5° L'affirmation, sur l'honneur, que le journalisme est bien sa profession principale, régulière et rétribuée et qu'il en tire une rémunération au moins égale au salaire minimum qui aura été fixé, pour le département ou pour la région dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 29 mars 1935. Cette affirmation sera appuyée de l'indication des publications quotidiennes ou périodiques ou des agences françaises d'informations dans lesquelles le postulant exerce sa profession;

6° L'indication, le cas échéant, des autres occupations régulières rétribuées;

7° L'engagement de faire connaître à la Commission tout changement qui surviendrait dans sa situation et qui entraînerait une modification des déclarations sur la production desquelles la carte aurait été délivrée.

Cet engagement comportera l'obligation de rendre la carte à la Commission dans le cas où le titulaire viendrait à perdre la qualité de journaliste professionnel.

ART. 5. — La Commission, après examen, statue dans les conditions prévues au paragraphe final de l'article 3 sur les demandes de délivrance de cartes dont elle est saisie. Elle peut auparavant procéder ou faire procéder à toutes les vérifications qu'elle juge utiles.

La carte d'identité délivrée par la Commission porte la photographie du titulaire, sa signature, l'indication de ses nom, prénoms, nationalité et domicile, la mention des publications ou agences d'informations dans lesquelles il exerce sa profession. Elle est revêtue, en outre, du cachet de la Commission et de la signature de deux membres de celle-ci, appartenant respectivement à l'une et l'autre catégorie.

ART. 6. — Les cartes d'identité professionnelles sont valables pour une année et portent la mention de la période de validité. Elles sont renouvelées pour une même durée sur décision favorable de la Commission.

La Commission détermine les justifications à fournir à l'appui de la demande de renouvellement, compte tenu des justifications déjà produites à l'appui de la demande initiale en exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus.

ART. 7. — Dans le cas où le titulaire d'une carte d'identité professionnelle cesse d'être occupé dans les publications ou agences d'informations auxquelles il était attaché au moment de la délivrance de la carte d'identité, il doit saisir la Commission qui modifie la carte du titulaire en tenant compte de sa nouvelle situation, ou engage, s'il y a lieu, la procédure d'annulation prévue à l'article 9.

Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article 4 ci-dessus, si le titulaire d'une carte qui vient à perdre la qualité de journaliste professionnel, ne rend pas sa carte à la Commission, celle-ci prendra les mesures utiles pour mettre au courant de cette situation des différentes autorités intéressées ainsi que les organisations professionnelles de journalistes et de directeurs de journaux.

ART. 8. — Dans le cas où il serait établi qu'un journaliste professionnel ayant possédé cette qualité pendant trois ans au moins se trouve momentanément privé de travail sans faute de sa part, la Commission pourra lui délivrer une carte provisoire d'identité de journaliste professionnel dont la durée sera expressément limitée. Cette carte ne différera de la carte ordinaire que par l'absence d'indication des publications ou agences où le titulaire est occupé.

ART. 9. — La Commission peut annuler une carte qu'elle a délivrée. A cet effet, le président de la Commission convoque devant celle-ci, par lettre recommandée, le titulaire en cause. Celui-ci, qui peut être assisté d'un conseil, présente ses expli-

cations. S'il ne comparait pas, il peut faire parvenir à la Commission ses explications écrites.

La décision de la Commission est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée.

ART. 10. — Les intéressés peuvent formuler une réclamation contre toute décision de la « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels » devant une Commission supérieure ainsi composée :

Trois magistrats en exercice ou honoraires désignés par le premier président de la Cour d'appel de Paris, et dont le plus ancien dans le grade le plus élevé remplit les fonctions de président.

Un représentant des directeurs de journaux;

Un représentant des journalistes professionnels.

Ces deux derniers et le suppléant de chacun d'eux sont respectivement désignés et élus dans les mêmes conditions et en même temps que les membres de la Commission prévue à l'article 2; le mandat de représentant à la Commission supérieure est incompatible avec celui de membre de la « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels ».

La réclamation est adressée par lettre recommandée au ministre du Travail qui la transmet sans délai au président de la Commission supérieure; celle-ci statue en suivant les règles prévues à l'article 9.

ART. 11. — Sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des dispositions de la section première du chapitre 3 du titre I du livre III du Code pénal, et des articles 11 et 26 du livre III du Code du travail, toute personne qui aura, soit fait sciemment une déclaration inexacte, en vue d'obtenir la délivrance de la carte d'identité professionnelle, soit fait usage d'une carte frauduleusement obtenue, périmée ou annulée, en vue de bénéficier d'un avantage prévu à l'article 29 j) de la loi du 29 mars 1935, est passible d'une amende de 50 à 200 francs, et en cas de récidive de 200 francs à 2.000 francs.

Les mêmes pénalités sont applicables à quiconque sera convaincu d'avoir délivré sciemment des attestations inexactes.

ART. 12. — Le ministre du Travail et le Garde des sceaux, ministre de la Justice, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 1936.

Le Président de la République,
ALBERT LEBRUN.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

Le Ministre de la Justice, Garde des sceaux,
LÉON BÉRARD.

(J. O. du 21 janvier 1936.)

ANNEXE III

BARÈMES DES MINIMA DE SALAIRES ADOPTÉS PAR LES COMMISSIONS MIXTES FONCTIONNANT EN VERTU DE L'ARTICLE 3 DE LA LOI

A titre documentaire, nous croyons opportun de reproduire les barèmes adoptés par la commission mixte de la région parisienne d'une part, par celle de Lorraine (Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges) d'autre part.

La complexité du premier, la simplicité du second montreront, mieux que toute glose, les différences pratiques qui existent entre le journalisme parisien et le journalisme provincial.

A) Département de la Seine.

Pour l'application de ce barème, les journaux et publications périodiques du département de la Seine sont classés en trois classes :

- 1^o *Journaux quotidiens ;*
- 2^o *Journaux hebdomadaires, bi-hebdomadaires et tri-hebdomadaires ;*
- 3^o *Autres périodiques.*

PREMIÈRE CATÉGORIE

Rédacteur en chef	5.000 ^f	»
Rédacteur en chef-adjoint.	3.600	»
Secrétaire général de la rédaction	3.600	»
Premier secrétaire de rédaction	3.200	»
Secrétaire de rédaction.	2.000	»
Secrétaire adjoint	1.800	»

Service politique.

Chef de service	3.300 ^f	»
Sous-chef du service	2.600	»
Informateurs parlementaires.	2.100	»
Séancier à la Chambre	2.100	»
Séancier au Sénat	2.000	»
Rédacteur chargé des ministères.	1.800	»

Service étranger.

Chef du service	3.300	»
Sous-chef du service	2.600	»
Rédacteur.	1.800	»

Informations générales.

Chef du service	3.300	»
Sous-chef du service	2.500	»
Reporters (grands reportages).	2.000	»
Informateurs, petits reporters.	1.500	»

Illustration.

Chef des informations illustrées	2.500	»
--	-------	---

Sports.

Chef du service	3.000	»
Sous-chef du service	2.250	»
Rédacteurs ordinaires.	1.500	»

Pour les journaux exclusivement sportifs, les chefs de grandes rubriques (automobile, aéronautique, cyclisme, football, rugby, boxe, athlétisme) sont assimilés au sous-chef de service.

Service littéraire et artistique.

Chef du service	2.750 ^f	»
Critique littéraire ou dramatique	2.200	»

Périodiques.

Rédacteur en chef	3.200 ^f »
Secrétaire de rédaction	2.600 »
Rédacteurs	1.500 »

Rédacteurs à l'article.

Article de caractère original et exclusif . . .	170 »
Filets ou articles à la ligne sur justification de 7 colonnes grands quotidiens de Paris, en caractères de 8, si le filet ou l'article comprend plus de 80 lignes. la ligne	0 50
Si le filet ou l'article comprend moins de 80 lignes. la ligne	0 60

Pour les collaborateurs qui reçoivent à la fois une rémunération à la « pige » et un traitement fixe, le minimum du traitement de leur emploi sera calculé en additionnant le montant de la rémunération à la « pige » et le montant du traitement fixe.

Échos.	20 ^f »
----------------	-------------------

Catégories assimilées.

Reporters-photographes	1.500 ^f »
----------------------------------	----------------------

Est considéré comme reporter-photographe celui qui, d'une façon habituelle, réalise les reportage qui lui sont demandés par son chef de service, ou qui, de sa propre initiative, apporte d'une façon constante des informations photographiques à son journal.

Le reporter-photographe doit, pour avoir droit à ce titre, savoir fournir des notes sur l'affaire qu'il a suivie, permettant de rédiger une légende ou un article se référant à la photographie qu'il apporte.

Ne pourront bénéficier des avantages du Statut des Jour-

nalistes que les reporters-photographes ayant exercé leur profession dans les conditions définies plus haut pendant un minimum de trois ans.

Traducteurs.

Pour les traducteurs qui connaissent une ou plusieurs langues et pour une journée de sept à huit heures 1.500^f »

Pour les traducteurs qui connaissent plus de deux langues et pour une journée de sept à huit heures 1.700 »

Pour les rédacteurs travaillant dans plusieurs journaux, les traitements minimums ne peuvent être inférieurs à 500 francs par mois, correspondant à un travail journalier de deux heures.

Sténographes de rédaction.

Sténographes de rédaction 1.500^f »

Est considéré comme rédacteur-sténographe celui qui, d'une façon constante, reçoit au téléphone des communications importantes et qui, par son initiative personnelle, est capable de rédiger de la copie qui puisse être insérée directement.

Reporters-Dessinateurs.

Attaché à un journal. 600^f »

Et, en outre, une rémunération de chaque dessin publié, à raison de 30 francs par colonne.

DEUXIÈME CATÉGORIE

Les traitements minimums dus par les journaux de la deuxième catégorie s'établissent en diminuant de 10 % les traitements dus par les journaux de la première catégorie.

TROISIÈME CATÉGORIE

Les traitements minimums dus par les journaux de la troisième catégorie s'établissent en diminuant de 25 % les traitements dus par les journaux de la seconde catégorie.

* * *

Toutefois, les journaux de la seconde et de la troisième catégories doivent au secrétaire de la rédaction, pour un service entier un minimum de traitement de 2.000 francs.

**B) Lorraine (départements de Meurthe-et-Moselle,
de la Meuse et des Vosges).**

Le 14 janvier 1936, la Commission mixte de Lorraine a adopté les décisions suivantes :

« Les membres de la Commission se sont mis d'accord :

« 1° Pour ne pas retenir de catégorie professionnelle et pour fixer uniquement le salaire minimum de base d'entrée dans la profession de journaliste, ce salaire étant de :

« Première catégorie (quotidiens). 1.000^f »

« Deuxième catégorie (journaux au moins hebdomadaires) 800 »

« 2° La Commission décide que l'exercice de la profession de journaliste nécessitera un stage de deux années et que c'est seulement à l'expiration de ce stage que sera appliqué le salaire minimum. »

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

La matière traitée dans cette étude est trop neuve et peut-être aussi trop particulière pour avoir donné lieu à l'éclosion d'une importante littérature. Diverses revues non professionnelles lui ont consacré de brefs articles d'information, sans originalité notable. Les seules sources qu'on ait intérêt à consulter nous semblent être :

1^o) Documents parlementaires.

Chambre. — Proposition de loi n^o 1653 (Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 28 mars 1933) présentée par M. GUERNUT et plusieurs de ses collègues.

— Rapport n^o 4516 (Annexe au procès-verbal de la séance du 22 janvier 1935) fait au nom de la Commission du Travail de la Chambre par M. BRACHARD.

Sénat. — Rapport n^o 279, année 1935 (Annexe au procès-verbal de la séance du 15 mars 1935) fait au nom de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes par M. Justin GODART.

2^o) Revues.

Le Journaliste, organe du Syndicat National des Journalistes (5, rue du Coq-Héron, Paris, 1^{er}). Années 1927 à 1936.

Bulletin mensuel de la Corporation des publicistes chrétiens (69, rue des Dames, Paris, 17^e).

Le Moniteur de la Presse (59, rue Saint-Lazare, Paris).

3°) Thèse.

Louis-Marie BARC. — *Le Délai-congé des journalistes* (Rennes, 1935). Cette thèse ne tient compte de la loi de 1935 que dans sa conclusion.

4°) **Ouvrages généraux** (*sur le contrat de travail*).

PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle*, 6^e édition. Rousseau, Paris, 1930.

PLANIOI et RIPERT. — *Traité pratique de Droit civil français*, Tome XI : *Contrats civils* (2^e partie), avec le concours de MM. ROUAST, SAVATIER et LEPARGNEUR (spécialement des pages 1 à 118). Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1932.

Vu :

Nancy, le 16 mars 1936.

Le Président de la Thèse,

FR. DE MENTHON.

Vu :

Nancy, le 17 mars 1936.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 18 mars 1936.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

BRUNTZ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	III
INTRODUCTION	1
L'évolution de la Presse	1
Les recommandations du B. I. T.	3
Les solutions étrangères	5
Le projet de contrat collectif (1928-1931).	9
La proposition Guernut et la loi de 1935	14

CHAPITRE I

Les bénéficiaires du statut.

Section 1. — Analyse de la définition légale.	20
Section 2. — La carte professionnelle	31

CHAPITRE II

Les garanties assurées par la loi pendant l'exécution du contrat de louage de services.

Section 1. — Le droit au repos	43
Section 2. — La rémunération	47
1. De quelques cas particuliers.	50
2. Commissions mixtes et salaire minimum	52
A) Constitution des commissions	53
B) Fonctionnement des commissions	56
C) Sanction des décisions des commissions.	67

CHAPITRE III

Les garanties assurées par la loi en cas de résiliation ou de rupture du contrat.

	Pages
Les délais de préavis	77
Les indemnités de congédiement	81
Section 1. — Indemnités dues en cas de résiliation du contrat provenant du fait de l'employeur	81
Section 2. — Indemnités dues en cas de résiliation du contrat provenant du fait de l'employé	96
1. Cession	97
2. Cessation	99
3. « La clause de conscience »	101
CONCLUSION	109

APPENDICE

L'application du statut aux départements recouvrés .	117
ANNEXES.	123
1. Loi relative au statut professionnel des journalistes. .	123
2. Règlement d'administration publique concernant la carte d'identité professionnelle des journalistes. . .	129
3. Barèmes des minima de salaires adoptés pour la région parisienne et pour la Lorraine.	135
SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES	141
TABLE DES MATIÈRES	143

